

La revue étudiante de sciences
humaines et sociales consacrée
au monde arabe
n°02 – mars 2023

**Les révoltes arabes
au-delà du succès
ou de l'échec**

02

Bidaya est une revue annuelle en sciences humaines et sociales, en accès libre en ligne, qui se veut un espace de publication inédit pour les étudiants et jeunes chercheurs travaillant sur le monde arabe.

Née d'une réflexion commune entre étudiants et chercheurs du CAREP Paris, Bidaya est un véritable projet transdisciplinaire visant à croiser les analyses et les regards sur le monde arabe.

numéro 2

Les révoltes arabes au-delà du succès ou de l'échec



Tous droits réservés
© Bidaya / CAREP Paris
12, rue Raymond Aron 75013 Paris
ISSN 2968 – 4382
Publication en ligne : mars 2023
www.carep-paris.org/bidaya/

Comité scientifique

Responsable scientifique

Isabel RUCK

Membres permanents

Myriam ABABSA
Sonia DAYAN-HERZBRUN
Gaëlle GILLOT
Franck MERMIER
Clément STEUER
Leila SEURAT

Comité de rédaction

Responsable éditoriale

Racha ABAZIED

Membres permanents

Fadwa ABDEL MAWLLA
Sirine BELKHIRI
Yazid BENHADDA
Imane DURELLE
Abdelmounaim FANIDI
Nassima SAID
Joseph SAWAYA
Émilie PASQUIER

Ont contribué à ce numéro

Tamirace FAKHOURY
et Lamiss AZAB
Amr ABDELRAHIM
Romain MELLIES HORIOT
Anaël DAOUD BENATTOUCHE
Mariam BEN SLAMA
Edgar VAUQUELIN
Benoît BERTRAN DE BALANDA
David AMOROS
Lina BENCHEKOR
Walid CHERQAOUI
Paola CANDITA

Maquette

Estelle CHAUWARD

DOSSIER : LES RÉVOLTES ARABES AU-DELÀ DU SUCCÈS OU DE L'ÉCHEC

- | | | |
|-----------|---|---------------------------------|
| 05 | Introduction : une autre lecture des révoltes arabes est-elle possible ? | Tamirace FAKHOURY & Lamiss AZAB |
| 15 | Les manifestations de Maspero : donner un sens à la politique contestataire dans l'Égypte d'Al-Sissi | Amr ABDELRAHIM |
| 28 | Lieux de Révolution : alternatives spatio-politiques en Syrie | Romain MELLIES HORIOT |
| 38 | Du Paris haussmannien au Beyrouth contemporain : lecture du continuum préventif et contre-révolutionnaire des discours matériels urbains | Anaël DAOUD BENATTOUCHE |
| 54 | Les deux faces d'une même pièce : l'héritage colonial de la résistance populaire et de la répression policière en Tunisie | Mariam BEN SLAMA |

VARIA

- | | | |
|-----------|---|---------------------------|
| 68 | Les Kataeb et les Forces libanaises dans la Thawra : deux partis du système dans un mouvement anti-système | Edgar VAUQUELIN |
| 75 | L'armée en Égypte : dissuasion ou union ? | Benoît BERTRAN DE BALANDA |
| 82 | Cinéma et politique : le regard de réalisateurs étrangers sur la Palestine | David AMOROS |

LU, VU, ENTENDU

- | | | |
|------------|---|-----------------|
| 97 | Ramy : une série miroir pour toute une génération « d'enfants d'immigrés » arabes | Lina BENCHEKOR |
| 100 | Stupéfiant Moyen-Orient. Une histoire de drogues, de pouvoir et de société : recension de l'ouvrage de Jean-Pierre Filiu | Walid CHERQAOUI |
| 104 | Cinq caméras brisées : un film sur la condition palestinienne | Paola CANDITA |

dossier

Les
révoltes
arabes

au-delà
du succès
ou de l'échec

*

Une autre lecture des révolutions arabes est-elle possible ?

introduction

TAMIRACE FAKHOURY

Professeure agrégée de sciences politiques à l'université d'Aalborg (Danemark)
et professeure invitée à la Chaire du Koweit Programme à Sciences Po Paris

ET

LAMISS AZAB

Maître de conférence et responsable du Master Sécurité internationale
Sciences Po, Paris School of International Affairs

« Les mouvements sociaux devraient être évalués sur la puissance de leur vision plutôt que sur la notion de succès. »

Michael Hardt, lors d'une intervention
à PSIA, Sciences Po, avril 2022.

Il y a plus de dix ans, à la surprise générale, des soulèvements révolutionnaires ont éclaté dans la plupart des pays arabes du Maghreb au Golfe. Ces soulèvements, qui ont mis en avant les notions de dignité, de justice sociale et d'espoir, ont transformé les réalités vécues par les populations. Ils ont également contribué à refaçonner les outils conceptuels, méthodologiques et analytiques mobilisés par les chercheurs spécialistes du Moyen-Orient contemporain.

Ce numéro spécial consacré aux soulèvements arabes est le résultat d'une série de conférences, de débats et de séminaires proposés dans le cadre du cours *Contentious Politics, uprisings, and Social Movements in the Middle East* à la Paris School of International Affairs (PSIA) de Sciences Po Paris (au printemps 2022). Ce cours a permis la création d'un espace de discussion informel permettant de « déballer » une série de questions et d'hypothèses sur la vague des soulèvements arabes. Tenues de manière bimensuelle, ces rencontres ont permis de débattre des théories de l'action collective et des mouvements sociaux et d'interroger leur pertinence pour l'analyse de ces processus révolutionnaires. Elles ont également permis de revisiter les vagues des soulèvements en cours (Dunne 2020, 183). Nos discussions ont révélé le défi analytique qui consiste à regarder les mobilisations au-delà des lectures binaires focalisées sur le succès ou l'échec (Fakhoury 2020 ; Schwedler 2020). Ces lectures reposent en effet sur une focale attachée aux résultats : les soulèvements réussissent lorsque les protestataires prennent le pouvoir, et ils échouent lorsque ces derniers ne parviennent pas à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés. À rebours de ces lectures, nous avons débattu de nouvelles approches pour théoriser les soulèvements sans les réduire pour autant à un simple cycle prédéterminé (Schwedler 2020).

Appréhender ces événements à travers la notion de « cycle prédéfini » les limiterait en effet à des séquences ou à des phases, celles du déclenchement, de la trajectoire et du résultat. Nous risquerons aussi de les enfermer dans une vision interniste et nationale, ignorant les répercussions de ces mobilisations au niveau régional, ainsi que leurs géographies politiques et leurs temporalités multiples.

C'est pourquoi nous avons cherché à déplacer le regard vers d'autres pans de la littérature qui traitent des soulèvements comme des performances continues et qui interagissent avec autant de biographies (Pagis 2014), d'histoires (Saad 2015 ; Chalcraft 2015), que d'ordres mondiaux et régionaux (Hardt 2022 ; Western 2020). Nous avons également cherché à comprendre leurs implications sur les réalités vécues par les individus et les conceptions que ces individus se font de leur avenir.

Au cœur de notre enquête critique se trouve donc la question suivante : quels outils de recherche, cadres théoriques et perspectives linguistiques nous

aideraient à retracer les trajectoires des soulèvements sans tomber dans les pièges des chronologies statiques, de la théorisation excessive et de l'orientalisme ? Comment le « tournant » des soulèvements arabes nous permet-il de réimaginer les vies politiques au Moyen-Orient au lieu de s'enfermer dans la construction de catégories ?

Une série d'observations préliminaires nous a aidés à aller de l'avant. L'analyse rapide de la littérature révèle une volonté de cartographier des résultats non seulement sous l'angle de la réussite ou de l'échec, mais aussi à travers les paradigmes de démocratisation ou d'autoritarisme. D'autres courants s'intéressent également à la manière dont ces soulèvements ont dégénéré en conflits armés en tant que produits de guerres géopolitiques et internationalisées. Au leitmotiv du printemps arabe se profile en arrière-plan l'hiver arabe (Achkar 2019), conférant une approche déterministe aux résultats et aux conséquences de ces mouvements.

Certes, ces différents sous-champs de la littérature nous permettent d'acquérir une vision globale des forces exogènes et endogènes qui ont façonné les soulèvements. Cependant, ils ont tendance à éclipser des questions clés qui restent fondamentales pour comprendre les aspirations des citoyens ordinaires et leurs conceptions du changement politique (Pearlman 2013). Premièrement, ils passent sous silence les luttes antérieures qui les ont en partie façonnés faisant l'impasse sur la période « avant le printemps » (Saad 2015).

Deuxièmement, ils négligent les imaginaires subalternes que les manifestants ont mis en lumière à travers leurs marches, leurs graffitis et leurs slogans (Al Ghazzi 2022 ; Nagle et Fakhoury 2021). Troisièmement, ils relèguent au second plan des gains limités, pourtant significatifs, que ces soulèvements ont permis de produire. Le soulèvement égyptien n'a peut-être pas permis de réaliser ce que les premiers manifestants espéraient. Toutefois, comme le note Asef Bayat, « plus de 700 000 agriculteurs se sont syndiqués pendant les années de protestation » (Bayat 2022). Au Liban, on assiste bien à un effondrement financier ainsi qu'à la résilience du communautarisme. Cependant, il faut noter que la Thawra de 2019 a permis de repenser de manière radicale le rôle des syndicats et des économies capitalistes et bancaires (Majed et Khater 2019).

Les analyses qui se concentrent tantôt sur des lectures cycliques des soulèvements, tantôt sur les forces géopolitiques qui les ont en partie façonnés, obscurcissent notre compréhension des protestations en tant que vagues de contestation relationnelles, interdépendantes et continues. Inspirés par le manifeste de Michael Hardt et d'Antonio Negri (2012), nous avons souhaité explorer la ou les manières dont les soulèvements arabes pourraient être considérés comme des luttes relationnelles qui interagissent avec des luttes globales, transnationales et régionales. L'analyse de ces influences mutuelles reste à faire. De l'Argentine au Myanmar, ces protestations qui ont explosé dans le monde arabe résonnent avec les soulèvements mondiaux. En outre, ils représentent des styles de vie continus de contestation qui ne sauraient se limiter à une chronologie statique et mécanique (Chronos).

Dans la continuité des riches travaux consacrés aux mouvements sociaux et aux révolutions (Bayat 2022, Tria Kerkvliet 2009 ; Lawson 2019, Koopman 2004, Hardt

2022 ; Hardt et Negri 2012, Schwedler 2020, Majed 2019, Saad 2015), les contributions de ce numéro se sont concentrées sur une série de questions :

■ Quelles sont les pistes de recherche qui nous permettent de dépasser les lectures binaires focalisées sur l'idée d'échec ou de succès ? Cette binarité a souvent servi de critère d'évaluation pour saisir les trajectoires des soulèvements dans des cycles de vie prédéterminés (Schwedler 2020).

■ Comment penser l'articulation entre l'agent et la structure dans la compréhension non seulement des événements négatifs, mais aussi des opportunités qu'ils ont fait naître ? En même temps, comment ne pas surestimer la part d'agentivité des acteurs sociaux et éviter l'écueil de la romantisation des pratiques révolutionnaires ?

■ Comment émanciper la recherche des schémas persistants qui analysent le changement à travers les paradigmes de la démocratisation ou de l'autoritarisme durable (Di Peri, 2012) ? Quels outils et méthodes nous permettraient de rendre compte des pratiques quotidiennes, des imaginaires féministes et des luttes transversales comme point de départ pour « réimaginer » ce que Judith Butler appelle la « possibilité de faire communauté à partir de la vulnérabilité et de la perte » (2004 : 20) ?

■ Comment étudier les soulèvements arabes dans une perspective multilingue, en veillant à rendre compte des voix, des cadres discursifs et imaginaires multiples qui ont façonné leur trajectoire ?

Ces questions que l'on retrouve en filigrane dans les articles de ce numéro spécial, rendent compte, de manière très fidèle, des intérêts pédagogiques sous-jacents à une expérience d'enseignement unique que nous souhaitons mettre en lumière dans cette introduction, avec une attention particulière portée à la dimension linguistique.

De l'expérience d'enseignement dans son ensemble, on retient surtout que l'objectif pédagogique était de concevoir ce cours *Contentious Politics, Uprisings, and Social Movements in the Middle East* comme un laboratoire, un « cabinet de travail » pour reprendre la signification générique datant du XVIII^e siècle français (selon le Centre national de ressources textuelles et lexicales CNRTL). Cette logique novatrice, de plus en plus prisée dans différentes institutions dédiées à l'enseignement supérieur, implique un nombre de critères au moment de la conception du cours. Nous citerons entre autres : le choix d'une problématique générale qui s'inscrirait dans une réflexion globale ou globalisante (au sens anglo-saxon du terme) bien que le cours propose une focale régionale ; la construction d'une bibliographie solide et critique sur laquelle l'enseignant pourrait s'appuyer pour amener les étudiants à travailler sur des concepts et des théories, mais aussi à s'arrêter sur des outils et méthodes, ainsi que des approches intellectuelles ; l'inclusion d'un temps – hors-cours – consacré à la lecture et aux études de cas comparées, mais aussi d'un temps permettant la prise de distance pour l'observation et la remise en question ; la proposition de modalités d'évaluation valorisant l'explicitation du cheminement réflexif et la formulation de l'analyse critique.

Au vu de ces critères, le format du séminaire-laboratoire se prêtait davantage que celui du cours magistral à l'observation approfondie, aux échanges autour des lectures et des exposés oraux, à l'intervention de professeurs ou experts invités, et surtout, à l'expérimentation intellectuelle – autant de voies méthodologiques qui ont conféré au cours son caractère de lieu de travail concret et collectif sur un sujet en évolution permanente. Si ce format a semblé être le plus judicieux à donner à ce cours, c'est bien parce qu'il permettait une prise de distance par rapport à un objet d'étude encore en construction, mais aussi une prise de conscience évidente des diverses postures intellectuelles adoptées tout au long du processus d'étude – celle de l'observateur qui laisse avant tout la réalité observée se déployer sous ses yeux ; celle de l'analyste-chercheur qui tente de savoir dans quelle mesure les lectures proposées pour comprendre cette réalité sont porteuses de sens et quand elles risquent de soutenir des points de vue idéologiques ; celle de l'expérimentateur qui ira au-delà des logiques de lecture proposées pour en tester d'autres, selon des méthodes qu'il aura bien cernées et présentées à son auditoire. Réinterpréter les mouvements sociaux dans le monde arabe selon une grille de lecture différente, donc leur donner un nouveau sens sans émettre de jugement sur ce qu'ils représentent, c'est ainsi que l'on pourrait synthétiser cette expérience pédagogique, orchestrée par Tamirace Fakhoury tout au long d'un semestre académique.

Enfin, reste la posture intellectuelle du rédacteur – celui qui expose à l'écrit les résultats de son travail à ses lecteurs. C'est là que se révèle avec clarté la centralité de la dimension linguistique de cette expérience. L'anglais – reconnu comme *lingua franca* de la production et de la communication académique de nos jours (Aymard, 2013) – a été la langue d'enseignement du cours à PSIA. La bibliographie de ce cours a été proposée majoritairement en anglais, et en français. L'accès à des sources en langue arabe était également possible, en fonction du niveau linguistique des étudiants. Enfin, et quelle que soit la langue des sources utilisées, les travaux des étudiants devaient être rédigés en langue anglaise – la langue d'expression scientifique qu'il était requis d'utiliser et pas nécessairement la langue maternelle d aucun de ses étudiants. Même si l'anglais s'imposait comme langue de communication académique centralisatrice, un certain multilinguisme a caractérisé ce cours à différentes étapes du processus de la déconstruction du savoir puis de sa reconstruction. Au-delà du fait qu'il reflète la richesse bibliographique et l'ouverture aux sources authentiques sur le terrain, « un multilinguisme équilibré » (Kulczycki *et al.*, 2022) est souvent prôné comme garant d'une force méthodologique et d'une objectivité intellectuelle. Dans la continuité de ce multilinguisme mais aussi pour respecter notre objectif de départ – le déplacement du regard vers de nouvelles logiques explicatives des mouvements sociaux – les participants à ce cours ont dû se plier à un exercice d'une grande exigence intellectuelle, mais aussi éthique : comprendre et analyser des réalités qui se déploient sur le terrain dans une langue différente et/ou des registres linguistiques divers (la langue arabe littérale et certains de ses dialectes en l'occurrence, selon le pays étudié). C'est en ce sens que ces étudiants ont été les « premiers artisans de la médiation culturelle », ayant décidé de travailler sur l'Autre et de rendre compte de ses idées et de ses actions dans une langue différente (Aymard, 2013).

À la suite de cette première médiation culturelle et multilingue, il a fallu en opérer une seconde, autrement complexe, lors du passage de l'anglais comme langue de production du travail académique au français comme langue de publication

des articles dans le cadre de *Bidaya*. La médiation en question implique avant tout un travail sur la distance séparant le *final essay* en anglais de l'article de revue scientifique en langue française. Les parties prenantes à la communication dans chacune des situations sont différentes ; l'objectif escompté pour chaque exercice intellectuel n'est pas le même ; la structure du texte et son schéma argumentatif sont éloignés. Aussi, en vue de soumettre les quatre articles que vous avez entre vos mains, il a fallu adopter une méthode très proche du « *multiple translatorship* » - ou autorité traductive multiple - (Alvstad *et al.*, 2017). Du texte de départ au texte d'arrivée, difficile de préciser qui est l'auteur unique de l'acte de traduction. Les voix qui font le texte traduit, le produit final, sont multiples et chacune a son apport essentiel dans ce processus. Ces voix diverses participaient collectivement à la reconstruction du sens final, mais faisaient écho également aux voix diverses que les étudiants-rédacteurs cherchaient à faire entendre. Ce qui est intéressant dans cette démarche traductologique, c'est que pour rendre le texte français intéressant – voire simplement lisible – il a fallu se poser une question de fond de manière systématique, pour chaque texte et à chaque fois qu'un aspect semblait poser problème : « que veut-on dire concrètement au lecteur ? ». Ce « vouloir-dire » qui – faut-il encore le rappeler – est le principe fondateur de la Théorie interprétative de la traduction tel que posé par Séleskovitch et Lederer dès les années 1970, a démontré à chaque étape que nous ne traduisions pas des mots, mais du sens. Tout l'acte de traduction revêtait ainsi une logique d'autant plus puissante que nous souhaitions nous assurer que nous proposions là des textes qui feraient sens, et surtout qui apporteraient un nouvel éclairage à la lecture des mouvements sociaux dans le monde arabe.

Articles et contributions de ce numéro

Quatre articles proposent une relecture des soulèvements arabes à travers de nouveaux cadres discursifs, conceptuels et méthodologiques. Dans son article, *Du Paris Haussmannien au Beyrouth Contemporain : lecture du Continuum Préventif et Contre-Révolutionnaire des Discours Matériels Urbains*, Anaël Daoud Benattouche nous invite à regarder la Thawra libanaise de 2019 à travers son passé colonial et à travers les récits hégémoniques plus larges, les économies politiques et les héritages spatiaux qui imprègnent son histoire. À cette fin, elle retrace les voies selon lesquelles la modularité du colonialisme et de l'impérialisme français a été réappropriée et réarticulée dans la capitale libanaise, contrecarrant le potentiel révolutionnaire de Beyrouth et celui de ses habitants. Dans cette perspective, Daoud Benattouche nous invite à remettre en question le cadrage de la Thawra libanaise de 2019 comme un épisode révolutionnaire qui devrait d'un côté être confiné à une trajectoire temporelle ou spatiale limitée, de l'autre lu à travers le prisme de la situation de crise économique actuelle du Liban. Au lieu de cela, en examinant comment le Paris haussmannien du Second Empire et le Beyrouth de l'après-guerre s'entrecroisent, son article retrace la manière dont l'entrelacement des temporalités historiques et les économies politiques de l'oppression ont façonné le soulèvement révolutionnaire ici et maintenant.

Dans son article *Les deux faces d'une même pièce : l'héritage colonial de la résistance populaire et de la répression policière en Tunisie*, Mariam Ben Slama inscrit le soulèvement tunisien de 2011 dans le temps long de l'histoire politique du pays. Cette lecture nécessite une compréhension complexe de la façon dont la contestation populaire, l'institutionnalisation de la répression et les héritages coloniaux se constituent et se construisent mutuellement. Ainsi, Ben Slama explique comment les méthodes de répression utilisées par la police et les forces armées dans la Tunisie révolutionnaire empruntent aux influences coloniales. Ce faisant, elle nous invite à aller au-delà d'une compréhension « présentiste » du soulèvement tunisien et de ses « phases ». Les méthodes de répression de l'époque coloniale et celles du soulèvement de 2011 sont liées en raison des structures de pouvoir héritées qui se sont reproduites dans les espaces géographiques et les institutions étatiques. Dans le même temps, comprendre le soulèvement de 2011 nécessite une analyse complexe des tactiques de mobilisation que les Tunisiens ont élaborées au fil des siècles. Qu'il s'agisse des manifestations de Sfax en 1881, de la campagne anti-naturalisation de 1932, du soulèvement de 2011 ou des émeutes d'El-Kamour en 2017, le peuple tunisien s'est inlassablement engagé dans des expériences de protestation, déployant diverses tactiques de résistance pour faire face aux forces de répression les plus enracinées et les plus anciennes.

Dans son article *Lieux de Révolution : alternatives spatio-politiques en Syrie*, Romain Mellies Horiot se démarque d'une perspective visant à rendre compte des phases du soulèvement syrien à travers le prisme de l'échec ou du succès ou encore de conflits confessionnels régionalisés et internationalisés. Plutôt que de confiner les épisodes révolutionnaires syriens post-2011 à un cycle de vie prédéterminé, Mellies Horiot nous propose d'appréhender ces cycles comme des processus non linéaires qui ont généré d'importantes innovations symboliques et politiques. À travers les conseils locaux, les manifestants ont ainsi créé et conservé de nouvelles formes d'organisation politique. Ils ont également conquis le « droit à la ville » et se sont réapproprié des espaces en tant que vecteurs importants pour articuler des visions politiques. Ces innovations, qu'il s'agisse d'expériences d'auto-organisation, de démocratie directe ou de réappropriation de l'espace, façonnent, sans aucun doute, les répertoires de la dissidence et de la contestation. Plus important encore, elles nous obligent à considérer les révolutions comme des instanciations « hétérotopiques ».

Dans une autre perspective encore, Amr Abdelrahim, dans son article *Les manifestations de Maspero : donner un sens à la politique contestataire dans l'Égypte d'Al-Sissi*, offre un nouvel éclairage sur les formes plurielles et changeantes de la politique contestataire qui se sont déployées dans l'Égypte post-2011. Tout d'abord, il propose de détourner le regard du soulèvement égyptien comme un ensemble monolithique de moments révolutionnaires centrés autour de la place Tahrir. Ainsi, il nous invite plutôt à examiner les vagues de contestation dites moins importantes et périphériques, restées à la marge de l'attention académique. Il nous propose ainsi de décoder l'architecture complexe de la contestation qui a surgi dans le sillage de l'Égypte de Sissi et qui s'est transformée en une myriade de formes de résistance. Le 2 janvier 2022, les travailleurs de l'Egyptian Radio and Television Union (ERTU) ont organisé une manifestation spontanée dans le bâtiment Maspero à la suite d'une nouvelle directive qui oblige les employés à s'identifier à l'aide de leurs empreintes digitales lorsqu'ils entrent ou sortent des locaux. Cette manifestation a donné lieu à un cycle complexe de contestations au cours desquelles les travailleurs ont formulé une nouvelle politique de revendications. Les revendications portaient sur l'obtention de salaires plus élevés et la fin du contrôle des appareils de renseignement

sur les opérations quotidiennes du secteur des médias publics égyptiens. Bien que cet épisode se soit terminé de manière décevante, il nous donne un aperçu de la nature changeante de la politique de contestation sous le régime de Sissi. En outre, il nous invite à réfléchir aux raisons pour lesquelles les cycles de contestations continuent de surgir contre le « retour » de l'autoritarisme. Le cas de l'ERTU appelle donc à repenser le soulèvement égyptien de deux manières. Comme le soutient Abdelrahim, les spécialistes des mouvements sociaux ont été hantés bien trop longtemps par le récit du soulèvement de 2011, au point d'accorder moins d'importance à ses répercussions et glissements. Si les chercheurs s'accordent sur la résurgence autoritaire, cela ne devrait pas nous empêcher d'étudier la manière dont contestation et autoritarisme coexistent sous de multiples formes. La politique au quotidien, ainsi que les sites périphériques de contestation où s'articulent les revendications de justice sociale et économique, restent des domaines clés pour comprendre comment les formes d'action collective ont persisté dans l'Égypte post-2013.

Ces contributions mettent le lecteur au défi de résister et de recontextualiser nos connaissances et nos hypothèses sur les révoltes arabes. Elles ouvrent également de nouvelles voies théoriques et méthodologiques, mais font aussi réfléchir sur le statut et la fonction de la langue utilisée pour véhiculer ces idées et visions novatrices. Nous espérons tracer, à travers ce numéro spécial, une logique de recherche inspirante afin de relire les soulèvements arabes différemment et à travers de nouveaux outils d'enquête, ceux qui les reconfigurent comme des lieux de tension créative et d'entrecroisements de la connaissance entre des voix et des contextes multiples.

Références

Amal Ghazal, Jens Hanssen (eds.) *The Oxford Handbook of Contemporary Middle East and North African History*, New York: Oxford University Press, 2015. Notamment les contributions suivantes :

- Atiaf Alwazir, *Le soulèvement yéménite de 2011: A Product of 20 Years of Grassroot Activism*
- John Chalcraft, *The Arab Uprisings of 2011 in Historical Perspective*
- Reem Saad, *Avant le printemps : Shifting Patterns of Protest in Rural Egypt*
- Frederic Wehrey, *After Qadhafi: Libya's Path to Collapse*
- George Lawson, *Anatomies de la révolution*, Cambridge University Press, 2019.

Sarah A. Soule, David A. Snow, Hanspeter Kriesi, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Wiley, 2004.

Joel Beinin, Vairel, Frédéric (eds.) *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, 2020.

Janine Clark, A. et Lina Khatib, « Acteurs, opinion publique et participation » dans

Ellen Lust (éd.), *The Middle East*, CQ Press, 2016., p. 242-246.Benedict J. Tria Kerkvliet, "Everyday politics in peasant societies (and ours)", *The Journal of Peasant Studies*, 36: 1, 2009, p. 227-243.

Ruud Koopmans, « Protest in Time and Space: The Evolution of Waves of Contention », *Blackwell Companion to Social Movements*, 2004, chapitre II, p. 19-27 ; 40-42

George Lawson, « Introduction » ; « Au sein et au-delà de la quatrième génération », *Anatomies de la révolution*, Cambridge University Press, 2019 ; ou écoutez le podcast sur *Anatomies des révolutions*, [[URL](#)].

David A. Snow, Sarah A. Soule, et Hanspeter Kriesi, "Mapping the Terrain", *The Blackwell Companion to Social Movements*, Blackwell Publishing, 2004, chapitre I, p. 3-11

Michele Dunne, "Fear and Learning in the Arab Uprisings", *Journal of Democracy* 31, 1, 2020. p. 182-192.

Jillian Schwedler, "Thinking Critically About Regional Uprisings", *Middle East Report* 292/3. Réflexion critique sur les soulèvements régionaux – MERIP, 2019.

Georges Fahmi, *Une nouvelle vague de soulèvements arabes - Idées* (revistaidees.cat), 2020.

Rima Majed et Lana Salman, "Lebanon's Thawra", *Middle East Report* 292/3 (automne/hiver 2019), [[URL](#)].

Tamirace Fakhoury, *Le démantèlement de l'ordre sectaire libanais ? Le soulèvement d'octobre et ses moteurs*, document de travail de l'Istituto Affari Internazionali, 2019, [[URL](#)].

Rima Majed, « Révolution vivante, effondrement financier et pandémie à Beyrouth : notes sur la temporalité, la spatialité et la «double liminalité» », *Middle East Law and Governance* 12, 3, 2020, p. 305-315.

Sarah Kerton, "Tahrir, ici ? The Influence of the Arab Uprisings on the Emergence of Occupy", *Social Movement Studies* 11, 3-4, 2012, p. 302-308.

Frédéric Volpi, "Algérie : Quand les élections nuisent à la démocratie", *Journal de la démocratie* 31, 2, 2020, p. 152-165.

Vincent Durac, « Le printemps arabe au Yémen - Ouverture démocratique ou maintien du régime ? », *Politique méditerranéenne*, 2012.

Fred Lawson, H. « Pourquoi le soulèvement syrien est-il devenu un conflit sectaire ? A Provisional Synthesis », *Politics, Religion & Ideology* 21, 2, 2020, p. 216-231.

Reinoud Leenders, « Étude de cas : Le début du soulèvement syrien et les origines de la violence », dans Peter Burnell et al. (éd.), *Politics in the Developing World*, 2014.

Aymard, Maurice, « Langues naturelles et langues savantes : les sciences humaines et sociales face à elles-mêmes, à leurs ambitions, à leurs exigences, à leurs pratiques », TRIVIUM – *Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales*, n°15, 2013 : La science pense en plusieurs langues.

Emanuel Kulczycki, Tim C.E. Engels, and, Janne Pölönen, "Multilingualism of social sciences", p. 350-366, in Tim C.E. Engels and Emanuel Kulczycki, *Handbook on Research Assessment in the Social Sciences*, ElgarOnline, 2022.

Cecilia Alvstad, Annjo Greenall, Hanne Jansen, and Kristiina *Voces of Translation*, Benjamins Translation Library, 2017, [[URL](#)].

Danica Séleskovitch et Marianne Lederer, *Interpréter pour traduire*, Didier Érudition, Paris, 1984.

Les manifestations de Maspero

donner un sens
à la politique contestataire
dans l'Égypte d'Al-Sissi



AMR ABDELRAHIM

Doctorant au CERI,
chercheur au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient à l'Ifri

Le 2 janvier 2022, les travailleurs du syndicat de la radio et de la télévision étatique égyptienne (*Egyptian Radio and Television Union*, ERTU) ont manifesté spontanément dans l'enceinte de son siège historique, le bâtiment Maspero. À l'origine de ces mobilisations, la mise en place d'un nouveau système d'identification des employés à l'aide de leurs empreintes digitales contrôlant leurs allées et venues dans les locaux¹. Dès le lendemain, vers midi, des appels à manifester ont circulé parmi les travailleurs. Deux heures plus tard, ils étaient rassemblés dans le hall du bâtiment, réclamant la révocation du président de l'ERTU, Hussein Zein².

Des contestations de plusieurs mois se sont ensuivies, au cours desquelles les travailleurs ont formulé diverses revendications. Ces dernières allaient de la réclamation des salaires impayés et de leur augmentation, à des revendications plus politiques comme la fin de l'ingérence des services de renseignement dans les tâches quotidiennes du secteur de la radiodiffusion publique. Certes les manifestations ont fini par s'essouffler et leurs principaux instigateurs ont été arrêtés³, mais cet épisode continue à présenter un paradoxe intéressant : comment, d'une part, des manifestations ont-elles pu éclater et durer pendant des semaines au sein d'une institution qui est l'un des piliers de l'appareil idéologique de l'État des officiers libres ? Et, d'autre part, comment les journalistes et des professionnels de la télévision, habitués à défendre le discours hégémonique du régime⁴, en sont venus à se rebeller ?

Il est intéressant de noter qu'il ne s'agit pas, dans le cas de Maspero, d'un « soulèvement des pauvres⁵ », mais bien d'une mobilisation de bureaucrates de la classe moyenne inférieure. Ces derniers font partie, du moins théoriquement, des réseaux de patronage et clientélisme de l'État. Il est ainsi d'autant plus étonnant que ces bureaucrates aient pu soutenir un mouvement de protestation de plusieurs semaines dans un contexte autoritaire, où le coût de l'activisme est beaucoup plus élevé qu'en 2011. Comment cela a-t-il pu se produire ?

Dans cet article nous défendons l'idée que la récente vague de protestations des travailleurs de l'ERTU est une étude de cas pertinente pour comprendre la nature changeante de la politique contestataire sous le régime d'Al-Sissi. Hantés par les images des manifestations de masse de 2011, de nombreux analystes politiques et journalistes espéraient un soulèvement multisectoriel⁶ en réponse aux politiques

¹ Bissan Kassab et Rana Mamdouh, *Lil-yawm al-thānī'ala al-tawāli: mużāhaba dāhil « māsbirū » did ra'is « al-waṭanya lil'i'lām »* (« Pour le deuxième jour de suite : une manifestation au sein de « Maspero » contre le président du conseil national réclamant des droits antérieurs impayés »), *Mada Masr*, le 3 janvier 2022

² *Ibid.*

³ « *Amn al-dawla » tuḥbas Hāla Fahmī 15 yawan ba'd muāğħatiha bima « šayarathu » 'abra Facebook* » (« La sécurité d'État arrête Hala Fahmy pendant 15 jours après l'avoir confrontée à ce qu'elle a partagé sur Facebook »), *Mada Masr*, le 28 avril 2022

⁴ Fatima El Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* Londres, POLIS, London School of Economics, 2014, p. 33.

⁵ « Une « intifada » des pauvres et des ruraux : un tournant dans l'histoire des mobilisations en Égypte », ACRPS, le 25 octobre 2020 [[URL](#)].

⁶ Michel Dobry, « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un

économiques désastreuses du nouveau régime⁷. Nourris de cet espoir, ils ont pourtant négligé les diverses façons auxquelles les groupes sociaux de l'Égypte contemporaine font recours – telles que les formes limitées d'action collective⁸ –, pour faire aboutir certaines de leurs revendications. Ainsi, dans le cas de Maspero, les travailleurs ont réussi à obtenir gain de cause à plusieurs de leurs demandes en alternant manifestations et négociations avec les autorités.

Ainsi, démêler l'énigme des manifestations de Maspero contribuera aux efforts récents visant à dépasser l'approche analytique binaire en termes de succès et d'échec qui a dominé une grande partie de la presse⁹ et le discours scientifique sur le printemps arabe et l'Égypte post-2013¹⁰. Pour donner un sens à l'irruption des mobilisations de Maspero, cet article démontre comment ces dernières s'inscrivent dans une longue histoire de crises et de contestations au sein de l'un des derniers vestiges symboliques de l'État interventionniste nassérien, à savoir le secteur de la télévision publique. Ce faisant, nous suivons les traces de la troisième génération de chercheurs sur les mouvements sociaux, dont la politologue Theda Skocpol a été la pionnière. En même temps, nous cherchons à éviter le déterminisme de certains de ces chercheurs en abordant la nature contingente d'un cycle de protestations. Cela revient à ne pas se contenter d'un récit étiologique qui cherche à identifier *a posteriori* les causes d'un événement¹¹. Au contraire, nous cherchons à montrer que le déclenchement et la persistance des manifestations de Maspero doivent aussi être compris comme le résultat d'un enchaînement de décisions prises par les différents acteurs concernés. Nous nous arrêterons notamment sur le projet d'installation d'un nouveau système d'identification des employés, et sur sa perception comme un assaut sans précédent de l'État contre les droits, *de facto*, acquis par les travailleurs de Maspero, grâce à un processus que le politologue iranien Asef Bayat décrit comme « empiètement tranquille¹² ». Cette notion fait référence à « l'obtention

point de vue heuristique », *Revue française de sociologie*, 24(3), 1983, p. 395-419.

⁷ Mohamed Naeem, « In Egypt, nothing has changed – but perhaps everything has », *Mada Masr*, 13 novembre 2019

⁸ Nous faisons ici allusion aux formes d'action collective dites sectorielles, ou *fe'aweya* (en arabe égyptien). Il s'agit notamment des manifestations d'ouvriers ou d'habitants de quartiers informels qui étaient souvent commentées par la presse pendant l'ère Moubarak, mais qui passent relativement inaperçues sous le régime Al-Sissi. En 2022, au-delà des manifestations de Maspero, on pourrait citer comme exemples les tentatives de mobilisations des ouvriers de l'usine Universal en février après le suicide de l'un des leurs à cause de salaires impayés, ou encore les manifestations des habitants de l'île d'Al-Warraq en août face au projet de les expulser de leurs maisons.

⁹ Voir par exemple Clea Simon, "10 years later: Was the Arab Spring a failure?", *The Harvard Gazette*, le 3 février 2021 [[URL](#)] ; Voir aussi : Paul Salem, "Why the Arab Spring Failed—And Why It May Yet Succeed", *Time*, le 5 janvier 2022 [[URL](#)].

¹⁰ Voir par exemple : Kali Robinson et Will Merrow, "The Arab Spring at Ten Years: What's the Legacy of the Uprisings?", *Council of Foreign Relations*, le 3 décembre 2020 [[URL](#)] ; Chiraz Arbi et Maurizio Geri, "After Sparking the Arab Spring, Is Tunisia Still a Success Story?", *The Washington Institute*, le 22 janvier 2022 [[URL](#)].

¹¹ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 2009, p. 47

¹² Asef Bayat, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam : Amsterdam University Press, 2010, p. 45.

silencieuse, prolongée mais omniprésente¹³ » de prérogatives par les travailleurs de Maspero au détriment de la direction de l'ERTU, et à l'action collective épisodique qui émerge lorsque ces prérogatives sont menacées. Nous ferons également quelques remarques sur le répertoire d'action des manifestants pour expliquer comment leur mouvement a pu perdurer pendant plusieurs semaines avant d'être réprimé.

Maspero : des histoires croisées

L'État, la télévision, le métier de journaliste et de travailleur audiovisuel

Pour comprendre comment les décisions des travailleurs de Maspero sont influencées par des événements entremêlés mais espacés dans le temps, il faut réfléchir à la manière dont l'appropriation des médias égyptiens par l'establishment militaire a forgé leurs habitudes et la structure du champ médiatique.

L'arrivée au pouvoir de Gamal Abdel Nasser par le coup d'État des Officiers libres le 23 juillet 1952 marque non seulement la fin de la monarchie du roi Farouk, mais aussi un tournant dans les relations entre l'État égyptien et les médias. En effet, l'utilité des médias de masse n'a pas échappé au colonel putschiste. Conscient que ces derniers pouvaient diffuser des informations à une large partie de la société, Nasser a ordonné la construction du bâtiment Maspero près de la place Tahrir au Caire. C'est ainsi que la télévision d'État commence à diffuser ses programmes le 21 juillet 1960¹⁴. La mission de ce nouveau média, qui consiste à diffuser le discours hégémonique de l'élite, est résumée dans le nom de la première entité chargée de la superviser : le ministère de l'Orientation nationale¹⁵. Trois décennies plus tard, les médias d'État avaient toujours « pour mission de promulguer les messages du régime, d'améliorer son image et d'affirmer son leadership dans le monde arabe¹⁶ ». Plus important encore, l'attitude de l'État nassérien envers les masses imprègne toujours l'habitus de la plupart des professionnels de la télévision égyptienne¹⁷.

13 Ibid.

14 Ahmed Rahal, *FT īd miladihi al-59 : ḥikāyat al-tilfziūn al-masrī min ṭaṭa' li-'i'lām al masrī* (« À son 59^e anniversaire : l'histoire de la télévision égyptienne de Ta'ta' à El'lam El-Masriyin »), *Mada Masr*, le 23 juillet 2019

15 Ibid.

16 Fatima el-Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* op. cit., p. 29.

17 Lila Abu Lughod, *Dramas of Nationhood: The Politics of Television in Egypt*, Chicago, University of Chicago Press, 2014, p. 82- 108.

En 1970, l'*Egyptian Radio and Television Union* (ERTU) est créée pour servir de cadre institutionnel à l'appareil bureaucratique de plus en plus complexe de la télévision d'État¹⁸. Sous la supervision du ministre de l'Information, l'ERTU a eu le monopole de la télévision égyptienne pendant plus de trois décennies. Le département des informations était, dans les faits, le plus influent des six départements puisqu'il faisait office de salle de rédaction centrale et avait le monopole des programmes politiques¹⁹.

Si au départ, les « sécurocrates²⁰ » participaient directement aux réunions des rédactions pour veiller au respect de la ligne idéologique du régime, ils ont rapidement délégué la production du discours officiel aux journalistes²¹. Ayant largement intériorisé les lignes rouges du régime, ces derniers adoptaient un comportement accommodant envers les responsables de la sécurité, car de leur attitude découlait l'évolution de leur carrière professionnelle (nominations, promotions, etc.²²). Le changement de ces pratiques et de ces habitudes s'est fait progressivement. Si des « normes professionnelles » dominaient encore relativement le secteur médiatique jusqu'aux années 1970, ce sont le capital social des journalistes et leur rapport avec les sécurocrates qui vont ensuite déterminer leurs positions dans le champ médiatique²³.

Le véritable changement intervient avec la mise à niveau de l'autoritarisme de l'ère Moubarak²⁴ (1981-2011), qui s'est accompagnée d'une libéralisation politique et économique contrôlée. Cette dernière a donné lieu à un espace d'ouverture qui a permis, pendant un certain temps, aux présentateurs et aux équipes de rédaction de l'État de franchir les lignes rouges. La période de transition qui a suivi le soulèvement de 2011 a ainsi favorisé des degrés encore plus élevés d'expérimentation de la liberté d'expression et de défiance à l'égard des dites lignes. Malgré cela, les travailleurs de Maspero continuaient à se considérer comme des porte-paroles de l'État²⁵.

18 Fatima el-Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* op. cit., p. 16.

19 *Ibid.*

20 Le terme « sécurocrates » est emprunté à l'article de Maha Abdelrahman sur la relation entre l'adoption de politiques néolibérales et la montée de l'État sécurocratique. Il est utilisé pour désigner les professionnels de la sécurité qui sont au centre du régime post-2013 - à savoir l'Agence nationale de sécurité, l'Administration des renseignements militaires et la Direction des renseignements généraux - qui non seulement s'occupent des questions de « sécurité » mais interfèrent également dans l'administration quotidienne de l'État. Voir Maha Abdelrahman, "Policing Neoliberalism in Egypt: The Continuing Rise of the 'Securocratic' state", *Third World Quarterly* 38(1), 2020, pp. 185-202.

21 *Ibid.*, p. 33.

22 Yosri Fouda, « *šayhuha dawla 'abd al-Naser al-i'lāmya* (1-4) » (« La vieillesse de l'État médiatique de Nasser »), *Al-Shorouk*, le 2 novembre 2018 [[URL](#)].

23 *Ibid.*

24 Steven Heydemann, "Upgrading Authoritarianism in the Arab World", *The Saban Center for Middle East Policy at the Brookings Institution* [[URL](#)].

25 Fatima el-Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* op. cit., pp. 35-36.

Compte tenu de cette longue histoire de loyauté qui lie les travailleurs de Maspero au régime politique égyptien, il est d'autant plus surprenant de voir des manifestations éclater au sein de ce bâtiment chargé symboliquement. Dès lors, quel sens donner aux protestations des travailleurs de Maspero au début de l'année 2022 ?

La crise de la télévision publique et l'émergence d'un militantisme propre aux travailleurs dans la sphère des médias

Pour comprendre les griefs du personnel des médias envers la gestion de l'ERTU et l'émergence de nouvelles formes d'activisme salarial au sein de Maspero, il convient d'aborder la crise économique qui a frappé la télévision du secteur public depuis plusieurs décennies.

La télévision publique est entrée dans une crise prolongée après l'effondrement économique (échec du plan quinquennal 1960-1965) et politique (défaite militaire lors de la guerre des Six jours de 1967) de l'État nassérien. Le tournant néolibéral adopté dans la décennie des années 1970 par le président Anouar el-Sadate, et exacerbé par son successeur Hosni Moubarak, a imposé la réduction des dépenses publiques et la privatisation d'une grande partie des actifs publics.

Dans ce contexte défavorable, la restructuration de l'ERTU a pourtant été évitée car on craignait qu'une vague de chômage au sein de la télévision d'État ne suscite un vaste mouvement dissident²⁶. Par conséquent, Maspero est resté tel qu'il était : sous-financé et en sureffectif. On estime que l'ERTU employait environ 43 000 personnes et avait accumulé une dette d'environ deux milliards de dollars en 2014²⁷. Les difficultés économiques de la télévision d'État ont été aggravées par la baisse du nombre de téléspectateurs face à la concurrence croissante des chaînes d'information panarabes comme Al-Jazeera à partir des années 1990 d'une part, et des chaînes satellitaires privées égyptiennes qui ont commencé à apparaître au début des années 2000 d'autre part.

La dimension économique de la crise a entraîné une lutte interne entre le personnel des médias, les rédacteurs en chef et les cadres moyens et supérieurs au sujet de la distribution des salaires et de la répartition des rôles. Par conséquent, après la chute de Moubarak, les travailleurs des médias se sont lancés dans un mouvement visant à réformer les échelles salariales et à écarter les rédacteurs en chef et les directeurs qui étaient perçus comme trop proches de l'ancien régime. Cette forme d'activisme salarial s'est poursuivie sous le régime intérimaire du Conseil suprême des Forces armées (SCAF), au cours duquel l'équipe de Maspero a réussi à « destituer » deux responsables de l'ERTU (El-Issawi, 2014 ; 43). Les protestations et les *sit-in* se sont

26 *Ibid.*, p. 31.

27 *Ibid.*, p. 30.

intensifiés sous la gouvernance des Frères musulmans (2012-2013) lorsque le remplacement des cadres de l'ERTU, fidèles à l'ancien régime, et la couverture médiatique sympathisante envers des islamistes sous la présidence de Mohammed Morsi ont fait naître la crainte d'une « frérisation des médias » (*Akhwanet al-E'lam*). Cependant, après le coup d'État du Général Abdel Fattah al-Sissi et le retour autoritaire qui s'est ensuivi, les quelques initiatives visant à réformer totalement Maspero et à produire des politiques éditoriales indépendantes se sont rapidement arrêtées²⁸.

L'histoire contestataire de Maspero est importante pour comprendre que les récentes mobilisations n'ont pas émergé du néant, mais sont au contraire ancrées dans les trajectoires des acteurs, leurs griefs, et leurs *répertoires contestataires*²⁹. Il est toutefois important de souligner que l'activisme des travailleurs de l'ERTU pendant la période révolutionnaire concernait principalement l'organisation interne et les conditions de travail de Maspero. L'objectif n'était alors pas d'obtenir plus d'indépendance pour la télévision d'État³⁰. Les purges contre les hauts responsables visaient essentiellement des personnes, tandis que les cadres de deuxième et troisième niveaux restaient pour la plupart fidèles à l'« État profond »³¹. De même, la plupart des travailleurs des médias se sont contentés de faire pression pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs primes, seul un petit groupe a milité pour l'indépendance de la ligne éditoriale³². Par conséquent, les revendications sectorielles des travailleurs ne rentrent pas en contradiction avec la perception qu'ils ont de leur profession comme servant les intérêts de l'État.

La trajectoire personnelle de la présentatrice de la télévision publique Hala Fahmy, l'une des figures de proue des récentes manifestations de Maspero, est révélatrice de ce constat (Encadré 1). Malgré ses critiques envers la politique du gouvernement, Fahmy n'a pas pour autant cessé de travailler pour la télévision de l'État jusqu'à son arrestation. De plus, des figures comme Fahmy montrent comment les histoires croisées de Maspero continuent à influencer le présent en informant les décisions de celles et ceux parmi les travailleurs des médias qui ont acquis un répertoire contestataire à travers leurs trajectoires d'activistes. Ce lien de continuité montre qu'il n'est guère étonnant que les salariés de Maspero aient pu mobiliser ces savoir-faire lorsque leurs droits *de facto* étaient menacés par la décision de la direction de l'ERTU de contrôler leurs allées et venues.

28 *Ibid.*, p. 49.

29 *Ibid.*, pp. 16-17.

30 Fatima el-Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* op. cit., pp. 43-44.

31 *Ibid.*

32 *Ibid.*

La trajectoire atypique de la présentatrice de télévision Hala Fahmy

Dans le domaine des médias en Égypte, la carrière de Hala Fahmy est singulière. En effet, en tant qu'animatrice de *talk-show*, elle est plus habituée à exprimer ses opinions publiquement que ses collègues qui travaillent derrière la caméra. Cependant, bien qu'elle ne puisse être généralisée, la trajectoire de Fahmy permet de comprendre comment des profils militants ont pu émerger au sein de la télévision publique à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Fahmy a commencé sa carrière à la télévision d'État en 1987³³, à la fin de «l'âge d'or» de Maspero lorsque les relations clientélistes commençaient à déterminer les promotions au sein de l'ERTU³⁴. La trajectoire de l'animatrice a probablement été influencée par les tentatives de Maspero d'adopter un format plus libre dans les années 1990 et 2000³⁵. Son exposition à des formats d'information plus ouverts l'aurait ainsi rendue plus perméable à l'activisme, endossant par la suite les habits de meneuse d'opinion dans les protestations au sein de l'ERTU.

Ses positions de plus en plus radicales l'ont certes mise en conflit avec la direction de l'ERTU, mais elles lui ont aussi permis de s'insérer dans un réseau d'activistes³⁶ et d'établir des canaux de négociation avec la direction et les appareils de sécurité. Faire ici l'historique de ses confrontations serait trop long. Rappelons seulement qu'avant la révolution de 2011, elle n'a cessé d'être rétrogradée dans ses fonctions pour animer une émission pour enfants, placée donc à un endroit où l'on pensait qu'elle causerait le moins de tort possible³⁷. L'engagement de Fahmy s'est intensifié pendant la période révolutionnaire, réalisant des coups de pub (on se souvient surtout de la présentation de son émission le 2 décembre 2012 lorsqu'elle avait porté un linceul funéraire pour protester contre la «frérisation» des médias³⁸) et organisant des marches contre les nouveaux dirigeants de l'ERTU³⁹. Il est ainsi possible

33 *Al-muqī'a Hala Fehmy : māsbīrū mabnā amnī wa al-fasād istawhaš fīh* (« La présentatrice de télévision Hala Fahmy : Maspero est un bâtiment surveillé et corrompu »), *Al-Watan*, le 5 décembre, 2012 [[URL](#)].

34 Yosri Fouda, *śayhuha dawla 'abd al-Naser al-i'lāmya* (« La vieillesse de l'État médiatique de Nasser »), *op. cit.*

35 Fatima el-Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* *op. cit.*, p. 47.

36 Youssef el-Chazli, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie : Contribution à une sociologie historique du surgissement révolutionnaire*, *op. cit.*

37 *Al-muqī'a Hala Fehmi : māsbīrū mabnā amnī wa al-fasād istawhaš fīh* (« La présentatrice de télévision Hala Fahmy : Maspero est un bâtiment surveillé et corrompu »), *op. cit.*

38 Fatima El Issawi, *Egyptian Media under Transition: In the Name of the Regime... In the Name of the People?* *op. cit.*, p. 47.

39 Ahmed Safwat, « *Al-šeṣṭawī* » *yuwafiq 'ala 'awdat al-muqī'a Hala Fehmi li'amaliha ba'd i'tiṣāmiha bi « Māsbīrū »* (« Al-Chechtawi » accepte le retour de Hala Fahmy après son sit-in

de faire le lien entre la performativité des actions contestataires menées par Fahmy sous la gouvernance des Frères musulmans et la nature fortement personnalisée et médiatisée de son engagement dans le cycle contestataire le plus récent : elle a posté des vidéos quotidiennes⁴⁰ et des flux d'information en direct jusqu'à son arrestation le 28 avril 2022⁴¹.

Contester en Égypte en 2022 : comment expliquer l'éclatement et la subsistance des manifestations de Maspero

« Empiètement tranquille » et activation des réseaux passifs de Maspero

La notion d'« empiètement tranquille » a été conceptualisée par Asef Bayat pour décrire les formes d'action collective dans les quartiers informels du Caire. Elle désigne « l'avancée silencieuse, prolongée, mais omniprésente » des gens ordinaires sur les puissants, en s'appropriant leurs biens et/ou leurs terres, afin de survivre et d'améliorer leur vie⁴². Cette avancée est entrecoupée par des épisodes d'action collective épisodiques lorsque les acquis des gens ordinaires sont menacés, menant à des « luttes ouvertes et fugaces sans *leadership* clair, idéologie ou organisation structurée⁴³ ».

En raison des mauvaises conditions de travail et des salaires stagneants, les travailleurs de Maspero ont souvent eu recours à un deuxième ou troisième emploi pour

à Maspero »), *Al-Masry Al-Youm*, le 17 janvier 2013 [[URL](#)].

40 Voir, par exemple, la vidéo dans laquelle Fahmy emploie un registre hautement dramatique, demandant l'aide de Dieu, généralisant les griefs des mouvements Maspero en faisant de l'institution une métaphore de la nation, et demandant aux Égyptiens de se dresser contre les corrompus de peur d'être demain « traînés par terre par les cheveux » : *Ba'd al-qabḍ 'ala al-i'lāmiā Safa' Al-Kurbidji ... nīabat amn al-dawla al-masriā taḥbas zamīlataha Hala Fehmi 15 yawm* (« Après l'arrestation de la présentatrice de télévision Safaa al-Korbigi, le procureur de la sécurité d'État arrête sa collègue Hala Fahmy »), *Al Jazeera*, le 27 avril 2022 [[URL](#)].

41 *Habs al-i'lāmia al-masriā Hala Fehmi bi sabab manṣurāt 'an sad al-nahḍa wa al-tamwīl al-īmārātī* (« La présentatrice de télévision Hala Fahmy arrêtée à cause de ses publications sur le barrage de la Renaissance et des financements émiriens »), *Al-Arabi Al-Jadeed*, le 28 avril 2022 [[URL](#)].

42 Asef Bayat, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam: Amsterdam University Press, 2010, p. 45.

43 *Idem*.

gagner leur vie, emploi qu'ils pouvaient jusque-là exercer pendant leurs « heures de service ». Ils empiétaient ainsi sur le temps et la force de travail qu'ils devaient à l'ERTU, ce qui constituait une action contestataire « silencieuse ». C'est ainsi qu'il faut lire leur mobilisation contre l'installation d'un nouveau système de contrôle de la présence obligatoire qui mettait en péril leur « empêtement tranquille ».

Alors qu'un grand nombre d'employés de Maspero, massé dans le hall d'entrée du bâtiment, devait faire face à la lenteur du système de détection des empreintes digitales nouvellement installé, il n'est pas étonnant qu'une manifestation « spontanée » ait éclaté. Une recherche plus approfondie (entretiens, observation participante) devrait décortiquer les mécanismes micro-sociaux qui ont conduit à ce glissement d'une contestation silencieuse vers une mobilisation collective⁴⁴. Dans ce qui suit, nous exposerons le répertoire contestataire des travailleurs de Maspero.

Marcher sur un fil : le répertoire tactique des protestations de Maspero

Le répertoire contestataire des manifestants de Maspero reflète leur position contradictoire entre d'un côté la défense du discours hégémonique du régime, de l'autre les demandes pour une amélioration de leurs conditions de travail. La notion de répertoire contestataire fait ici référence à l'ensemble des outils ou des formes d'actions (manifestations, *sit-in*, pétitions, diffusion de flux en direct contestataires, etc.) à disposition des acteurs politiques à un moment donné⁴⁵. Au cours des premières semaines de protestation, le personnel de l'ERTU a veillé à trouver le juste milieu entre une pression suffisante pour que la direction cède à leurs demandes, et un soutien au régime afin de garantir la sécurité des manifestants. Pour illustrer ce propos, on rappelle que les manifestants ont brandi des portraits du président Abdel Fattah al-Sissi pour empêcher les groupes d'opposition d'utiliser les images des manifestations contre le régime⁴⁶. Ils ont également accepté de maintenir leurs protestations dans les limites du bâtiment Maspero en réponse aux demandes des appareils de sécurité⁴⁷. En fait, la crainte de ces derniers de voir les manifestations déborder dans la rue et leur volonté initiale de servir de médiateur dans le conflit

44 Youssef el-Chazli, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie : Contribution à une sociologie historique du surgissement révolutionnaire*, op. cit.

45 Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Contentious Politics*, New York: Oxford University Press, 2015, p. 14

46 Karem Yehia, "Karem Yehia yaktub : ma'sat māsbīrū wa ahl Maspero ... limadā wa mada ba'd ?" (« Karem Yehia écrit : la tragédie de Maspero et des travailleurs de Maspero »), *Daaarb*, 22 février 2022 [[URL](#)].

47 Bissan Kassab et Rana Mamdouh, *Talaban li-mustaḥiqāt mālīa muta'ahira lil-yawm al-tanī 'ala al-tawālī : mužāhaba daħel « Māsbīrū » qid ra'is « al-waqtanī lil-i'lām »* (« Pour le deuxième jour de suite : une manifestation au sein de « Maspero » contre le président du conseil national réclamant des droits antérieurs impayés »), *Mada Masr*, op. cit.

entre la direction et le personnel de l'ERTU ont joué en faveur des manifestants, qui ont pu maintenir leur action collective pendant plusieurs mois avant que le régime ne choisisse de recourir à la violence⁴⁸.

Dans le même temps, le répertoire contestataire de Maspero contenait des références claires au soulèvement du 25 janvier 2011. En particulier, les chants des manifestants à l'encontre du chef de l'ERTU, tels que « Irhal Ya Fashel » (« Le lâche, dégage ! »)⁴⁹, font écho à ceux chantés sur la place Tahrir plus de dix ans auparavant. La nature intertextuelle de ces chants a sans doute contribué à susciter un soutien plus large aux protestations de Maspero, puisqu'ils inscrivent les travailleurs dans une histoire de luttes entre le « peuple » et les « corrompus ».

Un autre élément notable du répertoire contestataire des travailleurs est leur utilisation des réseaux sociaux pour attirer l'attention et accroître la pression contre la direction de l'ERTU. Les réseaux sociaux étaient d'autant plus d'importants pour les manifestants que ces derniers ont été contraints de limiter les actions physiques au sein de l'établissement de Maspero, afin de ne pas attirer l'attention des appareils de sécurité⁵⁰. En partageant les flux d'information en direct et les séquences vidéo des manifestations sur Internet, ils ont réussi à déplacer temporairement les protestations et à articuler ces dernières dans un groupe plus vaste d'activistes anti-régime en ligne (journalistes indépendants, avocats des droits de l'homme, opposition libérale, réseaux d'information MB basés en Turquie, etc.). Ils ont ainsi intégré un « mouvement rhizomatique⁵¹ » plus large, qui est susceptible de les soutenir mais dont ils ont également pris soin de se dissocier.

Ces tactiques ont permis aux travailleurs d'obtenir gain de cause pour plusieurs de leurs revendications, comme le paiement partiel de certaines des cotisations financières⁵². Cependant, la réticence (ou l'incapacité) des hauts fonctionnaires à payer la totalité de ces cotisations et la radicalisation de certaines revendications⁵³ ont conduit à la rupture des négociations entre les deux parties. Cette impasse a sans doute poussé les « sécuocrates » à privilégier de plus en plus la répression, au détriment de la médiation et de la cooptation, conduisant à la fin de l'épisode contestataire et à l'arrestation de ses principaux instigateurs⁵⁴.

48 *Ibid.*

49 *Ibid.*

50 *Ibid.*

51 Inventé par Deleuze et Guattari, le concept de rhizomes a été appliqué aux mouvements sociaux par le politologue Manuel Castells pour rendre compte de la nature souterraine, horizontale et sans leader du militantisme sur les médias sociaux à l'approche des soulèvements de 2011. Voir : Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope : Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Polity Press, 2012.

52 *Waqtā iḥtiġāġīa wa balāġāt wa iqāf mudīāt... mādā yahdat fi Māsbirū? (« Des manifestations, des plaintes et la suspension de présentatrices de télévisions... Que se passe-t-il à Maspero ? »), EOJM, 9 March 2022 [URL].*

53 Comme la révocation du chef de l'ERTU et la fin de l'ingérence des appareils de sécurité dans le fonctionnement quotidien de Maspero par exemple.

54 *Amn al-dawla, taħbas Hala Fehmi 15 yaman ba'd muwāġħatiħā bima « šayarathu » (« La sécurité d'État arrête Hala Fahmy pendant 15 jours après l'avoir confrontée à ce qu'elle a*

Les leçons de Maspero : comment aborder les manifestations sectorielles dans l'Égypte de l'après-2013

Dans un article récemment publié sur le site d'information indépendant *Al Manassa*, le journaliste Mostafa Bassiouni va à l'encontre du récit dominant sur l'absence de mouvements sociaux dans l'Égypte d'Al-Sissi⁵⁵. Si la société civile a fortement souffert du rétrécissement de l'espace public depuis 2013 – au point où l'on n'observe plus de grands moments de mobilisation politique portés par des activistes et des partis d'opposition depuis la répression du mouvement d'opposition à la cession des îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite en 2016 –, cela ne va pas de même pour les manifestations dites « sectorielles ». Bassiouni recense plus de 12 000 manifestations « économiques, sociales et ouvrières » entre 2017 et le premier semestre de 2021⁵⁶. Ces épisodes contestataires passent pourtant inaperçus en raison de la marginalité de leurs protagonistes et du mépris porté par une grande partie de la société civile égyptienne à l'endroit des revendications « sectorielles », jugées comme étant « dépolitisées ».

En analysant les manifestations des travailleurs de Maspero de 2022, nous avons tenté de démontrer, à l'instar de Bassiouni, que « les années du silence n'ont pas été si silencieuses ». Si les employés de l'ERTU sont loin d'être des marginaux au sein de la société égyptienne, leurs manifestations contre la direction de Maspero sont tout aussi « sectorielles » que d'autres manifestations ouvrières en Égypte. Il serait ainsi facile de les écarter des formes limitées d'action collective n'exerçant aucune influence sur le politique. Un tel parti pris serait erroné. Si les travailleurs de Maspero ne manifestaient pas explicitement contre la politique d'austérité menée par le gouvernement égyptien depuis 2016, ils s'opposaient clairement à ses conséquences en termes de précarisation, rendant ainsi leur geste politique.

Souligner les contradictions apparentes et les résultats mitigés des manifestations de Maspero en 2022 ne revient pas seulement à montrer que certaines formes limitées d'action collective persistent encore aujourd'hui en Égypte. De manière plus importante, nous avons tenté de proposer une grille d'analyse pour les manifestations « sectorielles », trop peu étudiées dans l'Égypte d'Al-Sissi. En inscrivant cet épisode dans le temps long de l'histoire des crises et des luttes au sein de la télévision publique, nous avons insisté sur la continuité de l'action collective salariale depuis les années 2000 jusqu'à nos jours. Notre utilisation de la notion d'« empiètement tranquille » nous a permis de saisir, non seulement comment l'activation de réseaux

partagé sur Facebook »), *Mada Masr*, op. cit.

55 Mostafa Bassiouni, *Hal ataka sawt « al-fa'wiyin »? 12 alf iḥtiqāq tutayir al-daḡīq fi sanwāt al-ṣamṭ* (« Avez-vous entendu les voix des « marginaux » ? 12 000 manifestations font du bruit pendant les années du silence »), *Al Manassa*, 22 août 2022 [[URL](#)].

56 *Idem*.

passifs pouvait mener à des manifestations « spontanées », mais aussi comment celles-ci s'inscrivaient dans un mouvement d'opposition plus large à la politique d'austérité du gouvernement. Quant à l'ambiguïté du répertoire contestataire des travailleurs de Maspero, elle explique comment les manifestations « sectorielles », contrairement à d'autres formes de politique contestataire, ont pu persister jusqu'à aujourd'hui.

Les manifestations des travailleurs de Maspero nous rappellent donc qu'il faut regarder au-delà de l'image surreprésentée des jeunes militants de la classe moyenne et prendre la mesure d'autres formes d'action collective. Cela revient à dépasser les conventions binaires qui, en cherchant à évaluer le succès ou l'échec des « printemps arabes », ont limité notre compréhension de la politique quotidienne dans l'Égypte post-2013.

Lieux de Révolution

alternatives
spatio-politiques
en Syrie



ROMAIN MELLIES HORIOT

Master 2 Droits humains et action humanitaire
Sciences Po Paris, Paris School of International Affairs

« Le changement est un processus non linéaire d'accumulation d'histoires partagées »

Mona Fawaz, Isabela Serhan¹

Introduction : la Révolution² n'est pas dichotomique

Plus de onze ans après l'immolation de Mohamed Bouazizi, qui a déclenché un mouvement révolutionnaire sans précédent de la Tunisie au Yémen, d'innombrables tentatives d'évaluation en termes réducteurs d'« échec » et de « succès » ont été avancées par des chercheurs, des journalistes ou des politiques. Pour certains, ce fut l'occasion de voir leurs prophéties se réaliser, confortant ainsi leurs préjugés orientalistes³.

Il est vrai que ces Révoltes ont souvent évolué dans des directions fondamentalement opposées aux revendications initiales des manifestants, la *fatigue sociale*⁴ et la résilience des régimes autoritaires offrant peu d'espoir aux mouvements sociaux. C'est tout particulièrement le cas en Syrie où les intérêts diplomatiques et économiques, couplés à la répression sanglante du régime n'ont pas permis aux idéaux révolutionnaires d'aboutir. La notion d'échec ne nous paraît toutefois pas pertinente pour saisir les dynamiques à l'œuvre. La Révolution syrienne n'a pas échoué ; elle a été défaite. Cette nuance, avancée par Michael Hardt⁵, reconnaît la prévalence des facteurs qui ont submergé puis écrasé le mouvement de protestation, tout en rejetant la notion d'échec.

Le simple fait de déterminer des critères d'échec ou de succès demeure en soi discutable, comme le note Walid el-Houri :

« Quand le succès ou l'échec sont mentionnés dans une discussion politique, ils le sont généralement en référence à un système normatif de valeurs [...] où le modèle de succès est souvent basé sur des chiffres et des standards imposés par des institutions comme la Banque

¹ Mona Fawaz, Isabela Serhan, « Revendiquer l'espace public, imaginer un destin collectif », in *Il était une fois... les révoltes arabes*, coll. Araborama, Institut du Monde Arabe, Seuil, 2021.

² J'attache une importance particulière à l'orthographe de ce terme, car il me semble que toute autre écriture du mot diminuerait son sens, voire remettrait en cause son existence, ce qui irait à l'encontre de l'intention initiale de cette contribution. Dans cet article, le mot *Révolution(s)*, au singulier ou au pluriel, sera écrit avec une majuscule et sans guillemets, afin de restituer l'étendue de la charge symbolique que je lui accorde.

³ Edward W. Said, *Orientalism*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1978.

⁴ Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen Orient*, 2011, p. 107.

⁵ Le professeur Hardt a développé cette nuance entre défaite et échec lors d'une discussion dans le cadre du séminaire du professeur Fakhoury, "Contentious politics, uprisings and social movements in the Middle East", PSIA, Printemps 2022.

Mondiale, le FMI ou les Nations Unies, ou en utilisant des marqueurs économiques [...] afin de mesurer l'attractivité de l'État pour les investisseurs, entreprises ou touristes⁶. »

La Révolution devrait plutôt être considérée comme un processus. À partir de la notion de *Thawra*⁷, il s'agit d'analyser le mouvement sur la base « des actions et des processus eux-mêmes, plutôt que [sur] des catégories préexistantes⁸ ». Ceci revient à comprendre la Révolution comme un concept évolutif, changeant de forme, de direction et de nature en fonction du contexte et de la présence de mécanismes expansifs, transformatifs et contractifs qui le composent⁹.

De la même manière qu'aucune vague ne s'achève là où elle a commencé, les Révoltes ne disparaissent pas simplement ; elles transmettent des idées, des innovations et des concepts. En ce sens, on peut difficilement dire qu'elles échouent. Le parallèle établi par Omar Aziz entre la Révolution syrienne et la Commune de Paris montre combien il est important d'accorder une place à l'héritage de ces mouvements pour mieux les comprendre : « Nous ne sommes pas moins [importants] que les ouvriers de la Commune de Paris : ils ont résisté pendant 70 jours, et nous, nous continuons toujours depuis un an et demi¹⁰ ». Plus qu'une expérience ayant « échoué », ce qui reste de la Commune aujourd'hui est l'histoire d'une innovation politique ayant offert, entre autres, la première expérience d'autonomie et de démocratie directe sous la République française.

Cet article analyse la Révolution syrienne comme un vecteur de changement profond pour l'environnement sociogéographique de la Syrie d'aujourd'hui. Tout en essayant de nourrir une réflexion autour de l'héritage révolutionnaire en termes d'expériences d'innovations spatiales et politiques, il examine le « moment révolutionnaire » et l'impact qu'il a eu sur la relation des révolutionnaires à l'espace et au politique.

La Révolution syrienne peut se comprendre comme un cadre au sein duquel des innovations sociologiques, spatiales et individuelles ont eu lieu, ainsi que comme une opportunité pour les révolutionnaires de se reconnecter à l'espace public et de le revendiquer. Ainsi, j'avance que la Révolution syrienne a permis l'émergence de nouveaux lieux, que Michel Foucault définirait comme des hétérotopies¹¹ ; tandis

6 Walid el-Houri, "Beyond failure and success: Revolutions and the politics of endurance", *Radical Philosophy* 202, June 2018, p. 75 [[URL](#)]. Traduit de l'anglais "When success and failure are mentioned in political discussions it is generally in reference to normative value systems – as comparisons, sometimes absent comparisons, where the model of success is often based on the numbers and the standards set out by institutions such as the World Bank, the IMF or the United Nations, or by using economic or 'happiness' markers to measure the attractiveness of states to investors, businesses, or tourists".

7 Traduit phonétiquement de l'arabe *thawra* (« révolution »).

8 Walid el-Houri, *Beyond failure and success*, op. cit., p. 73.

9 Ruud Koopmans, "Protest in time and space: The evolution of waves of contention", in Snow, D. A., Soule, S. A., Kriesi, H. (Eds.), *The Blackwell companion to social movements* (pp. 413–432), 2004. Blackwell Publishing Ltd.

10 Cité dans Leila al-Shami, *The life and work of anarchist Omar Aziz, and his impact on self-organization in the Syrian revolution*, 2013, p. 5 [[URL](#)].

11 Michel Foucault, « Des espaces autres », Conférence au Cercle d'études architecturale, 14 mars 1967, dans *Architecture, Mouvement, Continuité*, n° 5, 1984 : pp. 46-49 [[URL](#)].

que des lieux préexistants ont été réinvestis, revendiquant ce qu'Henri Lefebvre entendait par le *droit à la ville*¹², les deux notions interagissant profondément l'une avec l'autre, comme nous le verrons au cours de cette contribution.

Révolution(s) et hétérotopies

La réflexion de Foucault sur les hétérotopies semble précisément faire écho aux caractéristiques des innovations politiques mises en place par les révolutionnaires dans un contexte d'autogestion et d'expériences de démocratie directe. Les hétérotopies sont définies par Foucault comme des « utopies effectivement réalisées¹³ » ; elles représentent des lieux réels (par opposition aux utopies) qui matérialisent la société elle-même, mais perfectionnée. Ce sont des *espaces autres*, effectivement localisables, qui ne répondent pas à une description universelle, mais s'adaptent plutôt à chaque société. Leur application au cas syrien nécessite en premier lieu de « décoloniser » la notion d'hétérotopie, que Foucault associe aux « sociétés primitives », témoignant d'un regard biaisé sur les sociétés non-occidentales¹⁴. Ces « hétérotopies de crise » n'en restent pas moins pertinentes pour l'analyse de la Révolution syrienne. Soulignant le fait que « l'hétérotopie se met à fonctionner à plein lorsque les hommes se trouvent dans une sorte de rupture absolue avec leur temps traditionnel¹⁵ », Foucault les définit comme des « lieux privilégiés, ou sacrés ou interdits, réservés aux individus qui se trouvent, par rapport à la société, et au milieu humain à l'intérieur duquel ils vivent, en état de crise¹⁶ ». Je soutiens ainsi que les hétérotopies ont été créées par les révolutionnaires syriens lors de leur confrontation avec le régime.

Les conseils locaux comme hétérotopies

Lorsque la Révolution a éclaté en mars 2011, la population est descendue dans la rue et a manifesté pacifiquement, scandant des slogans pour la démocratie et le changement de régime. Confrontés à une répression brutale des autorités, les

12 Henri Lefebvre, « Le droit à la ville », in *L'Homme et la société*, n° 6, 1967, pp. 29-35 [[URL](#)].

13 Michel Foucault, *Des espaces autres*, op. cit., p. 3

14 Foucault donne comme exemple d'*« hétérotopie de crise »* les « adolescents, les femmes à l'époque des règles, les femmes en couches, les vieillards, etc. » mais également « le collège, sous sa forme du XIX^e siècle, ou le service militaire pour les garçons, [...] le voyage de noces », « les maisons de repos, les cliniques psychiatriques, [...] les prisons, [...] les maisons de retraites, [...] le cimetière, [...] le jardin, [...] le musée et la bibliothèque, [...] les foires ». À travers ces exemples et les nombreux autres qu'il mentionne, Foucault montre la diversité des formes que peuvent prendre les hétérotopies selon les cultures et les époques, concédant cependant que « les hétérotopies prennent évidemment des formes qui sont très variées, et peut-être ne trouverait-on pas une seule forme d'hétérotopie qui soit absolument universelle », cf. *Des espaces autres*, op. cit.

15 *Idem*.

16 *Idem*.

révolutionnaires ont commencé à s'auto-organiser et à imaginer politiquement et socialement une nouvelle Syrie, animés par leurs idéaux de démocratie et de libertés.

Comme le note Tarek Matarmawi, la création des conseils locaux demeure l'une des « réussites les plus visibles de la révolution¹⁷ », en cela qu'ils constituent une « [nouvelle] gamme d'actions civiques et politiques¹⁸ » et forgent de « nouveaux concepts politiques¹⁹ ». Ces conseils apparaissent comme un nouvel espace, une opportunité pour s'organiser et mettre en œuvre les idéaux révolutionnaires de la démocratie. Il s'agit d'une « expérience politique alternative²⁰ » pour tous les citoyens, une expérience dans laquelle ils sont directement impliqués. Omar Aziz les considère comme un « forum par lequel des personnes issues de diverses cultures et de différentes couches sociales peuvent travailler ensemble²¹ ». Davantage qu'une institution politique, les conseils locaux apparaissent comme un « espace permettant la collaboration collective des individus²² », faisant écho au concept d'hétérotopie de Foucault, un espace dans lequel « les utopies [ici : les idéaux politiques] sont effectivement réalisées²³ ».

La notion d'« État civil » telle que l'entend Jean-Pierre Filiu²⁴ décrit l'ambition, par le biais de conseils civils, de renverser le régime d'Al-Assad et de construire un État démocratique en Syrie. Elle fait écho à l'ambition générale de ces conseils qui est de proposer « un autre système politique et une autre administration des affaires publiques, fondée sur des principes démocratiques et non-autoritaires²⁵ ». Créer à partir de rien un espace permettant aux gens de s'autogérer résonne ainsi profondément avec le concept d'hétérotopie de Foucault qui insiste sur le développement et la visibilité de ces phénomènes en temps de crise. À titre d'exemple, les formes d'autogouvernance qui ont émergé en réponse aux attaques chimiques perpétrées par le régime²⁶ ont démontré la forte résilience des civils mais aussi les liens entre la mise en place de ces lieux de gouvernance et des situations de crise.

17 Tarek Matarmawi, *Démocratie rebelle : l'invention des Conseils locaux pendant la révolution syrienne*, entretien réalisé et traduit par Charlotte Loris-Rodionoff pour Association Vacarme, 2017, p. 48 [[URL](#)]

18 Mona Fawaz, Isabela Serhan, *Revendiquer l'espace public*, op. cit., p. 40.

19 *Idem*.

20 Salam Kawakibi, *Syrie : malgré la débâcle militaire, la renaissance de la société civile*, octobre 2020, p. 1 [[URL](#)]

21 Leila al-Shami, *The life and work of anarchist Omar Aziz*, op. cit., p. 2, traduit de l'anglais “forum by which people drawn from diverse cultures and different social strata could work together”.

22 *Idem*.

23 Michel Foucault, *Des espaces autres*, op. cit., p. 3.

24 Jean-Pierre Filiu, *Le nouveau Moyen-Orient : les peuples à l'heure de la Révolution syrienne*, 2013, p. 155.

25 Tarek Matarmawi, *Démocratie rebelle*, op. cit., p. 1.

26 Ilina Angelova, *Rebel-held suburbs of Damascus: Resilience mechanisms in the face of chemical attacks*, 2014

L'expérience de la démocratie directe place, en outre, les agents sociaux dans de nouvelles positions sociales, physiques et mentales constitutives d'une hétérotopie. Faire l'expérience de la participation démocratique et des droits politiques par le biais d'« autorités locales réformées²⁷ » et engager quotidiennement les civils dans cet espace²⁸, cette « agora à ciel ouvert²⁹ » pour reprendre l'expression de Mounia Bennani-Chraïbi, constitue ce qui se rapproche le plus de la démocratie directe, ce qui, en temps de guerre civile, présente sans aucun doute des qualités hétérotopiques.

Créer des espaces révolutionnaires : les hétérotopies en action

Les révolutionnaires syriens ont démontré leur capacité à créer de nouvelles instances politiques hétérotopiques, de nouvelles formes d'organisation et de nouveaux concepts de démocratie à travers les conseils locaux. Ces *espaces autres* consistaient le plus souvent à rassembler des citoyens dans un lieu déjà existant pour une durée limitée. Cela ne remet pas en cause leurs qualités hétérotopiques, l'espace ayant été créé et régulièrement occupé. Il y a parallèlement un intérêt à analyser les espaces qui intègrent l'idée de permanence : par opposition aux espaces constitués par des gens qui échangent, il s'agit désormais d'espaces dans lesquels les individus échangent.

Un exemple emblématique se trouve à Daraya, banlieue de Damas qui a joué un rôle majeur dans le processus révolutionnaire. Durant près de quatre années, le régime d'Al-Assad a assiégié la ville, interdisant à quiconque d'y entrer ou d'en sortir. Dès lors, ce qui s'est développé à l'intérieur de cet espace fermé est incontestablement le produit de pratiques mises en œuvre par les seuls groupes révolutionnaires, loin de toute influence étrangère ou domestique. Une bibliothèque, un lieu d'échange, un cinéma, une salle de classe... les révolutionnaires ont ainsi créé, à partir des derniers mois de 2013, un espace proche du troisième principe de la définition de l'hétérotopie de Foucault : « une juxtaposition en un seul lieu réel [de] plusieurs espaces³⁰ ».

Ce lieu a été fidèlement décrit dans le récit de Delphine Minoui³¹, dans lequel elle retranscrit la correspondance qu'elle a entretenue avec les organisateurs de la bibliothèque. Ahmad, l'un des fondateurs du lieu le définit comme « le symbole d'une ville insoumise, où l'on construit quelque chose quand tout s'effondre autour de

27 Mona Fawaz, Isabela Serhan, *Revendiquer l'espace public*, op. cit., p. 41.

28 Ilina Angelova, *Rebel-held suburbs*, op. cit.

29 Mounia Bennani-Chraïbi, « Des révoltes sans leaders ? » dans *Il était une fois... les révoltes arabes*, coll. Araborama, Institut du Monde Arabe, Seuil, 2021, p. 32.

30 Michel Foucault, *Des espaces autres*, op. cit., p. 4.

31 Delphine Minoui, *Les passeurs de livres de Daraya : une bibliothèque secrète en Syrie*, Seuil, 2017.

nous³² ». Le projet est intrinsèquement lié à la construction et à l'investissement permanent d'un espace, en miroir de la Révolution elle-même, dont Ahmad souligne qu'il vise à « créer et non [...] détruire³³ ». Cet espace hétérotopique est l'occasion pour les révolutionnaires d'apprendre les uns des autres, de partager des connaissances, de pratiquer des langues étrangères, d'échanger des pensées politiques : ils lisent des livres, regardent des films, donnent des cours et organisent des débats et des discussions. D'autres exemples d'espaces révolutionnaires hétérotropiques ont été observés en Syrie, comme à Arbin où un « club culturel³⁴ » a été fondé, permettant aux gens « d'emprunter des livres, de dessiner, d'assister à des conférences et de prendre des cours de langue pour les résidents qui cherchaient un moyen d'éviter le déclin culturel et l'effondrement de la société³⁵ », et il est plus que probable que plusieurs autres aient émergé pendant la Révolution.

Qu'elles soient le produit de la création d'un espace concret ou de l'organisation d'un espace social, l'essence de l'hétérotopie réside dans l'interaction entre les personnes plutôt que dans l'espace physique où elle a eu lieu. Celles-ci sont d'autant plus intéressantes à observer lorsqu'elles se combinent au concept de *droit à la ville* d'Henri Lefebvre, les hétérotopies et la transformation urbaine se nourrissant réciproquement.

La Révolution syrienne, une revendication du *droit à la ville*

En partant du constat que l'urbanisme est indiscutablement lié à la question politique et en proposant une sociologie urbaine s'inscrivant dans une critique globale du fonctionnalisme urbain moderne, Henri Lefebvre développe le concept de *droit à la ville* visant à réaffirmer que les espaces appartiennent aux personnes qui les habitent, et plus généralement que les rapports de force se situent dans l'ensemble des dynamiques urbaines. Cette seconde partie considère la Révolution syrienne comme ancrée dans les spatialités : des manifestations de rue à l'occupation des lieux publics, en passant par l'investissement d'espaces hétérotropiques, la relation entre les révolutionnaires et leur environnement mérite que l'on s'y attarde. Dans cette section, je soutiens que la Révolution syrienne a été l'occasion pour les citoyens de remettre en cause la domination de l'État sur les espaces urbains³⁶ et plus généralement de se réapproprier leur environnement par le biais d'occupations, en exerçant un *droit à la ville*.

32 *Ibid.*, p. 12.

33 *Idem*.

34 Ilina Angelova, *Rebel-held suburbs*, op. cit., p. 4.

35 *Idem*, traduit de l'anglais "borrowing books, drawing, attending lectures and taking language courses to residents who were looking for a way to avoid the cultural decline and collapse of society".

36 L'urbain n'étant ici pas limité à la ville mais compris comme étant l'environnement géographique général des citoyens syriens.

Urbanisme autoritaire et marginalisation des citoyens

Les liens qu'entretiennent les citoyens avec leur environnement demeurent largement marqués par la domination de l'État sur ce dernier. Hamit Bozarslan note à ce propos que le développement de l'autoritarisme et de la domination du pouvoir sur ses sujets passe par la militarisation des lieux urbains et la distribution géographique des citoyens sur des lignes ségrégationnistes³⁷, s'exprimant par ailleurs le mieux dans la distance entre « le prince et ses sujets³⁸ ».

Ce phénomène est particulièrement visible dans le cas de Damas, où l'espace urbain est « divisé selon des lignes sociales, économiques, culturelles et religieuses³⁹ » et où la ville a été façonnée par le régime dans le cadre du processus de militarisation. Ceci a en outre eu un impact significatif sur le « positionnement des différentes forces pendant le soulèvement⁴⁰ ». Hamit Bozarslan note que « le régime a instrumentalisé la configuration socio-spatiale des quartiers chaque fois qu'il a été contesté⁴¹ ».

Les populations ont pourtant trouvé des moyens de contourner la domination de l'État sur les villes en s'appuyant notamment sur « d'autres structures et relais de résilience et de résistance⁴² », comme le quartier qui agit comme source de pouvoir local et dans lequel s'est développée une « politique du quotidien⁴³ ». C'est aussi le cas des groupes secondaires tels que les Halaqas en Syrie, groupes religieux sunnites emblématiques de ce que Bozarslan appelle les « mond[e]s] confrérique[s]⁴⁴ ». Présentant des « qualités hétérotopiques⁴⁵ » et un fort potentiel de changement, ces groupes - qui avaient développé des pratiques révolutionnaires à partir des années 1980⁴⁶ - ont, d'une certaine manière, facilité l'organisation de la Révolution de 2011.

37 De type sectaire, confessionnelle, xénophobe ou de classe par exemple, cf. Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, op. cit., p. 63.

38 *Idem*.

39 Salwa Ismail, "Urban subalterns in the Arab Revolutions: Cairo and Damascus in comparative perspective", in *Comparative Studies in Society and History*, 55(4): 865-894, 2013, p. 882.

40 *Ibid.* p. 889.

41 *Ibid.* p. 891.

42 Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, op. cit., p. 67.

43 Traduction du concept anglais *Everyday politics*, cf. Asef Bayat, *Life as politics: How ordinary people change the Middle East*, Second Edition, 2013.

44 Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, op. cit., p. 67.

45 *Ibid.*, pp. 63-64.

46 Ces pratiques consistaient en l'organisation de veillées, la distribution de flyers, le graffiti, les débats et les manifestations, cf. Charlotte al-Khalili, *Halaqas, relational subjects, and revolutionary committees in Syria*, 2021.

Occupations et réappropriations d'espaces : reconquérir le *droit à la ville*

Contestant la mainmise autoritaire du régime sur les espaces urbains et participant à réaffirmer un *droit à la ville* pour tous et toutes, la Révolution syrienne a, de toute évidence, remis en cause les paramètres urbains précédemment définis.

En rendant accessible les espaces militarisé et sécurisé, la Révolution a incontestablement et durablement « modifié la signification du public dans l'imaginaire collectif⁴⁷ ». Les lieux occupés pendant la Révolution se sont transformés en lieux d'échange, acquérant une « fonction mobilisatrice⁴⁸ » symbolisant le désir d'investir les espaces considérés comme « volés » par le régime⁴⁹. Cette idée est profondément liée à la perception de ces espaces comme réminiscence de l'époque coloniale, dont la continuité autoritaire a été assurée par des régimes après les indépendances. Ainsi, l'occupation de ces espaces remet en cause la conception occidentale de l'urbanisme dans son ensemble⁵⁰.

La revendication d'un *droit à la ville* passe également par l'occupation des murs : aux premiers jours de la Révolution, les citoyens de Raqqa ont peint le drapeau révolutionnaire sur les murs de la ville⁵¹. Des cas similaires peuvent être observés dans presque toutes les villes syriennes, comme à Zabadani, Salamiyah ou Baniyas, où une « brigade des graffitis⁵² » a été mise en place. De manière générale, qu'elle soit physique ou visuelle, l'occupation de l'espace urbain doit être comprise comme la revendication d'un *droit à la ville*.

Afin de saisir au mieux le concept de *droit à la ville*, la notion « d'occupation » doit être conjuguée à celle de « réappropriation » : plus que d'investir des lieux, les révolutionnaires en Syrie ont transformé les espaces, changeant parfois leur nature. De manière évidente au cours des mobilisations soutenues, des *sit-in* et des protestations dans les rues, les espaces publics ont été réinvestis et réinventés en tant qu'espaces de « délibération politiques », de « convivialité », d'*« échange »*⁵³ et sont, de fait, devenus des espaces de contestation. Les mouvements ayant émergé là où les revendications spatiales ont été les plus claires ont contribué à réaffirmer le passage de l'emprise du régime sur l'espace public à sa réappropriation par les révolutionnaires : à Salamiyah par exemple, les citoyens se sont organisés autour d'une campagne qu'ils ont nommée « la rue est à nous⁵⁴ » revendiquant distinctement l'espace public urbain.

47 Mona Fawaz, Isabela Serhan, *Revendiquer l'espace public*, op. cit., p. 39

48 Ibid., p. 40.

49 Ibid., p. 42

50 Nasser Rabbat, *The Arab Revolution takes back the public space*, 2012.

51 Myriam Ababsa, *Raqqa, Capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne*, 2017, p. 9.

52 Sabr Darwish, *Cities in revolution: Baniyas – Al Bayda: the white city*, Syria Untold Stories, 2016.

53 Mona Fawaz, Isabela Serhan, *Revendiquer l'espace public*, op. cit., p. 41.

54 Sabr Darwish, *Cities in revolution: Salamiyah, a memory unforgotten*, Syria Untold Stories, 2016, p. 29.

Pour les révolutionnaires, la réappropriation d'un espace passe aussi par sa préservation : en 2013, lorsque Daech a été expulsé de Raqqa, des groupes de citoyens se sont rapidement organisés pour « déblayer les gravats et nettoyer les rues⁵⁵ ». D'innombrables initiatives similaires ont eu lieu dans les villes libérées à travers toute la Syrie, par exemple sous forme de « campagne d'embellissement de la ville⁵⁶ », comme celle qui a vu le jour à Daraya à l'occasion du troisième anniversaire de la Révolution, ou sous diverses formes de mécanismes de résilience matérielle et politique, comme ceux qui ont émergé dans Alep libérée⁵⁷.

Conclusion

Face à de telles innovations politiques et spatiales produites dans un contexte si particulier, dresser le bilan de la Révolution en termes de défaite et/ou de réussite apparaît problématique. Lors du soulèvement, les Syriens ont démontré de fortes capacités de résilience et de résistance qui se sont traduites dans l'élaboration de lieux hétérotropiques et dans la revendication d'un *droit à la ville*.

Les concepts de Foucault et Lefebvre y trouvent alors une résonnance particulière. Ils confirment que les efforts entrepris par les révolutionnaires pour créer ou se réapproprier des espaces doivent être compris comme l'exercice de leur pouvoir d'action, visant à réaliser leurs idéaux. En effet, les deux concepts interagissent et se renforcent mutuellement. La revendication d'un *droit à la ville* peut être considérée comme un processus créateur d'hétérotopies. En parallèle, on retrouve également, dans la notion d'hétérotopie, une dimension indéniable de réappropriation de l'espace au sens d'Henri Lefebvre, que ce soit par la création d'un espace physique concret mettant en œuvre l'utopie à l'instar de la bibliothèque de Daraya, ou par la modification même du sens premier d'un lieu.

La répression éminemment violente du régime n'est pas parvenue à balayer les ambitions démocratiques de la Révolution, désormais inscrites dans ces espaces hétérotropiques. Indéniablement, il y a un avant et un après 2011 : la Révolution n'a définitivement pas « échoué », les idées qu'elle véhiculait et qu'elle a léguées, de même que les expériences d'auto-organisation, de démocratie directe et de réappropriation spatiale continueront, tant qu'il le faudra, à nourrir les révolutions futures.

55 Myriam Ababsa, *Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique...*, op. cit., p. 9.

56 Tarek Matarmawi, *Démocratie rebelle*, op. cit., p. 8

57 Jean-Pierre Filiu, *Je vous écris d'Alep : au cœur de la révolution syrienne*, 2013, pp. 69-81.

Du Paris haussmannien au Beyrouth contemporain

**lecture du continuum préventif
et contre-révolutionnaire des
discours matériels urbains**



ANAËL DAOUD BENATTOUCHE

Master 2 Droits humains et action humanitaire,
Sciences Po Paris, Paris School of International Affairs

« Paris du Moyen-Orient ».

Cette épithète quasi-mythique, peut-être la plus célèbre de Beyrouth, reflète sans équivoque les fantasmes romantiques et orientalistes qui ont été attachés à la capitale libanaise depuis plus de sept décennies. Mais au-delà de ce portrait plutôt réducteur se dresse un autre constat, celui d'un témoignage populaire attestant de l'héritage parisien qui a été imposé à la ville depuis le début du vingtième siècle.

C'est donc dans le but de remonter aux sources de cet adage, condensé efficace de l'identité urbaine de Beyrouth, que cet article fait appel à une combinaison d'urbanologie, de sociologie des mouvements sociaux et d'histoire. Il se penche ainsi sur le discours matériel de Paris, sur la concrétisation urbaine des représentations et significations assignées à la capitale française au terme d'un processus socio-historique, avant de s'intéresser à la manière dont ce même discours a influencé celui de Beyrouth. Plus précisément, le travail à suivre identifie les mécanismes d'entrave au « droit à la ville¹ » des citadins parisiens et beyrouthins comme fil conducteur du continuum (post-)colonial, contre-révolutionnaire et préventif liant les deux capitales et leur discours matériel respectif.

Afin d'y parvenir, cet article se concentre dans un premier temps sur les récits hégémoniques de pouvoir ayant inscrit Paris dans des objectifs contre, voire, anti-révolutionnaires sous l'égide d'Haussmann et de ses grands travaux (1853-1870) : on citera, par exemple, l'aménagement de larges avenues permettant d'optimiser l'accès et le contrôle du centre-ville par les forces de l'ordre. Cet article étudie ensuite la façon dont ces mécanismes ont été transposés à Beyrouth lors du mandat colonial français au Liban (1920-1943), faisant de la capitale libanaise un pastiche ayant façonné l'urbanisme contre-révolutionnaire de sa forme post-coloniale et contemporaine, notamment sous l'impulsion du groupe Solidere au début des années 1990. C'est ce continuum répressif qui encourage d'ailleurs les Libanais et Beyrouthins à réclamer leur droit à la ville lors de la *thawra* de 2019, s'appropriant ainsi les espaces qui leur avaient été jusque-là confisqués.

Bien entendu, ce dialogue entre les deux villes ne devrait en aucun cas empêcher une lecture de Beyrouth « en [ses] propres termes² », mais cet article a délibérément fait le choix de se concentrer sur l'impérialisme français afin de comprendre comment sa modularité a informé la transnationalité, la réappropriation et la réarticulation de mécanismes préventifs urbains dans la capitale libanaise et donc, contrecarrer le potentiel contestataire de la ville et de ses habitants. Ce prisme d'analyse vise ainsi à proposer une lecture peu commune de la notion de mouvements sociaux, souvent articulée en termes de récits d'échecs ou de succès limités dans le temps et dans l'histoire.

¹ Concept théorisé par le philosophe et sociologue Henri Lefebvre pour désigner le droit des habitants d'une ville à y accéder, y contribuer et y vivre. Voir Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions du Seuil, 1968.

² Tariq Jazeel, "The 'City' as Text", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 45, n° 4, 2021, p. 659.

État de l'art et méthodologie

En 1993, l'universitaire palestino-libano-américain Edward Saïd publie *Culture et Impérialisme*, essai qu'il conçoit comme « une tentative de faire quelque chose d'autre³ » quinze ans après son fameux *L'Orientalisme*⁴. Bien que présenté comme la suite de ce dernier, son nouvel essai se distingue par son approfondissement de la notion de « culture » et la relation intrinsèque qu'entretiennent impérialisme, résistance et libération avec celle-ci. Saïd identifie ainsi la « culture » comme un objet double, à la fois ensemble de « pratiques » souvent esthétiques – il cite ici les arts de la description, de la communication et de la représentation⁵ – et espace dans lequel récits impérialistes⁶ et anti-impérialistes⁷ s'affrontent, interagissent et se chevauchent. Faisant appel au roman pour exposer de telles dynamiques (notamment son rôle dans la construction d'une culture impérialiste), il écrit : « Le défi consiste à relier [les romans et autres livres] non seulement à ce plaisir et à ce profit, mais aussi au processus impérialiste dont ils faisaient manifestement et de manière non dissimulée partie [...]»⁸. Autrement dit, Saïd définit le roman comme un texte au sens barthésien du terme, c'est-à-dire un ensemble de signes pouvant être lus comme *signifiants* – comme substances explicites – et comme *signifiés*⁹, comme des messages implicites : dans le cas présent, ces signes reflètent et perpétuent les récits et discours impérialistes occidentaux, et ce longtemps après « l'âge d'or des empires ».

Au-delà de cet exemple plutôt évident qu'est le roman, un autre objet est utilisé comme prisme permettant d'étudier « l'interpellation de la culture¹⁰ » par les discours impérialistes, un objet qui sera au centre de cet article : la ville. L'idée de la « ville comme texte¹¹ » n'est pas nouvelle, ayant déjà fait l'objet d'une littérature fournie en géographie culturelle et humaine, études de patrimoine¹² ou urbanisme¹³. Pourtant, dans ces cadres analytiques précis, « la ville en tant qu'espace physique vécu [ou signifiant] et la ville en tant qu'ensemble complexe de connaissances, de

3 Edward W. Saïd, *Culture et Impérialisme*, New York (États-Unis), Vintage Books, 1993, p. xii.

4 Edward W. Saïd, *Orientalism*, New York (É-U), Pantheon Books, 1978.

5 Edward W. Saïd, *Culture et Impérialisme*, op. cit., p. xii.

6 Saïd a discuté des trois empires avec lesquels il avait un lien personnel et dont la culture impérialiste qu'il a identifiée comme étant l'incarnation de la systématisation, de la centralité et de la cohérence : La France, la Grande-Bretagne et l'État colonisateur américain (voir Edward W. Saïd, *Culture et Impérialisme*, op. cit., p. xxiii-xxiv).

7 Les récits anti-impérialistes comprennent à la fois des récits autochtones et non autochtones avec, par exemple, une analyse contrapuntique des textes de Joseph Conrad et de Ngugi wa Thiong'o.

8 Edward W. Saïd, *Culture et Impérialisme*, op. cit., p. xiv.

9 Roland Barthes, *Mythologies*, Paris, Éditions du Seuil, 1957, p. 192.

10 Edward W. Saïd, *Culture et Impérialisme*, op. cit., p. 61.

11 James S. Duncan, *The City as Text : The politics of landscape interpretation in the Kandyan Kingdom*, Cambridge (GB) Cambridge University Press, 1990.

12 Aussi connues sous le nom de *Heritage Studies* en anglais.

13 Voir *Ibid.*; Manuel Guàrdia et Javier Monclús, *Culture, urbanism and planning*, Londres et New York City (É-U), Routledge, 2016 ; Tariq Jazeel, "The 'City' as Text", op. cit.

mémoires et de représentations partagées [ou signifié]¹⁴ » ont souvent été étudiées comme deux objets distincts alors même que leur dialogue demeure le seul moyen d'assurer une interprétation significative des récits qu'elles contiennent. En fait, la ville représente « une série de discours ou de formations discursives intégrés mais opposés¹⁵ » qui mobilisent l'urbanisme et la culture urbaine de la même manière qu'ils interpellent le roman et la « culture », au sens saïdien du terme. En bref, ces discours se matérialisent constamment dans l'espace urbain, faisant de la ville un objet lisible au travers duquel ils peuvent être interprétés mais aussi construits, légitimés et perpétués. C'est sur la base de cette observation que cet article a été conçu.

Hormis les deux études de cas choisies ici, ce dernier ne s'attardera pas sur la relation épistémologique liant discours et pouvoir : la littérature existante sur le sujet en a déjà fait un guide analytique de référence¹⁶. Comme évoqué plus haut, cet article se penche tout d'abord sur le discours matériel de Paris dont la lecture révèle l'intégration, dans le tissu urbain, de récits hégémoniques au service des élites impériales et bourgeoises, concrétisés et maintenus dans le temps et dans l'espace par les mécanismes contre-révolutionnaires et anticipatifs d'Haussmann. C'est ce même discours matériel parisien qui a ensuite été transposé à Beyrouth par l'impérialisme français, permettant ainsi la reproduction et la réappropriation d'un urbanisme préventif au profit des élites libano-beyrouthines.

L'urbanisme des deux villes est ainsi lié par un effort conscient d'entrave au droit à la ville des citadins, c'est-à-dire une exclusion délibérée de leur droit à jouir de l'espace urbain comme d'un bien commun, à contribuer à son aménagement. Il s'inscrit donc dans la lignée fonctionnaliste critiquée par Henri Lefebvre à la fin des années 1960 pour sa transformation de la ville industrielle en une réalité urbaine privilégiant circulation, productivité, marchandisation ou encore spéculation. Dans le *Droit à la Ville*¹⁷, le chercheur français conceptualise plutôt l'espace urbain comme un produit à la fois tangible – fait de murs, de routes ou d'espaces verts – et intangible, fait d'échanges, de rencontres ou de pratiques. De cette interaction entre matériel et social naissent trois rapports à l'espace – perçu, conçu et vécu – qui, bien que différents, demeurent complémentaires. L'espace perçu désigne ainsi « la perception quotidienne de l'espace par ceux qui l'habitent¹⁸ », ici, les Parisiens ou les Beyrouthins. L'espace conçu fait référence aux « constructions abstraites et techniques de l'espace, souvent associées aux entreprises, [aux urbanistes] et aux promoteurs¹⁹ », tels qu'Haussmann à Paris ou Solidere à Beyrouth. Enfin, l'espace

14 Simon Parker, "Urbanism as material discourse: Questions of interpretation in contemporary urban theory", *Urban Geography*, vol. 33, n° 4, 2013, p. 530.

15 *Ibid.*, 534.

16 Voir Michel Foucault, *The archaeology of knowledge and the discourse on language*, New York (É-U), Pantheon Books, 1972 ; Stuart Hall, "Negotiating Caribbean Identities", *New Left Review*, n° 209, 1995, p. 3-14 ; Teun A. van Dijk, *Discourse and power*, New York City (É-U), Palgrave Macmillan, 2008.

17 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, op. cit.

18 Mark Purcell, « Le droit à la ville et les mouvements urbains contemporains », *Rue Descartes*, vol. 1, n°63, 2009, p. 41.

19 *Idem*.

vécu fait se rencontrer perception et conception, créant parfois des tensions ou révélant une dissonance entre les deux. C'est en tout cas ce que met en évidence la lecture du discours matériel des deux capitales puisque l'espace conçu, privilégiant la protection des élites, a pour but d'entraver l'espace perçu de la majorité des citadins au moyen de mécanismes urbains contre-révolutionnaires et préventifs régulant leur droit d'accéder à la ville, de l'imaginer et d'y contribuer. En bref, la pratique de ces deux espaces aux objectifs différents entre en conflit au sein de l'espace vécu.

De fait, le continuum oppressif liant Paris à Beyrouth s'inscrit dans le cadre théorique du sociologue néerlandais Ruud Koopmans. En effet, ce dernier rejette toute approche classique des mouvements sociaux puisque celles-ci ignorent « le fait le plus fondamental de l'action collective, [à savoir] sa connexité, à la fois historique et spatiale, et avec d'autres instances d'action collective d'un type similaire, ainsi qu'avec les actions de différents revendicateurs tels que les autorités et les contre-mouvements [...]»²⁰. » Autrement dit, Koopmans place les actions collectives dans un contexte spatio-temporel donné dont l'enracinement apparent n'empêche pas leur capacité à interagir les unes avec les autres, à travers le temps et l'espace. Bien au contraire, les travaux de recherches les plus récents réfutent l'idée selon laquelle les mouvements sociaux ne seraient que de simples événements spontanés et indépendants déclenchés par des foules irrationnelles, soutenant plutôt une conceptualisation en termes de vagues et de processus mobilisant des liens sociaux forts²¹. De plus, ni modèle généraliste ni modèle culturaliste ne saurait invalider la pertinence d'une analyse spécifique au temps et à l'espace, mettant l'accent sur les particularités et les complexités d'un champ d'application donné : ce constat est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit d'étudier les mouvements sociaux d'Asie du Sud-Ouest et d'Afrique du Nord.

Cela étant dit, la prudence légitime entourant les schémas essentialistes ne devrait pas remettre en question l'existence de « mécanismes de base qui restent relativement stables²² » lors d'épisodes contestataires, quels que soient leurs protagonistes. Ces mécanismes ont d'ailleurs souvent été observés dans la relation entre diverses actions collectives, voire entre un mouvement social et son contre-mouvement. Pourtant, cette observation semble aussi concerner une autre relation, moins évidente, associant un *claim-maker*²³ inhabituel – par exemple, un contre-mouvement ou des autorités étatiques – à un autre, de même nature. Ce lien crée non seulement un continuum spatio-temporel entre répression politique et mouvements contre-révolutionnaires, mais aussi – et ce sera le sujet de cet

20 Ruud Koopmans, "Protest in time and space: The evolution of waves of contention" dans Sarah A. Soule, David A. Snow, Hanspeter Kriesi et Holly J. McCommon (dir.), *The Wiley Blackwell companion to social movements*, Hoboken (É-U), John Wiley & Sons, 2008, p. 19.

21 Asef Bayat, "Un-Civil society : The politics of the 'informal people'", *Third World Quarterly*, vol. 18, n° 1, 1997, p. 53–71 ; Mark Traugott, « Les barricades dans les insurrections parisiennes : rôles sociaux et modes de fonctionnement » dans Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur (dir.), *La Barricade*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 1997 ; Ruud Koopmans, "Protest in time and Space: The evolution of waves of contention", art. cit.

22 *Ibid.*, 35.

23 Acteur qui revendique, qui a des demandes.

article – entre leurs mécanismes préventifs, conçus pour contrecarrer le potentiel contestataire des mouvements sociaux : c'est le cas de Paris et Beyrouth, façonnées par des autorités aux objectifs similaires et aux stratégies partagées.

Reste à admettre qu'il y a ici une certaine ironie à mettre en évidence des discours hégémoniques impérialistes tout en utilisant des outils d'analyse discursifs notamment eurocentriques. Le but n'est pourtant pas de renforcer la position de Paris comme « ville paradigmique²⁴ », ni même de réduire Beyrouth à la « variation empirique d'un récit universellement applicable sur ce que sont la ville, l'urbain et l'urbanisation²⁵ ». Il s'agit plutôt de comprendre la façon dont colonialisme et impérialisme français ont permis le transfert des mécanismes urbains préventifs de Paris vers la capitale libanaise.

Paris, Haussmann et les mécanismes urbains préventifs

Paris comme révolution

En mettant fin à deux siècles d'Ancien Régime, l'année 1789 marque un tournant dans l'histoire de Paris et de sa représentation, faisant de la ville un espace résolument révolutionnaire. La Révolution française qu'elle inaugure ouvre la voie à un XIX^e agité, passé à la postérité comme un siècle rythmé par de nombreuses transitions politiques. En effet, ce dernier est ponctué par pas moins de trois révolutions qui établissent autant qu'elles renversent deux empires, trois monarchies et autant de républiques en moins de cent ans : plus qu'une scène révolutionnaire, Paris « peut revendiquer la révolution comme son principe même²⁶. » Tel est le constat fait par Maurice Agulhon qui, dans *Paris, la traversée d'est en ouest*²⁷, utilise la capitale française comme prisme au travers duquel explorer l'interaction entre mémoire collective, c'est-à-dire « la mémoire d'un groupe social née de la déformation puis de la fusion de ses mémoires individuelles²⁸ », et espace. D'après lui, l'imaginaire collectif français représente Paris comme un espace hybride juxtaposant et

24 Tariq Jazeel, "The 'City' as Text", *op. cit.*, p. 658.

25 *Idem*.

26 Priscilla Parkhurst Ferguson, *Paris as revolution*, Berkeley (É-U), University of California Press, 1997, p. 11.

27 Maurice Agulhon, « Paris, la traversée d'Est en Ouest » dans Pierre Nora (dir.), *Lieux de mémoire. Volume III : Les France. Partie 3 : De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1992.

28 Anaël Daoud Benattouche, "Marianne as a (neo-)colonial lieu de mémoire: An intersectional heritage reading of the female civic allegory in France and its colonial cities", Master of Philosophy Thesis, University of Cambridge, 2021. Voir Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1950.

opposant l'est à l'ouest, les quartiers bourgeois aux zones prolétaires, les symboles militaires et napoléoniens aux symboles révolutionnaires et républicains. De fait, ces dichotomies remettent en question les représentations homogènes et « touristiquement consensuelles[les]²⁹ » de la capitale française (ex. : Ville Lumière) mais renforcent également la construction de « l'ordre symbolique parisien³⁰ » aux côtés d'autres binarités telles que rive gauche/rive droite ou Paris/banlieue. Plus important encore, elles sont le produit direct de la rénovation urbaine de Paris, commencée au milieu du XIX^e siècle.

Paris, Napoléon III et le baron Haussmann : le Second Empire contre-attaque

Entamée en 1853 par Napoléon III³¹, alors Empereur des Français, et menée par le Baron Haussmann, préfet de la Seine de 1853 à 1870, la première vague de travaux publics marque durablement la capitale française. Paris observe ainsi des changements notables parmi lesquels l'extension des frontières de la ville intégrant dès lors les communes de la banlieue proche³², l'élargissement de la capitale qui passe de douze à vingt arrondissements, la multiplication par quatre de sa population, ou encore l'aménagement de places, parcs et Grands Boulevards³³. Outre la visée esthétique, hygiéniste et moderniste invoquée par les autorités, Maneglier et Beaurain expliquent ces rénovations longues³⁴ et coûteuses³⁵ en ces termes :

29 Laurent Le Gall, « Réverbérations agulhonniennes » dans Jacqueline Lalouette and Christophe Charle (dir.), *Maurice Agulhon : aux carrefours de l'histoire vagabonde*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2017, p. 204.

30 Sophie Corbillé, *Paris Bourgeoise, Paris Bohème : la ruée vers l'Est*, Paris, Presses universitaires de France, 2018, p. 2.

31 Louis-Napoléon Bonaparte (1808-1873), neveu et petit-fils de Napoléon I^{er} (sa mère n'était autre que la fille de Joséphine de Beauharnais, première épouse de Bonaparte, et du vicomte Alexandre de Beauharnais), fût le premier président de la Deuxième République (1848-1852) et devint Empereur des Français sous le Second Empire (1852-1870), après avoir fomenté un coup d'état en 1851.

32 Il s'agit d'Auteuil, Passy, Batignolles, Montmartre, La Chapelle, La Villette, Belleville, Charonne, Bercy, Vaugirard, Grenelle. Des parties de Neuilly, Clignancourt, Saint-Ouen, Aubervilliers, Pantin, Prés-Saint-Gervais, Saint-Mandé, Bagnolet, Ivry, Gentilly, Montrouge, Vanves et Issy sont également annexées. Voir Fernand Bourdon, *Paris, Histoire - Monuments - Administration - Environs de Paris*, Paris, Armand Colin, 1888.

33 Voir idem ; Hervé Maneglier et Nicole Beaurain « Paris impérial : la vie quotidienne sous le Second Empire », *L'Homme et la société*, n° 104, 1992 ; Patrice de Moncan, *Le Paris d'Haussmann*, Paris, op. cit.

34 Cette première vague de rénovation urbaine de Paris a duré plus de sept décennies, commençant sous le règne de Napoléon III et se terminant en 1927, sous la Troisième République (Voir Patrice de Moncan, *Le Paris d'Haussmann*, Paris, Les Éditions du Mécène, 2002).

35 En termes de budget mais aussi, et surtout, en termes de coût humain et social car les travailleurs ont été maltraités et de nombreux habitants ont été déplacés et injustement expropriés.

« [E]n donnant du travail aux classes laborieuses pour leur éviter de redevenir dangereuses, il s'agissait aussi et à la fois de mettre fin et de régler leur compte à tous les maux endémiques de la capitale : le choléra (1832), l'habitat insalubre, le maintien de l'ordre (cinq insurrections entre 1832 et 1848 : d'où le souci de dégager les bâtiments publics et le siège du gouvernement et de faciliter en cas de besoin les opérations militaires), la criminalité, le chômage et la pauvreté [...]. Un urbanisme donc à volonté "sociale", hygiéniste et stratégique, speculative aussi³⁶. »

Autrement dit, cette première vague de rénovation urbaine démontre une volonté claire de dompter voire miner le potentiel contestataire de la ville et de ses habitants afin d'assurer les intérêts de l'élite politique impériale et, plus tard, des régimes républicains qui s'ensuivront.

Paris entre démolition et construction : contrôler la capitale pour faire circuler le *Kapital*

Compte tenu du contexte dans lequel s'inscrivent les travaux publics d'Haussmann – celui de l'industrialisation et, plus généralement, de ce que l'on pourrait qualifier de « mutation historique du capitalisme » –, les interprétations marxistes ont légitimement analysé l'urbanisme du XIX^e siècle comme une « reconquête bourgeoise de la ville siège du pouvoir politique³⁷ », visant à rassasier l'appétit des théoriseurs de *Kapital*³⁸. C'est en tout cas ce qu'avance Henri Lefebvre qui définit l'urbanisme d'Haussmann comme une stratégie voire une idéologie politique, déguisée en plan d'avancement socio-économique à destination des Parisiens et du peuple français. Sous Napoléon III, Paris devient donc un espace conçu par les groupes dominants afin de prévenir et de contrer le potentiel contestataire de la ville, objectifs qui se dessinent clairement à la lecture d'un discours matériel parisien intrinsèquement et délibérément contre-révolutionnaire, produit par une combinaison de mécanismes de démolition et de construction.

Attardons-nous d'abord sur le premier de ces mécanismes puisque la rénovation urbaine de Paris est avant tout un projet de démolition visant les quartiers populaires et ouvriers, identifiés comme centres révolutionnaires par le pouvoir en place. Caractérisé par des rues étroites et discontinues, l'agencement de ces faubourgs crée un environnement propice à l'érection de barricades qui sont rapidement devenues une constante de l'action contestataire dans le Paris du XIX^e : rien qu'au cours des vingt-cinq années précédant le règne de Napoléon III.

36 Hervé Maneglier et Nicole Beaurain « Paris impérial : la vie quotidienne sous le Second Empire », *op. cit.*, p. 139.

37 Renaud Epstein, « La démolition contre la Révolution : réactualisation d'un vieux couple », *Mouvements*, vol. 3, n° 83, 2015, p. 99.

38 Voir David Harvey, *Pour une analyse de la rénovation haussmannienne dans cette perspective marxiste*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2012.

elles sont au centre de neuf insurrections, essentiellement républicaines³⁹. Ces soulèvements aboutissent à la Révolution française de février 1848 ainsi qu'aux journées de Juin, considérées aujourd'hui comme l'un des éléments déclencheurs de la rénovation impérialiste autoritaire de Paris⁴⁰. En effet, d'après le sociologue américain Mark Traugott, les barricades de juin 1848 étaient principalement dirigées contre les élites dirigeantes depuis des quartiers populaires. Leur proximité avec les lieux symboliques du pouvoir⁴¹ s'était déjà avérée menaçante pour les élites lors d'épisodes contestataires antérieurs.

De fait, il existe une continuité évidente dans les usages contestataires de Paris au cours du XIX^e qui, bien que séparés dans le temps, construisent un discours matériel pré-Haussmannien résolument révolutionnaire. C'est sur ce fondement qu'est établie la privation du droit à la ville de bon nombre de Parisiens, entraînant l'exode périurbain d'au moins 350 000 d'entre eux, à la suite de la démolition de leurs logements. À cela s'ajoute la délocalisation des usines en banlieue, l'augmentation des loyers, la spéculation immobilière ou encore la destruction de lieux de divertissement populaires tel que le fameux boulevard du Crime⁴². En parallèle, cette re-sémantisation du discours matériel de Paris s'accompagne de la construction d'un centre-ville ordonné, rectiligne et spacieux, reconnaissable à ses immeubles en pierre de taille, à ses jardins et parcs paisibles, à ses grands magasins et autres lieux destinés à une clientèle bourgeoise : en bref, une ville que les institutions policières peuvent aisément contrôler et défendre, et dans laquelle la paix civile s'achète au prix d'une ségrégation sociale assurant le contentement consumériste d'une bourgeoisie inoffensive à proximité des lieux et espaces symboliques de pouvoir. Cette nouvelle conception de Paris fait de la capitale un espace vécu comme lieu d'oppression et d'entrave au droit à la ville des Parisiens, et sera transposée à Beyrouth dès le début du mandat français au Liban.

39 Mark Traugott, « Les barricades dans les insurrections parisiennes : rôles sociaux et modes de fonctionnement » *op. cit.*

40 Renaud Epstein, « La démolition contre la Révolution : réactualisation d'un vieux couple », *op.cit.*

41 On peut citer, entre autres, l'Hôtel de Ville, le Palais Royal, les Tuilleries, etc.

42 Voir Hervé Maneglier et Nicole Beaurain « Paris impérial : la vie quotidienne sous le Second Empire », *op. cit.* ; David Harvey, *Pour une analyse de la rénovation haussmannienne dans cette perspective marxiste*, *op. cit.*

Beyrouth, le colonialisme français et les mécanismes urbains préventifs

Le Beyrouth haussmannien comme discours matériel (post-)colonial

Bien que marquée par des influences diverses⁴³, l'identité urbaine du Beyrouth contemporain est largement façonnée par le mandat français imposé de 1920 à 1943. En effet, l'ingérence de la France au Grand Liban dépasse le tracé arbitraire des frontières nationales du pays ou l'institutionnalisation d'un système politique consociatif. Dans les faits, la plupart des projets coloniaux menés au Liban – si ce n'est tous – visent à assurer le monopole de la France sur le secteur économique et les services publics libanais⁴⁴. C'est notamment le cas de la planification urbaine de Beyrouth qui fait de la ville un carrefour contemporain entre Est et Ouest avec, entre autres, l'expansion de son port et la création d'un aéroport international. Plus important encore, elle fait du modèle parisien – et, par là même, du discours matériel qui lui est associé – celui sur lequel fonder la restructuration de Beyrouth, en particulier dans les quartiers du centre-ville tels que Ras Beirut et Achrafieh⁴⁵. Ainsi, le plan d'urbanisme de 1932 – aussi connu sous le nom de plan Danger – mène à la construction du quartier Foch-Allenby et à la recentralisation du paysage urbain autour de la place de l'Étoile, ou place Nejmeh, « constituée d'avenues larges et en étoile jalonnées de galeries⁴⁶ ». Ce nouveau centre-ville n'est donc pas sans rappeler son pendant haussmannien : tout comme la rénovation urbaine de Paris sous le Second Empire, celle de Beyrouth remplace le tissu médiéval par un ensemble spacieux et rectiligne, facilement contrôlable et défendable afin de permettre la mobilité et l'accumulation du capital autour des espaces de pouvoir. D'après l'historien libanais Fawwaz Traboulsi, la concentration des repères gouvernementaux et commerciaux :

43 Comme les réformes urbaines ottomanes de 1900-1916. Voir Robert Saliba, "Historicizing early modernity - Decolonizing heritage: Conservation design strategies in postwar Beirut", *International Association for the Study of Traditional Environments* vol. 25, n° 1, 2013, p. 7-24.

44 Fawwaz Traboulsi, *A History of modern Lebanon*, London, Pluto Press, 2012.

45 Tarek Abdelsalam, "Reshaping the city image: Impact of the French colonial architecture on the contemporary identity of Beirut central district", University of Modern Sciences & Arts (MSA), 2015 [[URL](#)].

46 Robert Saliba, "Historicizing early modernity — Decolonizing heritage: Conservation design strategies in postwar Beirut", *op.cit.*, p. 10.

« contribue au développement d'un secteur tertiaire dominé par une bourgeoisie marchande/financière, qui devient de plus en plus implantée dans le système mandataire. À cela s'ajoute l'expansion de l'enseignement, autre politique du mandat, qui favorise la création d'une classe moyenne destinée aux professions libérales et à la bureaucratie...⁴⁷ »

Autrement dit, le mandat français assure l'émergence d'une « classe moyenne nationaliste⁴⁸ » et d'une élite beyrouthine redevable à la puissance coloniale, dont la proximité garantit la mainmise de la France sur le Liban, et ce, même après l'indépendance du pays en 1943. En termes d'urbanisme, cette analyse s'applique à l'ère chéhabiste des années 1950-1960⁴⁹ durant laquelle les projets coloniaux sont poursuivis et étendus en parallèle d'efforts constants pour remplacer l'ancienne garde urbaine⁵⁰ par une garde moderniste ou postmoderne⁵¹. Ces derniers s'avéreront limités à l'architecture, ne parvenant pas à enclencher un aménagement de l'urbain à vocation socio-culturelle. En revanche, la préservation et l'expansion de l'héritage colonial français de Beyrouth assurent la transnationalisation des discours matériels autoritaires et sécuritaires du Paris haussmannien. Cette continuité garantit ainsi la continuité et la réappropriation de leurs objectifs préventifs par l'élite libano-beyrouthine.

Sans surprise, la guerre de 1975-1990 – ou, comme l'appelle Traboulsi, les « guerres du Liban⁵² » – engendre des dégâts considérables dans le centre-ville mais laisse sa partie haussmannienne relativement intacte. Dès le début des affrontements, Beyrouth est séparée entre Est⁵³ et Ouest⁵⁴, la ligne de démarcation traversant la ville du Nord au Sud. Ce redécoupage des frontières de la capitale ne peut être compris qu'en intégrant les multiples facettes d'une guerre dont la nature, confessionnelle et religieuse, ethnique et politique – entre autres – infiltre le discours matériel de la ville, et redéfinit, au-delà de l'urbain, le tissu même de la société libano-beyrouthine. Prenons ici l'exemple de la ligne verte qui, en découplant le centre-ville, transforme également ce dernier et ses environs immédiats en un *no man's land*, c'est-à-dire un

47 Fawwaz Traboulsi, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 92.

48 Ngugi wa Thiong'o, "African identities: Pan-Africanism in the era of globalization and capitalist fundamentalism", *Macalester International*, vol. 14, n° 9, Spring 2014, p. 28.

49 En référence à Fouad Chehab, troisième président du Liban de 1958 à 1964, à qui l'on attribue la modernisation de l'État libanais et de ses institutions, ainsi que la militarisation accrue du pays.

50 Pré-mandat français.

51 Voir Jad Tabet, "From Colonial Style to Regional Revivalism: Modern Architecture in Lebanon and the Problem of Cultural Identity" dans Hashim Sarkis et Peter Rowe (dir.), *Projecting Beirut, Episodes in the Construction and the Reconstruction of a Modern City*, New York City (É-U) et Munich, Pestel, 1998 ; Elie G. Haddad, "Learning from Beirut: From modernism to contemporary architecture", *Journal for Architectural Research* vol. 5, n° 1, 2008 ; Éric Verdeil, *Beyrouth et ses urbanistes : une ville en plans (1946-1975)*, Beyrouth, Presses de l'Iffpo, 2010.

52 Fawwaz Traboulsi, *A History of modern Lebanon*, op. cit., p. 92.

53 Essentiellement chrétien.

54 Essentiellement musulman.

espace liminal – un entre-deux – séparant diverses factions et narrations. Il agit ainsi d'un espace figé dans le temps d'avant-guerre, permettant au « paysage colonial du début des temps modernes de former un ensemble cohérent et d'exhiber un caractère urbain distinct en tant que noyau financier, gouvernemental et religieux du Beyrouth de l'après-guerre civile⁵⁵ ». D'une certaine manière, la gestion post-conflit de cet espace reflète la nostalgie d'avant-guerre et l'amnésie d'après-guerre qui apparaissent dans les années 1990 avant d'être institutionnalisées par la loi d'amnistie de mars 1991. Elle fait écho à la condition du Liban au lendemain du conflit, pays composé d'une multitude d'acteurs interconnectés dont la nature hybride – à la fois étatique et non-étatique – s'appuie sur l'urbain pour gagner en souveraineté et en légitimité⁵⁶. Cet assemblage d'intérêts publics et privés est d'ailleurs illustré par Solidere et sa gestion du centre-ville de Beyrouth puisque, là encore, la sécurisation des repères gouvernementaux et des institutions néolibérales⁵⁷ est assurée par l'usage de mécanismes haussmanniens préventifs, anticipatifs et contre-révolutionnaires.

Solidere et le centre-ville de Beyrouth après-guerre : une instrumentalisation de l'urbanisme colonial comme mécanisme contre-révolutionnaire

Au lendemain des accords de Taëf (1991), le partenariat public-privé Solidere lance un plan « d'investissement] dans l'avenir d'une ville ancienne⁵⁸ », donnant ainsi à Beyrouth sa forme actuelle⁵⁹. Bien que n'étant pas le premier projet urbain commandé par le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), le groupe laisse une marque permanente sur la ville en mettant en œuvre « une stratégie d'aménagement urbain rappelant le Paris du milieu du XIX^e, appliquée pour la première fois à Beyrouth dans les années 1920, [mais] n'atteignant son plein potentiel que trois quarts de siècle plus tard⁶⁰ ». Le projet utilise en effet le cadre haussmannien des grands axes Foch-Allenby – et donc, le discours matériel qu'il renferme – comme base sur laquelle développer le centre-ville de Beyrouth (BCD). Le projet révèle ainsi une nostalgie de l'histoire coloniale de la ville, instrumentalisation

55 Robert Saliba, "Historicizing early Modernity - Decolonizing heritage: Conservation design strategies in postwar Beirut", *op.cit.*, p. 17.

56 Sara Fregonese, "Beyond the 'weak state': Hybrid sovereignties in Beirut", *Society and Space*, vol. 30, 2012, p. 655–674.

57 Construits à proximité, comme à Paris.

58 Solidere, "Solidere Ad", *The New York Times*, 22 novembre 1993.

59 Accord controversé, signé à Taëf sous l'égide de l'Algérie, du Maroc et de l'Arabie saoudite le 22 octobre 1989 pour mettre fin aux quinze années de guerre, et prévoyant notamment la dissolution des milices et la restructuration de la représentation politique libanaise.

60 Robert Saliba, "Historicizing early modernity - Decolonizing heritage: Conservation design strategies in postwar Beirut", *op.cit.*, p. 21.

claire du passé par les autorités servant, avant tout, à empêcher la mémorialisation des quinze années de conflit et à détourner l'attention de leur inaction dans le Liban d'après-guerre⁶¹. En outre, il offre une description fidèle à la réalité de l'État libanais post-Taëf, miné par une combinaison élaborée de sectarisme, de clientélisme et de corporatisme – entre autres – au service de seigneurs de guerre mafieux. L'existence même de Solidere illustre l'assimilation du public par le privé, avec un État qui abandonne sa capacité d'agir et ses prérogatives⁶² aux intérêts des entreprises. Aussi appelée haririsme (en référence au fondateur de Solidere et futur Premier ministre Rafiq Hariri), cette dynamique transforme le centre-ville – son urbanisme et sa vie urbaine – en une scène néolibérale articulée autour de la promotion d'intérêts privés, scène qui demeure aujourd'hui encore principalement concernée par l'attraction, la mobilité et l'accumulation d'un capital transnational⁶³.

La rénovation haussmannienne du Paris impérial et celle du Beyrouth d'après-guerre affichent donc deux objectifs différents, mais des résultats similaires : tandis que le premier vise le contrôle du prolétariat sur lequel repose son industrialisation et sa « modernisation », et que le second se concentre davantage sur les « flux transnationaux de l'économie mondiale⁶⁴ », tous deux enfreignent directement le droit à la ville de leurs habitants. Ils produisent des discours matériels similaires reposant sur l'anticipation et la prévention du potentiel contestataire du centre-ville pour garantir son attractivité et, par là même, sa stabilité. Prenons par exemple le cas de Beyrouth dont la distribution spatiale des mécanismes de sécurité est particulièrement révélatrice. D'après la carte ci-dessous (fig. 1) réalisée par le Beirut Urban Lab⁶⁵, la plus forte concentration de barrières à levage verticales, de rues sécurisées voire interdites, mais aussi de baraques policières, militaires et de sécurité privée concerne, en 2010, le BCD. Lue avec prudence, cette carte montre une délimitation claire des espaces et lieux de pouvoir, déterminés par leur nature étatique mais aussi, et surtout, par leur proximité avec le *Kapital* puisque l'État libanais d'après-guerre s'efface au profit d'entreprises. En outre, cette absorption du public par le privé renforce l'idée du BCD comme un non-lieu, c'est-à-dire un espace dans lequel individus et communautés ne trouvent ni identité, ni histoire, ni relations, un espace dans lequel ils restent anonymes et ne font que passer.

C'est ce même discours matérialiste que les Libanais transgressent lors de la thawra de 2019, se réappropriant l'espace qui leur avait été confisqué jusque-là. Cette exclusion urbaine, prémeditée et contrôlée, est donc défiée par les citadins qui réclament on ne peut plus explicitement leur droit à la ville, à y accéder et y

61 Sune Haugbolle, *War and memory in Lebanon*, Cambridge (GB), Cambridge University Press, 2010.

62 Par exemple, l'organisation des espaces publics, la détermination de son récit, etc.

63 Voir Saree Makdisi, "Laying claim to Beirut: Urban narrative and spatial identity in the age of Solidere", *Critical Inquiry* vol. 23, n° 3, 1997, p. 660–705; Robert Saliba, "Historicizing early modernity - Decolonizing heritage: Conservation design strategies in postwar Beirut", *op.cit.*, p. 21.

64 Saree Makdisi, "Laying claim to Beirut: Urban narrative and spatial identity in the age of Solidere", *op. cit.*, p. 699.

65 Ahmad Gharbieh, Mona Fawaz et Mona Harb, "Visible security mechanisms in municipal Beirut: Map", 2010.

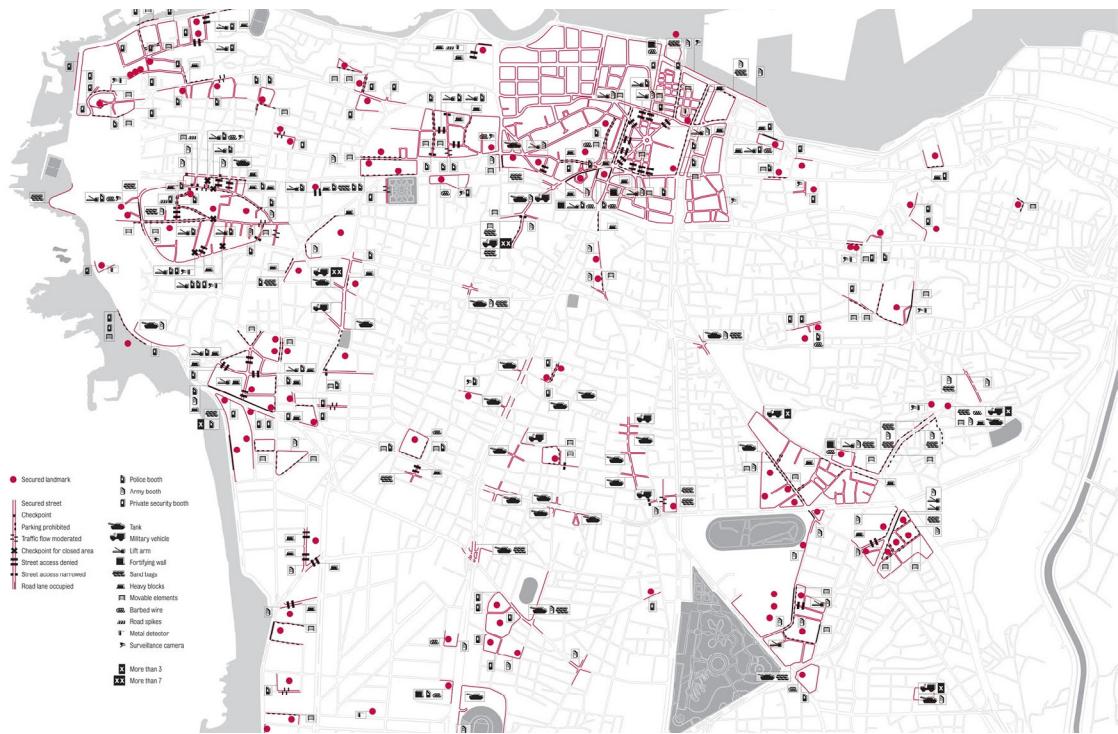


Figure 1. Mécanismes de sécurité visibles dans le Beyrouth municipal.

Source : Ahmad Gharbieh, Mona Fawaz et Mona Harb / ©Beirut Urban Lab (2010).

contribuer. Les manifestants beyrouthins descendent tout d'abord au centre-ville, se heurtant aux dispositifs contre-révolutionnaires et préventifs en place avant de parvenir à se rassembler sur Nejmeh ou sur la place des Martyrs. Jusque-là, l'accès y était restreint par un ensemble de mécanismes politiques, militaires, sécuritaires et sociaux entravant le droit des citoyens libanais et des habitants de Beyrouth à se déplacer librement dans le centre-ville. Ce contrôle s'appuyait en grande partie sur la planification haussmannienne de l'espace urbain, les deux places jouant le rôle de lieux de passage, de simples noeuds créés par la rencontre d'axes de mobilité et conçus pour les voitures plutôt que pour les piétons. Dans les années 1950, la place des Martyrs servait par exemple de centre de transports mais demeurait tout de même un lieu central de la vie collective beyrouthine abritant cafés, hôtels et cinémas. Avec Solidere, elle devient un ensemble confus d'espaces délaissés et de parking, entouré de grandes artères routières. De fait, la place des Martyrs présente des similitudes non négligeables avec la place de la République à Paris, à la fois par sa forme rectangulaire mais aussi par sa quasi-inaccessibilité aux piétons, du moins avant son réaménagement en 2013 et sa mémorialisation en 2015⁶⁶. La place de l'Étoile, quant à elle, est un pastiche à taille réduite de son analogue parisien, imposant rond-point reliant douze avenues aux noms militaires et dirigeant chaque jour des milliers de voitures vers le périphérique ou la ville.

66 En janvier 2015, après les attaques terroristes contre le journal *Charlie Hebdo*, la place de la République devient un espace important de revendications pour les Parisiens.

Avec la thawra de 2019, la place des Martyrs devient un épicentre à la symbolique redéfinie, accédant dès lors au statut de paradigme urbain et contestataire. Elle fait figure d'hétérotopie⁶⁷, d'espace dans lequel Libanais et Beyrouthins peuvent rompre avec le contrat social qui leur a été imposé afin de construire un imaginaire collectif en tant que citadin d'une part, et citoyen d'autre part⁶⁸. En tant que citadin d'abord, puisque en se réappropriant la place, ils parviennent à revendiquer leur droit à (ré-) écrire les récits publics et urbains qui les ont jusque-là empêchés de construire un lieu dans le centre-ville. La place des Martyrs devient ainsi un centre artistique et culturel à ciel ouvert où street artistes, improvisés ou pas, recouvrent murs et autres surfaces de fresques engagées. L'espace sonore lui-même est revendiqué à coups de slogans, de chants, de récitations et de mégaphones. Plus qu'occupé, l'espace devient habité au moyen d'interactions constantes comprenant distributions de nourriture, ramassage des déchets ou débats en tout genre. La place et ses alentours accueillent ainsi une agora, des souks, une boîte de nuit ou encore un café, tant de lieux laissant entrevoir ce que la ville et son centre pourraient être s'ils étaient conçus pour et par tous ses habitants.

Ces répertoires d'action collective visent ainsi à contrecarrer la violence intégrée de la ville, à la rendre accessible, à réécrire ses récits et discours et à imaginer des alternatives à la réalité. Mais, au-delà de cette reconquête urbaine et citadine, ils font de cette hétérotopie un espace à partir duquel construire un imaginaire citoyen, à l'échelle nationale donc. On citera ici l'organisation quasi utopique de l'espace contestataire par divers acteurs de la société civile, ou encore les échanges organisés sous les tentes de la place des Martyrs ou dans l'Œuf⁶⁹. Peuvent également être mentionnés la mise en place d'ateliers éphémères de sérigraphie sur tissu ou papier⁷⁰, ou la diffusion digitale d'œuvres⁷¹ permettant de transposer le momentum de la thawra dans le temps et dans l'espace⁷². En somme, cette réappropriation du centre-ville permet de rejeter l'espace conçu au cours du dernier siècle et de réinventer l'espace vécu, faisant de ce dernier un microcosme où imaginer une ville appartenant enfin à ses habitants, une capitale servant enfin ses citoyens. Plus important encore, elle s'inscrit dans un continuum clair marqué par la transgression du droit à la ville des Parisiens commencée au milieu du XIX^e sous Haussmann avant d'être imposée aux Beyrouthins par le mandat colonial français puis par Solidere et l'État libanais : en bref, la mise en place de mécanismes contre-révolutionnaires et préventifs, visant à entraver le droit à la ville des Beyrouthins et des Libanais, aura paradoxalement encouragé la thawra de 2019, marquée par une revendication de l'espace public. Les crises sans précédent apparues depuis lors et l'explosion du 4 août auront, au contraire, transformé le centre en une grande friche commerciale, sorte de ville fantôme faisant écho à l'exode de milliers de Libanais et Beyrouthins forcés à l'exil par l'incompétence de leurs « dirigeants ».

67 Tout comme Tahrir en Égypte.

68 Les deux n'étant pas mutuellement exclusifs.

69 Ancien centre commercial imaginé par l'architecte Joseph Karam mais abandonné au début de la guerre en 1975.

70 Voir par exemple les initiatives de Farah Fayyad, exposée au Victoria and Albert Museum de Londres lors du Jameel Price.

71 Voir par exemple le compte *Art of Thawra* sur Instagram.

72 Y compris au-delà des frontières nationales, auprès de la diaspora libanaise.

Conclusion

Au terme de cet article, il ne fait aucun doute que Beyrouth mérite d'être lue « en [ses] propres termes⁷³ », une lecture allant au-delà des discours matériels autoritaires qui ont été imposés à ses habitants afin d'identifier la façon dont ils sont parvenus à contrecarrer, se réapproprier et reconstruire l'espace afin de créer de telles alternatives⁷⁴. Malgré quelques mentions en dernière partie, cet article a toutefois choisi de se concentrer sur les récits hégémoniques de pouvoir, visant à entraver le droit à la ville des habitants, en faisant appel à un prisme d'analyse inhabituel alliant urbanologie et études patrimoniales. En étudiant leur matérialisation dans l'espace urbain, cet article a donc permis d'explorer des entités notoirement imperméables aux analyses et critiques des chercheurs tout en obtenant une lecture peu traditionnelle des mouvements sociaux transcendant temps et espace, privilégiant prévention et anticipation plutôt que mouvements et contre-mouvements, ruptures et continuités plutôt que succès et échecs.

73 Tariq Jazeel, "The 'City' as Text", *op. cit.*, p. 659.

74 Mona Fawaz et Isabela Serhan, "Urban revolutions: Lebanon's October 2019 uprisings", *International Journal of Urban and Regional Research*, 2020.

Les deux faces d'une même pièce

**l'héritage colonial
de la résistance populaire
et de la répression policière
en Tunisie**



MARIAM BEN SLAMA

Master en sécurité internationale,
études du Moyen-Orient et des droits de l'homme,
Sciences Po Paris, Paris School of International Affairs

La diversité des contestations s'étend à la fois dans l'espace et dans le temps. Les épisodes de protestation (ou de révolte) font partie d'un tableau plus large où s'enchevêtrent des revendications sociales, économiques et nationalistes centrées sur l'autodétermination, ainsi que sur l'indépendance, et liées à une histoire de résistance. En Tunisie, les protestations ont émergé à différents moments de l'histoire en raison de diverses injustices.

Pendant la période coloniale, entre 1881 et 1956, les soulèvements ont revendiqué des droits socio-économiques, la libération de l'Empire colonial français et l'indépendance. Les rébellions de l'époque mettaient surtout en évidence les inégalités et les démarcations géographiques au sein du pays.

En 2011, les manifestations ont commencé à la suite du suicide par immolation d'un vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, après une altercation avec un policier dans la ville de Sidi Bouzid. Les Tunisiens sont descendus dans la rue pour réclamer la dignité, l'égalité, l'emploi, et surtout, la fin du régime autoritaire du président Zine el-Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis 1987. Cette vague de contestations a servi d'étincelle et a gagné le reste de la région nord-africaine pour atteindre des pays du Moyen-Orient comme la Syrie et le Yémen, ainsi que certains pays du Golfe.

Si la Tunisie a connu par le passé de multiples épisodes révolutionnaires, différents dans leurs organisations et leurs expressions, ils étaient tous encadrés par des structures de pouvoir façonnées par l'occupation française telles que l'institution policière. Cet héritage colonial se retrouve aussi bien dans le découpage territorial et les inégalités sociales qu'il a engendrées, que dans l'utilisation de la violence exercée par la police. Les épisodes contestataires passés et présents ont tous été encadrés et façonnés par cet appareil sécuritaire hérité du protectorat.

Cet article cherche à sortir l'analyse des événements de 2011 de l'« extraordinaire » pour les réinscrire dans le temps long et les relier aux épisodes révolutionnaires passés. Visant à mettre en évidence non seulement l'héritage colonial, mais aussi la manière dont celui-ci a façonné les réactions et les schémas d'opposition à travers le temps, nous émettons l'hypothèse d'un lien entre les méthodes de répression et les pratiques de résistance. Nous soutenons que les méthodes de répression et de résistance au cours du soulèvement de 2011 et celles des épisodes de protestation coloniaux sont liées, reflétant la violence de l'État et la marginalisation géographique.

Partant de cette hypothèse, ce travail analysera tout d'abord les méthodes de répression utilisées par la police et les forces armées en Tunisie. Il examinera ensuite les influences coloniales sur les formes d'institutionnalisation de la police puis s'intéressera plus précisément au découpage géographique et à l'utilisation de la violence. En étudiant ces actes de violence policière avant, pendant et après le soulèvement de 2011, cette contribution permettra de saisir la manière dont les manifestants ont tiré des enseignements des épisodes contestataires précédents en termes de répertoires d'action, de mobilisation des ressources et de contestation du *statu quo*. Explorer les deux versants de ces altercations devrait nous permettre de connecter une lecture postcoloniale de la répression policière avec les cadres d'analyse classiques des politiques contestataires (*Contentious politics*).

Cadres théoriques

Notre travail s'appuie essentiellement sur les théories des nouveaux mouvements sociaux (NMS) qui se concentrent sur les mouvements identitaires plutôt que sur des mouvements dits ouvriers¹. En effet, les nouveaux mouvements sociaux sont focalisés sur des préoccupations sociales et culturelles plutôt que sur les considérations économiques. Les acteurs de ces mouvements sont liés les uns aux autres à travers des réseaux sociaux informels et peu organisés, constitués de partisans plutôt que d'adhérents et opérant à une échelle plus locale². Dans le cas de la Tunisie, les demandes économiques peuvent difficilement être séparées des demandes sociales et culturelles. Les luttes anticoloniales, tout comme les soulèvements récents, comportent des revendications de type identitaires et économiques souvent entremêlées et impossibles à dissocier.

Nous pouvons également nous référer à la notion de mobilisation des ressources et aux tensions structurelles étudiées par les sociologues Kai Uwe Hellmann et Ruud Koopmans. Cette théorie prend en compte l'accessibilité des ressources utilisées durant les mobilisations (le nombre de manifestants, les financements, le temps investi), ainsi que les relations et les moyens de communication mobilisés par les manifestants. Hellmann et Koopmans analysent également les difficultés qui surviennent lorsque les participants n'ont pas accès ou ne peuvent pas contribuer à ces ressources. Étudier les stratégies des acteurs à travers différents épisodes contestataires nous amène aussi à prêter attention aux « structures des opportunités politiques³ » qui, dans le cas tunisien, se caractérisent par de fortes disparités géographiques.

Enfin, nous nous référons à la notion de « non-mouvements » pour examiner cette temporalité qui précède l'activité des mouvements sociaux et les pratiques partagées par des personnes ordinaires qui contribuent elles aussi aux changements sociaux⁴. Ces mouvements sont généralement constitués d'acteurs engagés dans une action collective visant à faire avancer les intérêts des personnes marginalisées et subordonnées. Ils sont considérés comme des « non-mouvements » en raison de leur absence de structure organisationnelle et de leadership. Dans le cadre de la Tunisie, ces « non-mouvements » se sont exprimés à différents moments durant les manifestations qui ont été déclenchées entre 2008 et 2011 par la jeunesse des régions intérieures du pays.

1 Alberto Melucci, *Nomads of the present: Social movements and individual needs in contemporary society*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.

2 "New social movements", February 20, *LibreTexts Social Sciences*, 2021 [[URL](#)]

3 La notion de structure des opportunités politiques (SOP) (en anglais « political opportunity structure ») permet de mieux saisir les conditions d'émergence d'un mouvement social. Elle met en avant le contexte politique comme catalyseur ou répresseur des mobilisations. Cette notion fut mise en avant pour la première fois par l'Américain Peter Eisinger, pour qui « conditions d'émergence [d'un mouvement social] » et « conjoncture politique » sont fortement liées, puis reprise par Sidney Tarrow, qui en propose une élaboration plus rigoureuse.

4 Kevin Smith, "Nonmovements and movements: Two methods used to encroach on the status quo" *University of Notre Dame*, s.d. [[URL](#)]

Méthodes de répression et héritages coloniaux de la violence d'État

Nous nous intéressons ici à l'utilisation de la violence en Tunisie sous le protectorat et à l'héritage de ces méthodes de répression durant l'épisode contestataire de 2011. Nous commençons par expliquer le processus par lequel la police a été instaurée comme un pouvoir répressif dans le pays à partir de 1881 ; puis nous démontrons comment la militarisation de la police a été mise en place afin de canaliser les revendications populaires. Nous établissons un parallèle entre le rôle de la police pendant l'époque coloniale et son rôle après la révolution de 2011, en mettant en évidence les similitudes et les différences dans l'organisation et dans les stratégies de répression déployées.

Cette section abordera aussi la manière dont le découpage géographique a façonné les réponses des autorités aux mouvements de contestation à travers le pays. Cela nous permettra de démontrer la manière dont ces nouveaux mouvements sociaux, au croisement de griefs identitaires, économiques et politiques, ont dû faire face à de nombreux obstacles pour mobiliser des ressources.

L'institutionnalisation de la police coloniale en Tunisie

Protectorat français à partir de 1881, la Tunisie a réussi à obtenir son autonomie en 1956 sans avoir à payer le prix d'une guerre d'indépendance comme son voisin algérien. Pourtant, la distribution de la violence associée à un processus historique qui relie le passé colonial aux pratiques actuelles de répression est également à l'œuvre en Tunisie⁵. Cette répartition inégale de la violence renvoie, selon nous, à trois processus distincts. Le premier réside dans l'utilisation réelle de la violence et de la répression par des institutions coercitives telles que la police ou l'armée. Le second concerne la prétendue légitimité du colonisateur ou de l'État qu'il contrôle à utiliser la force physique. Cette situation a été exacerbée par la répartition inégale de l'autorité coloniale sur le territoire et par les forces post-indépendance qui ont perpétré ces pratiques, consolidant ainsi les formes passées de marginalisation. Ces dites pratiques consistaient à favoriser la croissance économique des villes côtières intensifiant ainsi le clivage politique entre les régions. Le transfert de pouvoir de la direction coloniale à la direction tunisienne à la suite de l'indépendance en 1956 a renforcé l'instrumentalisation de la police par le gouvernement central. Le troisième processus concerne les formes symboliques de la violence et l'existence d'une « pyramide de tyrans » qui donne à voir de puissants Tunisiens opprimant

⁵ Benoît Challand, "Current legacies of colonial violence and racialization in Tunisia", *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* 40, no. 2, August 2020, p. 248, DOI: 10.1215/1089201X-8524171.

certains de leurs pairs et favorisant certaines identités régionales dans ce processus de domination⁶. Par souci de clarté, notre travail se concentre essentiellement sur les deux premiers processus.

Tout au long de la période coloniale, la police du pays comprenait la brigade de gendarmerie et ses unités motorisées de contrôle des émeutes, et la Garde républicaine mobile. Les missions de ces deux entités variaient souvent, elles révèlent la manière dont les forces de police conçues pour protéger le pouvoir politique étaient, dans les faits, fréquemment déployées pour stopper les grèves. La décision des autorités du protectorat de créer des réserves de police destinées à contenir les troubles sociaux et les protestations était donc significative⁷. Cette capacité a ensuite été mise à rude épreuve par l'ampleur des protestations industrielles et rurales qui se sont déroulées après la dépression des années 1930. Au cours de cette période, la militarisation de la police coloniale tunisienne s'est accélérée. Ceci s'est traduit par le remplacement des unités de police spéciales par des troupes et des paramilitaires. Le secteur minier souvent situé dans les villes de province où le soutien au nationalisme était le plus fort illustre bien ces formes changeantes de maintien de l'ordre. Pierres angulaires de l'économie du protectorat, les établissements miniers de l'arrière-pays rural connaissaient des protestations fréquentes⁸. À l'instar des forces de gendarmerie algériennes et marocaines, des brigades supplémentaires ont été créées en Tunisie pour contenir la dissidence des travailleurs dans les complexes miniers de phosphate de l'intérieur tunisien. Les gendarmes tunisiens ont ainsi endossé le rôle de surveillants, contrôlant non seulement la présence au travail, mais aussi les conséquences des politiques de réductions de salaire ou de chômage sur les mobilisations ouvrières. Par conséquent, les officiers ont été confrontés à un risque accru d'attaques mortelles de la part des cultivateurs pauvres, des journaliers ruraux et des ouvriers industriels au chômage ou sous-employés⁹. Dans ces circonstances, la tendance à recourir à une répression plus ouvertement politique de l'opposition nationaliste devait se poursuivre jusqu'au milieu des années 1930.

L'institutionnalisation de la police sous la domination française a façonné, à bien des égards, ses stratégies d'action pour les années à venir. En comparant à la fois l'héritage de ces pratiques issues de l'époque coloniale avec celles de l'ère de Ben Ali et de la période du soulèvement de 2011, nous tentons de mettre en exergue les continuités historiques¹⁰.

Avec l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, les forces armées et le ministère de l'Intérieur deviennent des piliers du régime. En effet, c'est grâce à ces institutions que Ben Ali

6 *Ibid.*

7 Martin Thomas, "Policing Tunisia: Mineworkers, fellahs and nationalist protest", in *Violence and colonial order: Police, workers and protest in the European colonial Empires, 1918-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 112.

8 *Ibid.*

9 Martin Thomas, "Policing Tunisia: Mineworkers, fellahs and nationalist protest" p. 121, *op.cit.*

10 Derek Lutterbeck, "Tool of rule: the Tunisian police under Ben Ali", *The Journal of North African Studies* 20, no. 5, July 2015, p. 814 [[URL](#)]

a pu construire une base de pouvoir le conduisant à la présidence à la suite du coup d'État médical contre Bourguiba. La dépendance initiale du président à l'égard de ces deux entités et la nomination de nombreux généraux comme ministres ont donné aux militaires une marge de manœuvre qu'ils n'avaient jamais eu auparavant. Outre les militaires, Ben Ali a également fait de la Direction générale de la sûreté nationale un acteur puissant¹¹. L'instrumentalisation de la police sous Ben Ali est similaire à celle du régime colonial français ainsi qu'à celle du premier président Bourguiba qui utilisait déjà l'institution policière comme un outil de contrôle de la population. Ce dernier a réussi à conceptualiser une structure policière dont le rôle consistait à travailler sur le terrain, infiltrer la population, collecter les informations concernant les opposants politiques possible de constituer une menace et les réprimer. Ces techniques de contrôle et d'oppression se développent et deviennent plus sophistiquées tout au long de son régime. Dans ce paysage politique, Ben Ali hérite ainsi de l'appareil sécuritaire préparé par son prédécesseur¹².

Calquées sur la gendarmerie française, les fonctions de la police et de la Garde nationale n'incluaient pas seulement les tâches policières traditionnelles, telles que les enquêtes criminelles et le contrôle de la circulation ; elles comprenaient aussi la collecte d'informations sur la vie politique, économique, sociale et culturelle des citoyens tunisiens. La police avait la possibilité de cibler un large éventail de personnes perçues comme des opposants au régime ou une menace pour le *statu quo*. Les massacres et tortures commis par la police de Ben Ali ne sont plus un secret pour personne¹³. Si l'institutionnalisation de la police sous le régime colonial français entre 1881 et 1956 a ouvert la voie à son établissement en tant qu'outil de surveillance et de contrôle à partir des années 1980, les découpages géographiques établis par les Français ont été exacerbés sous Bourguiba et Ben Ali.

L'impact du découpage territorial sur les épisodes de contestation-répression

Sous la domination coloniale française, la Tunisie a été incorporée dans l'économie capitaliste¹⁴, donnant lieu à des politiques extractivistes et à l'exploitation des populations colonisées. Cela a coïncidé avec l'établissement d'un système de violence racialisée. Protéger les intérêts économiques allait de pair avec le contrôle des populations à travers leur hiérarchisation géographique entre, d'un côté, la Tunisie « utile » (les villes côtières et certaines régions du nord), de l'autre, la Tunisie « inutile » (le territoire des *fellagahs*). Ces démarcations ont créé une violence structurelle et une discrimination systématique à l'encontre d'une partie de la population qui est

11 Derek Lutterbeck, "Tool of rule: the Tunisian police under Ben Ali", *The Journal of North African Studies*, Volume 20, 2015, p. 820 [[URL](#)]

12 Livia Avagliano, « La réforme de la police en Tunisie : cause et conséquences d'une réforme avortée » ; *Sciences Po Grenoble*, 2015-2016 [[URL](#)]

13 Derek Lutterbeck, *op. cit.* 817.

14 Benoît Challand, "Current legacies of colonial violence and racialization in Tunisia", *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 2020, 40 (2), p. 249.

encore visible aujourd'hui. En effet, les régions intérieures ont été délaissées au profit des zones côtières, schéma de marginalisation qui s'est développé sous le régime français et n'a fait que s'accentuer sous Bourguiba et Ben Ali. Le premier a misé sur le tourisme et la fabrication à bas prix pour stimuler la croissance économique sur la côte, tandis que le second a pris des décisions politiques et d'investissement qui ont encore plus stratifié la richesse selon des lignes géographiques. Cette exclusion économique s'est conjuguée à une fracture politique entre les régions en raison de la centralisation du processus de décision qui a marginalisé l'intérieur et ses populations¹⁵. Aujourd'hui, ces régions restent défavorisées bien qu'elles soient riches en ressources naturelles et en eau. Cependant, 85 % du produit intérieur brut du pays en 2014 provient des villes les plus peuplées du pays que sont Tunis, Sfax et Sousse, toutes situées sur la côte¹⁶.

Cette division coloniale du territoire entre le centre et les périphéries était visible lors du soulèvement de 2011. Car, contrairement au récit dominant soutenant que les manifestations avaient débuté devant le ministère de l'Intérieur à Tunis, la réalité montre qu'elles ont commencé fin décembre 2010 dans les régions centrales du pays, notamment la ville agricole de Sidi Bouzid, Kasserine et la région minière de Gafsa¹⁷.

Dans les années post-2011, les gouvernements qui ont succédé à Ben Ali se sont montrés plus résolus à négocier avec des manifestants. Généralement, une délégation ministérielle était envoyée sur le lieu de la protestation pour trouver une solution à l'amiable. Mais ce schéma n'a pas fonctionné lors du cycle de protestations de 2017 dans le Sud, près de Tataouine. Des protestations locales ont éclaté à propos du contrôle de la production pétrolière dans la région d'El-Kamour, réclamant plus d'emplois et une meilleure répartition des ressources pétrolières. Ces mobilisations d'El-Kamour témoignent de la superposition de différents griefs et de discriminations héritées de l'époque coloniale, notamment du découpage territorial mis en place par la France.

En outre, le caractère pacifique de ces manifestations s'est appuyé sur des méthodes similaires à celles de 2011, à savoir les *sit-in* et les délibérations collectives. Toutefois, contrairement à 2011, le gouvernement a refusé de négocier et a envoyé l'armée pour écraser la dissidence. Ainsi, ce qui est singulier dans la répression de 2017 à El-Kamour, n'est pas tant le refus de coopérer mais plutôt le fait que l'armée, qui s'est rangée du côté des manifestants en 2011, ait été envoyée pour écraser le mouvement à la place des unités de police. En effet, lors des manifestations de 2011, le commandement de l'armée s'était officiellement engagé à défendre le peuple, y compris contre la police du régime et s'était dès lors attiré la sympathie populaire¹⁸.

15 Hamza Meddeb, "Tunisia's geography of anger: Regional inequalities and the rise of populism" *Carnegie Middle East Center*, February 19, 2020.

16 The World Bank, "The unfinished revolution: Brining opportunity, good jobs and greater wealth to all Tunisians", *Development Policy Review*, 2014 [[URL](#)]

17 Challand, "Current legacies of colonial violence and racialization in Tunisia", p. 251. *op.cit.*

18 Pierre Piccinin da Prata, « Tunisie-Égypte : un laboratoire exemplaire ? », *Les Cahiers de*

Ce comportement de l'armée tunisienne s'est inscrit à l'autre extrémité du spectre de la violence d'État apparu dans d'autres pays tel que l'Égypte où l'armée est allée jusqu'à ouvrir le feu sur les manifestants¹⁹. La décision du Premier ministre Youssef Chahed d'envoyer l'armée a ainsi été interprétée comme une campagne punitive contre les manifestants et travailleurs d'El-Kamour²⁰. L'usage de la répression doit être lu dans son articulation avec la marginalisation géographique et la stigmatisation d'une partie de la population du sud considérée comme « indisciplinée » voire « antipatriotique », en somme comme des *fellagahs*, portant atteinte à la sécurité nationale. L'utilisation de la violence structurée autour de clivages géographiques, maintenue par Bourguiba et Ben Ali, met en exergue la continuité réelle de pratiques répressives et du mépris des autorités tunisiennes qui remontent aux commentaires dégradants de la « Tunisie inutile » à l'époque coloniale²¹.

Cette section a exploré l'institutionnalisation de la police en Tunisie sous le régime français et son évolution sous la direction de Bourguiba et Ben Ali. Discuter de l'utilisation de la violence racialisée nous a amenés à mentionner les divisions géographiques et régionales, non seulement pour souligner les disparités socio-économiques, mais aussi pour mettre en évidence la distribution inégale de la violence, telle qu'elle est pratiquée par les autorités chargées de faire respecter la loi. Cet appareil répressif n'a pas seulement contribué à l'application du contrôle colonial sur la population, il a également été un pilier sur lequel le régime de Ben Ali a pu prospérer à partir de 1987. Cependant, l'utilisation de la violence racialisée par la police, que ce soit avant ou après Ben Ali, a toujours rencontré la résistance et la contestation de la société civile. La section suivante aborde les stratégies d'organisation durant la campagne anti-naturalisation de 1932 et les leçons tirées de cet épisode lors du soulèvement de 2011.

Organiser la résistance : héritage des pratiques révolutionnaires

Dans cette partie nous montrons comment les mobilisations de 2011 font elles-mêmes écho aux pratiques contestataires de l'époque coloniale. Nous aborderons l'étude de la contestation dans le cas de la campagne anti-naturalisation de 1932, avant de voir comment ce répertoire contestataire s'est vu réapproprié et réinventé en 2011.

l'Orient, 1, n° 109, 2013, p. 69.

19 Piccinin da Parta, « Tunisie-Égypte : un laboratoire exemplaire ? », p. 82, *op.cit.*

20 Challand, "Current legacies of colonial violence and racialization in Tunisia", p. 251. *op.cit.*

21 Challand, "Current legacies of colonial violence and racialization in Tunisia", p. 250, *op.cit.*

Le nationalisme comme contestation : la campagne anti-nationalisation de 1932

La campagne anti-nationalisation de 1932 - plus connue sous le nom « affaire des naturalisés Tunisiens » - est un mouvement qui s'est opposé aux lois tunisiennes visant à faciliter l'accès à la nationalité française pendant la période du protectorat. Il s'est manifesté lors de l'inhumation des Tunisiens musulmans naturalisés français, qui se sont vu interdire l'accès aux cimetières musulmans. Ces émeutes ont relancé le mouvement national tunisien affaibli après les répressions de 1926-1928.

Partant du principe que le nationalisme n'est pas un phénomène exclusivement politique attribuable au colonialisme lui-même, nous analyserons ici ce mouvement national comme une forme de contestation intrinsèquement liée aux droits socio-économiques. Les épisodes contestataires avant l'indépendance combinent donc les revendications identitaires d'une nation unifiée contre la domination coloniale avec des revendications socio-économiques, à l'instar de l'accès à l'emploi. Le nationalisme ainsi exprimé devient un répertoire contestataire des mouvements anticolonialistes de l'époque. Nous nous appuyons ainsi sur une définition du nationalisme conçue comme une forme de *contentious politics* dans laquelle des acteurs sociaux rivalisent avec les élites de l'État dans le but d'obtenir le contrôle d'un certain nombre d'objets politiques²². Prenant soin de ne pas dissocier les revendications nationalistes des demandes socio-économiques, nous démontrons que ces dernières sont intrinsèquement liées à un profond désir d'autodétermination et besoin de dignité. Dans le cas de la Tunisie, le répertoire contestataire nationaliste était notamment centré sur la question de la libération et de l'indépendance. Ces actions ne sont pas considérées comme des événements contingents isolés mais plutôt comme une chaîne d'événements reliés entre eux qui revêtent un modèle et une signification plus large. Le cadre analytique de *contentious politics* permet d'inscrire le nationalisme dans les luttes à la fois identitaire, politique et socio-économique.

Il est important de préciser que la campagne anti-nationalisation de 1932 était composée d'actions organisées et d'activités non organisées qui avaient pour seul but de s'opposer à la loi qui assouplissait les conditions requises pour que les musulmans tunisiens soient naturalisés français. Dans ce contexte, le déclenchement en 1932 d'une campagne de masse contre la nationalisation montre clairement la nécessité de prêter attention aux mécanismes qui sous-entendent son développement. En effet, le déclencheur le plus cité de la vague de protestations qui a constitué la campagne était la proposition d'inhumation dans un cimetière musulman du président de la section de Bizerte de la Ligue des musulmans français de Tunisie, Mohammed Chaabane²³. À partir de cet événement, des personnalités

22 Christopher Barrie, "The contentious politics of nationalism and the anti-nationalization campaign in Tunisia, 1932-1933", *Nations and Nationalism* 23, no. 4, August 2016 [[URL](#)]

23 *Ibid.*

du parti Destour de Habib Bourguiba²⁴ ont coordonné les cellules du parti dans diverses régions pour la signature de pétitions et pour la rédaction de télégrammes à l'intention du Bey et des autorités religieuses. Par ailleurs, des étudiants de l'université islamique Zitouna ont adopté un rôle actif dans les manifestations contre la naturalisation. Cependant, les événements ont vite dépassé la direction du Destour et des formes moins organisées d'activité de protestation ont suivi, se diffusant en dehors de la capitale dans de nombreuses régions du sud et de l'intérieur de la Tunisie. Ces canaux de transmissions étaient également relayés par les étudiants de la Zitouna qui rentraient chez eux dans les zones intérieures du pays et rendaient compte de la situation dans la capitale afin de rallier plus de monde à leur cause.

Les travaux de Koopmans permettent de saisir les dynamiques de cette propagation. Ce dernier divise les vagues protestataires en différentes phases. Dans le cas de la campagne anti-nationalisation en Tunisie, la mobilisation qui s'est tenue dans les régions intérieures de Tozeur, Nefta et Gafsa entre autres, pourrait faire partie de la « phase d'expansion » qui positionne le mouvement au-delà de son événement déclencheur enrichissant ainsi son répertoire avec de nouvelles revendications. Cette expansion n'est pas seulement géographique comme nous l'avons constaté, mais englobe également différents groupes de la société civile qui se joignent aux manifestations.

Durant la campagne, les manifestations commençaient tôt le matin et se poursuivaient par l'action de commerçants qui affichaient leur participation en fermant leurs boutiques. Les manifestants défilaient ensuite et présentaient leurs revendications généralement dans un cimetière musulman local, ou à la mosquée où une prière était récitée. La campagne est parvenue à politiser les questions de conduite sociale et de rituels²⁵. Plusieurs rapports suggèrent que les naturalisés ont commencé à se voir refuser l'accès à la mosquée, pour la prière du vendredi ou encore pour les mariages, en raison de l'adoption d'un boycott. De plus, lors des enterrements, les laveurs des corps et les guides de la prière refusaient de donner les derniers sacrements aux morts tandis que les fossoyeurs refusaient leurs services. Ces actions furent condamnées durant des affrontements souvent sanglants avec la police et les forces armées devant les cimetières musulmans ou les manifestants trouvaient refuge, barricadant les entrées et tentant d'empêcher les enterrements par la force. Ce sont ces affrontements qui ont fait passer le mouvement d'une mobilisation ciblant l'ingérence française dans l'Islam, sur la question spécifique de l'enterrement, à une révolte plus générale dirigée contre l'ingérence française en Tunisie. La campagne anti-nationalisation pourrait ainsi être assimilée aux NMS ou non-mouvements. En effet, en plus de l'importance qui est rattachée aux demandes sociales, culturelles et identitaires propres aux NMS, elle illustre aussi un déficit d'organisation, une fragmentation du leadership entre les étudiants de la Zitouna, les commerçants et les représentants du parti Destour et la politisation d'actes mondains qui caractérise les non-mouvements.

24 Le parti destour aussi appelé le Destour est un parti politique tunisien fondé en 1920 et dont le but principal était de libérer la Tunisie du protectorat français.

25 Christopher Barrie, "The contentious politics of nationalism and the anti-nationalization campaign in Tunisia, 1932-1933", *op.cit.*

Par conséquent, c'est dans et par cet épisode que l'Islam et les identités musulmanes de la nation tunisienne ont été valorisés en tant qu'objets de lutte au service d'une campagne nationaliste plus large. Par le biais de la protestation, l'identité musulmane et, par extension, la nationalité tunisienne ont été interprétées et mises en œuvre par des formes d'action sociales très visibles et largement médiatisées, érigeant ainsi une frontière durable et conséquente entre les Tunisiens et les Non-Tunisiens, mais également entre les Tunisiens eux-mêmes. En effet, lors de la promulgation de la loi de naturalisation, il a été démontré que la plupart des Tunisiens qui avaient accepté d'adopter la nationalité française venaient de la capitale Tunis et des régions côtières environnantes de la Tunisie, tandis que la Tunisie intérieure voyait très peu de ses résidents devenir des ressortissants français²⁶. Nous soutenons donc qu'il est très probable que cela ait exacerbé les divisions régionales et les perceptions des habitants des régions côtières. Donc, malgré une liste claire de revendications et une volonté commune, le mouvement contre la naturalisation de 1932 a défié les théories traditionnelles des mouvements sociaux, en ayant notamment recours à l'utilisation de réseaux de mobilisation informels, même si le parti Destour s'est approprié une place principale au sein de la lutte.

L'héritage du passé : répertoires révolutionnaires et mobilisation des ressources

Dans le contexte de la révolution de 2011 en Tunisie, il est important de noter que le caractère spontané initial du processus révolutionnaire s'est pérennisé grâce à l'émergence rapide d'organisations populaires. À la fin de l'année 2010, la protestation était endémique dans les petites villes de l'intérieur du pays, tandis que les zones côtières restaient calmes. Les protestations ont gagné en intensité lorsque, dans des villes comme Kasserine, ou des symboles du pouvoir de l'État, tels que les postes de police, ont été attaqués et saccagés, entraînant des représailles impitoyables de la part des autorités. La répression policière dans ces zones a fait plusieurs victimes et la présence de snipers d'élite, tirant au hasard sur la foule, a été signalée à plusieurs reprises.

Les liens croissants entre l'intérieur du pays et les villes côtières signifiaient non seulement qu'un fossé géographique était comblé, mais aussi que les divisions de classe étaient temporairement surmontées. Ainsi, les jeunes des quartiers pauvres de Tunis ont tissé des liens avec les jeunes des régions de l'intérieur du pays qui ont suivi leur exemple allant jusqu'à utiliser des armes de fortune²⁷. Le travail de terrain des sociologues Sarah-Louise Raillard et Choukri Hmed a montré que les tactiques de mobilisation s'inspiraient de l'expérience des militants syndicaux locaux. En effet, les militants syndiqués locaux ont joué un rôle essentiel en structurant le soulèvement populaire. Outre les efforts cruciaux des militants locaux, ce sont

26 Ibid.

27 Sami Zemni, "The Tunisian revolution: Neoliberalism, urban contentious politics and the right to the city", *International Journal of Urban and Regional Research*, January 2017, p. 73. DOI:10.1111/1468-2427.12384

aussi les actions continues des jeunes du quartier qui ont soutenu l'élan de l'activité révolutionnaire. Pendant les premières semaines de la révolution, une division du travail révolutionnaire et des répertoires contestataires sont apparus : les militants syndicaux semblaient être chargés d'organiser des manifestations non violentes et des *sit-in* pendant la journée, tandis que les jeunes affrontaient l'appareil répressif de la police la nuit²⁸. Cette complémentarité entre les deux groupes, et ceux qui les ont rejoints, est une preuve que le soulèvement de 2011 a rassemblé des personnes de toutes les classes sociales et de toutes les régions. Parti de Gafsa puis de Sidi Bouzid, le mouvement révolutionnaire s'est étendu au reste du pays et a rassemblé une variété de trajectoires et de stratégies de mobilisation des ressources. En effet, en nous basant sur la théorie de Koopmans et en particulier sur la phase d'« expansion » nous observons que la résistance se propageait au sein de la société et au-delà de l'événement déclencheur, enrichissant son répertoire de nouvelles stratégies, telles que la mobilisation des réseaux sociaux ainsi que des ressources digitales à disposition de la population. En utilisant de nouvelles chaînes de communication, les Tunisiens ont pu propager leur message mais aussi occuper l'espace digital en plus de l'espace public, ce qui contribua à l'amplification des demandes de libertés individuelles, de droits socio-économiques et d'égalité.

À partir de décembre 2011, le mouvement est ensuite entré, dans ce que Koopmans appelle, la phase de « transformation ». Celle-ci est marquée par l'apparition de divisions au sein du mouvement. En Tunisie, elle coïncide avec une phase de constitution, où un nouvel ordre politique doit être réimaginé et produit par les contestataires. Cette phase de constitution a fait entrer la Tunisie dans un état de « politique extraordinaire » (*Extraordinary Politics*) caractérisé par une politisation du peuple lui permettant de dépasser la politique « routinière » et d'opposer sa légitimité révolutionnaire à la légalité du gouvernement. Cet état de politique extraordinaire révèle également des tensions croissantes entre les différentes parties du peuple²⁹.

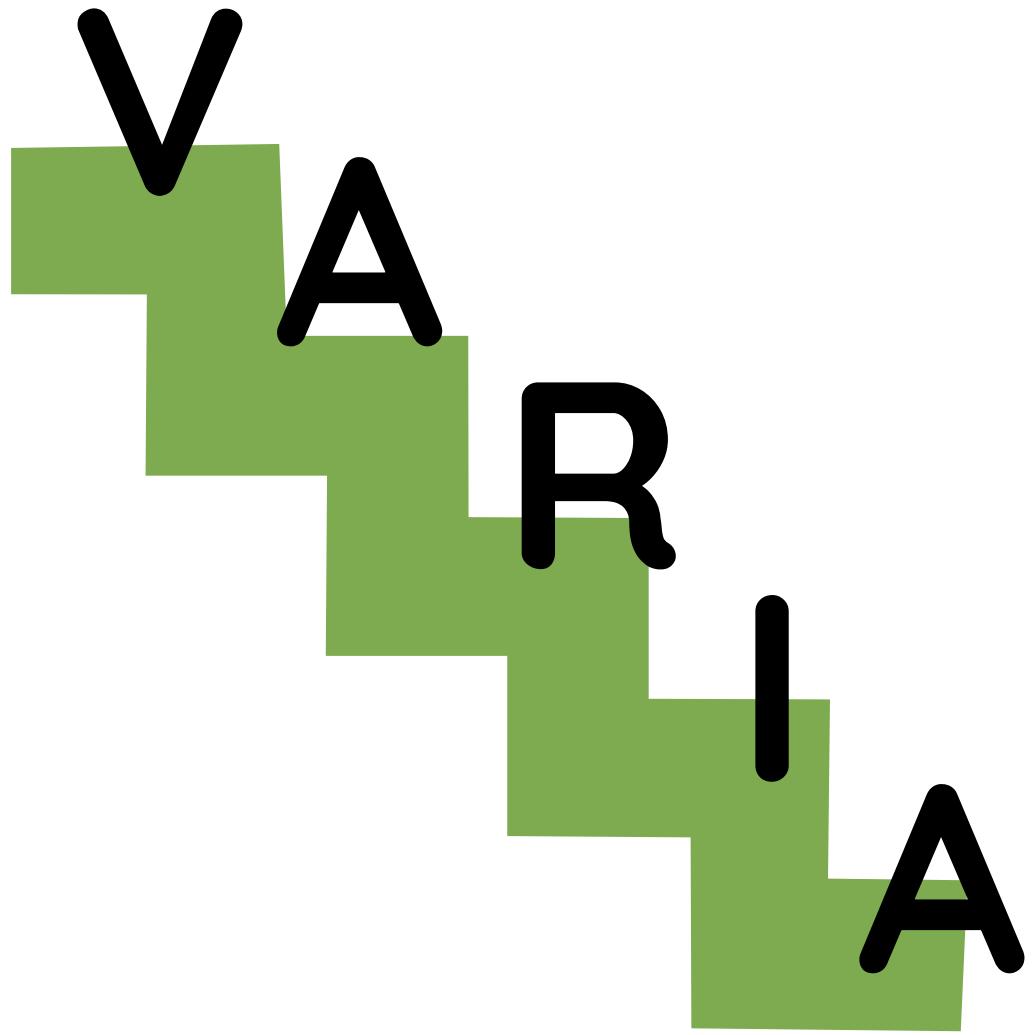
Les méthodes de répression et de résistance en Tunisie au cours des décennies ont différé mais aussi convergé de diverses manières. Dans ce travail nous avons montré leur continuité depuis l'époque coloniale jusqu'au soulèvement de 2011, en raison de la structure héritée du pouvoir colonial, centrée sur la violence d'État et la démarcation géographique dans laquelle ces méthodes sont apparues. Par conséquent, il est possible de conclure que les systèmes coloniaux et capitalistes hérités ont façonné les épisodes contestataires en Tunisie. Cela s'est exprimé du côté des manifestants par l'emploi de techniques de mobilisation des ressources et d'opportunités politiques d'une part, et du côté de la police, par son utilisation de la violence d'État et des technologies répressives pour faire face aux manifestations et aux mouvements contestataires d'autre part. Afin de bien analyser les différentes théories que nous avons utilisées au cours de ce papier, nous nous sommes focalisés sur trois épisodes contentieux importants : la campagne anti-naturalisation de 1932, les émeutes de 2008-2011 et le mouvement de 2017 dans la région d'El-Kamour.

28 *Ibid.*

29 Sami Zemni. "The Tunisian revolution: Neoliberalism, urban contentious politics and the right to the city", p. 76, *op.cit.*

La raison derrière ce choix était de démontrer tout d'abord l'intersection entre les luttes identitaires et les demandes socio-économiques des Tunisiens. En effet, bien que ces événements puissent sembler axés sur certains droits plus que d'autres, ils finissent tous par s'entremêler et forment une accumulation de doléances dans un continuum temporel, contredisant ainsi la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Dans un second temps, l'analyse de ces différents mouvements contribue également à l'explication des démarcations géographiques entre les zones côtières et l'intérieur de la Tunisie. Dans ce sens, comprendre le passé colonial du pays, les dynamiques locales telles que la naturalisation de résidents de certaines régions et pas d'autres, ainsi que la manière dont les mécanismes coloniaux ont façonné la violence étatique, nous permet de mieux situer notre analyse et d'examiner son objet dans une perspective beaucoup plus holistique.

Dans l'ensemble, qu'il s'agisse de la campagne de 1932 contre la naturalisation, du soulèvement de 2011 ou des émeutes d'El-Kamour de 2017, le peuple tunisien n'a jamais hésité à descendre dans la rue, à rédiger des pétitions, à organiser des *sit-in* et des grèves ou à établir des blocus pour exprimer ses griefs. L'élan révolutionnaire qui s'est répandu dans la Tunisie en 2011, apparaît donc moins comme un « moment extraordinaire » qu'une continuité historique.



Les Kataeb et les Forces armées libanaises dans la Thawra

deux partis du système dans un mouvement anti-système



EDGAR VAUQUELIN

Master 2 Dynamiques politiques et mutations des sociétés,
IEP d'Aix-en-Provence

Introduction

Depuis 2019, le Liban traverse une période de turbulences politiques majeures, dans un contexte d'effondrement économique et de détresse sociale croissante. Entre octobre 2019 et mars 2020, le pays a d'abord connu la *Thawra* (« révolution »), mouvement de contestation au cours duquel des centaines de milliers de citoyens ont réclamé le départ de la classe politique au pouvoir depuis trente ans. Puis, en août 2020, dans la foulée de ce soulèvement populaire, le pays a subi la double explosion du port de Beyrouth, qui a fait plus de 200 victimes. En plus du drame, qui avait exacerbé le climat de défiance à l'égard des dirigeants, le pays a connu une période de vacance institutionnelle, avec plusieurs changements de Premier ministre, jusqu'à la formation d'un gouvernement par Najib Mikati, en septembre 2021. En mai 2022, les électeurs libanais désignent enfin un nouveau Parlement, à l'occasion des élections législatives, composé de 13 députés issus des rangs de la contestation.

Si le soulèvement de 2019 a pour origine la détérioration du niveau de vie, il convient également de souligner sa dimension politique, la défiance touchant non seulement les personnalités au pouvoir, mais également le régime institutionnel lui-même. Au-delà des figures politiques indéboulonnables, c'est en effet le système confessionnel qui a été l'objet d'une remise en cause profonde, comme nous le verrons plus bas. Si la *Thawra* revêt donc un caractère anti-système, cette réalité n'a pas empêché les Kataeb et les Forces libanaises, deux partis chrétiens comptant parmi les piliers du régime, de venir grossir les rangs des manifestations. Le rôle de ces deux partis au cours des semaines de révolte, au-delà des critiques qui leur ont été adressées quant à une tentative de récupération, souligne avant tout le clivage qui existe aujourd'hui au Liban entre pourfendeurs et défenseurs du confessionnalisme politique. Ainsi, cet article aura pour objet d'analyser les stratégies respectives des Kataeb et des Forces libanaises, d'abord au cours de la *Thawra*, puis durant les deux années qui l'ont suivie, et de montrer en quoi elles révèlent l'existence d'une nouvelle ligne de fracture politique dans le pays.

Contexte

Le 17 octobre 2019, dans la continuité d'une série de mesures destinées à résorber la dette publique abyssale du Liban, le gouvernement annonce la création d'une taxe sur la messagerie en ligne WhatsApp. Dans un contexte socio-économique alors très tendu, avec un taux de chômage avoisinant les 20 %, et déjà plus de 35 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, cette nouvelle mesure provoque la colère de milliers de Libanais, qui descendent dans les rues du pays le soir même. Si le gouvernement renonce immédiatement à cette taxe, cela n'empêche pas la mobilisation de se poursuivre dès le lendemain. Les manifestations prennent de l'ampleur au cours du week-end, et le dimanche 20 octobre, environ un million de personnes descend dans les rues, une mobilisation d'une ampleur inédite depuis la Révolution du Cèdre de 2005. Dans les semaines et les mois qui suivent, des centaines de milliers de Libanais prennent part à la *Thawra*, s'insurgeant contre la détérioration du niveau de vie, l'incapacité des gouvernants à combattre la

crise économique, l'indigence des services publics, ainsi que la corruption et le clientélisme qui gangrènent le système politico-administratif.

La mobilisation ne faiblira pas après la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre car, au-delà du gouvernement, c'est le système confessionnel qui est mis en cause par les contestataires, dont certains réclament l'abolition. En effet, la *Thawra libanaise* de 2019 s'inscrit dans la continuité du mouvement *Isqât an-nizâm* (« chute du régime ») de 2011 et de la mobilisation de 2015 face au scandale des déchets, au cours desquels de nombreux Libanais avaient déjà exprimé leur défiance vis-à-vis du confessionnalisme politique. Sous ce régime en vigueur depuis l'adoption de la Constitution de 1926, à l'époque du mandat français, la représentation politique des citoyens passe par leur appartenance à l'une des dix-huit communautés religieuses reconnues. Les sièges de députés au Parlement sont ainsi répartis entre les différentes communautés, de même que les principales fonctions au sein du pouvoir exécutif ou de l'administration (présidences de la République et du Conseil des ministres, etc.). Alors que l'accord de Taëf, signé en 1989 afin de mettre fin à la Guerre du Liban, prévoyait une sortie progressive du confessionnalisme¹, les dirigeants libanais n'ont en réalité jamais amorcé de réforme du système. Le *statu quo* a ainsi permis à une douzaine de leaders communautaires et à leurs partis de garder la main sur les institutions politiques depuis trois décennies. Face à cette inertie politique, les protestataires de 2019 reprennent des slogans tels que « Chiites, Sunnites, à bas le confessionnalisme », ou encore « *Ash-sha'b yurid isqât an-nizâm* » (« le peuple veut la chute du régime »).

Positionnement des Kataeb et des Forces libanaises au cours de l'insurrection

Dès le début du mouvement, deux partis politiques chrétiens, les Kataeb (Phalanges libanaises) et les Forces libanaises (FL) décident d'apporter leur soutien aux contestataires. Sur une scène politique libanaise divisée depuis 2005 entre la coalition pro-iranienne du 8 Mars et la coalition dite « souverainiste » du 14 Mars², Kataeb et FL ont longtemps été alliés au sein du 14 Mars. Les deux partis s'éloignent en 2016 lorsque Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre (COL), parti à dominante chrétienne allié du Hezbollah³ au sein du 8 Mars, parvient à obtenir un rapprochement entre des partis issus des deux coalitions, ce « compromis présidentiel » lui permettant d'être élu président de la République et de nommer Saad Hariri, son ancien adversaire, à la tête d'un gouvernement de coalition. Contrairement aux Forces libanaises, qui participent au consensus autour de Aoun,

1 Dalla Sam, « La constitutionnalisation du confessionnalisme. "De l'exemple libanais" », *Revue française de droit constitutionnel*, 2015/3 (N° 103), p. 1-25.

2 Les noms des deux coalitions correspondent aux dates des manifestations qui ont rassemblé leurs partisans respectifs en 2005.

3 Mouvement islamiste chiite d'inspiration khomeyniste fondé en 1982, proche de la République islamique d'Iran. Constitué d'une branche politique et d'une puissante organisation paramilitaire, il est la composante principale du 8 Mars.

les Kataeb rejettent ce compromis, et ne participent depuis à aucun gouvernement. Par ailleurs, lors de la crise des déchets de 2015-2016⁴, les Kataeb avaient tenu des positions ambivalentes, en participant aux manifestations alors même que le parti comptait trois ministres au sein du gouvernement de Tammam Salam, dont ils ne démissionneront qu'en juin 2016. Élu président des Kataeb en 2015, le jeune Samy Gemayel se veut depuis le chantre du renouveau du parti. La prise de distance vis-à-vis des autres partis historiques s'inscrit donc dans cette stratégie. Les Kataeb tentent également de capitaliser sur leur participation à la mobilisation de 2015-2016, au cours de laquelle ils ont pu nouer des liens avec des groupes écologistes et des organisations de la société civile, pour tenter de redorer leur image. Ainsi, depuis cette période, Gemayel n'hésite pas à présenter son parti comme une force d'opposition. Cette stratégie conduit cependant à la marginalisation des Kataeb sur l'échiquier politique, d'autant qu'après les législatives de 2018, le parti ne compte plus que trois députés.

Après les trois années qu'ils viennent de passer dans l'opposition, les Kataeb voient en la révolte du 17 octobre 2019 une opportunité de sortir de leur isolement. Ainsi, dès les premières heures du soulèvement, Gemayel appelle les Libanais à se joindre aux manifestations, « avec des drapeaux libanais, sans signes partisans⁵ ». Du point de vue des phalangistes, ce soutien aux protestataires n'est que la continuité logique de leur opposition au mandat de Michel Aoun, depuis l'élection de ce dernier. Suivant la consigne de Gemayel, visant à prévenir toute accusation concernant une tentative de récupération du mouvement par son parti, les partisans Kataeb viennent donc grossir les rangs des manifestants le drapeau libanais à la main, s'abstenant d'arborer tout signe distinctif de leur parti ou d'entonner ses slogans⁶.

De leur côté, les Forces libanaises, représentées au sein du gouvernement Hariri par quatre ministres⁷, se trouvent au pied du mur au début de la *Thawra*. Afin de ne pas être associé à un gouvernement conspué par la rue, le leader du parti, Samir Geagea, annonce dès le troisième jour du soulèvement la démission des ministres affiliés aux FL⁸. La veille, Geagea avait déjà appelé ses partisans à se joindre aux manifestants, insistant comme son homologue du parti Kataeb sur l'importance de ne pas arborer de symboles liés aux FL : « J'appelle tous les partisans et sympathisants des FL à participer aux mouvements populaires, dans la logique et l'atmosphère de ces mouvements, sans slogans ou drapeaux partisans⁹ ». La

4 À partir d'août 2015, l'échec du gouvernement à assurer le traitement des ordures de Beyrouth provoque une série de manifestations dénonçant les dysfonctionnements de l'État libanais.

5 « Gemayel appelle les Libanais à manifester », *L'Orient-Le Jour*, 18 octobre 2019, [\[URL\]](#).

6 Caroline Hayek, « Dans le centre-ville de Beyrouth, la communion de tous les Liban », *L'Orient-Le Jour*, 26 octobre 2019, [\[URL\]](#).

7 Ghassan Hasbani (Vice-président du Conseil), Camille Abousleiman (ministre du Travail), Richard Kouyoumjian (ministre d'État pour les Affaires sociales) et May Chidiac (ministre d'État pour le Développement administratif).

8 « Geagea annonce que les ministres FL vont démissionner du gouvernement », *L'Orient-Le Jour*, 19 octobre 2019, [\[URL\]](#).

9 « Geagea appelle à son tour ses partisans à participer au mouvement de colère », *L'Orient-Le Jour*, 18 octobre 2019, [\[URL\]](#).

réaction de la direction des Forces libanaises, dès le début de la révolte, répond non seulement à une volonté de préserver l'image du parti, mais également à son aspiration d'être en phase avec sa base militante. En effet, les FL recueillent une large partie de leurs soutiens parmi les chrétiens issus des milieux populaires, qui étaient parmi les premiers à descendre dans la rue.

Les deux partis chrétiens réagissent donc à l'embrasement de la rue libanaise selon des logiques et des intérêts assez différents. Alors que la posture d'opposants adoptée par les Kataeb au cours des années précédentes leur laisse espérer la possibilité de surfer sur la vague du soulèvement, les Forces libanaises se retrouvent au contraire dans une situation inconfortable, et leur choix de quitter le gouvernement pour soutenir la révolte est avant tout dicté par le pragmatisme. Le Courant Patriotique Libre (CPL) de Michel Aoun, jusqu'alors premier parti au sein de l'électorat chrétien, se retrouve particulièrement raillé par les manifestants. Les Kataeb et les FL profitent donc du contexte pour tenter d'affaiblir leur principal rival. À l'image du célèbre slogan *Killoun yanni killoun* (« Tous, c'est tous »), la *Thawra* se caractérise toutefois par le rejet de l'ensemble de la vieille classe politique et de ses partis, et c'est ce qui explique la discrétion réclamée par Gemayel et Geagea à leurs partisans concernant leur appartenance politique. Ainsi, en octobre et novembre 2019, période culminante du soulèvement, les militants des Kataeb et des FL prennent part de manière active à la *Thawra*, en participant aux manifestations et au blocage des routes, notamment dans les zones chrétiennes au nord de Beyrouth. Samy Gemayel et Samir Geagea font par ailleurs écho aux revendications de la rue, en demandant la constitution d'un gouvernement de technocrates indépendants des partis politiques.

Ambivalence du positionnement des deux partis

Si les Kataeb et les Forces libanaises ont été largement impliquées dans la *Thawra*, leur rapport au confessionnalisme politique les éloigne pourtant des aspirations d'une large partie des contestataires. En effet, alors que la sortie du système confessionnel comptait parmi les principales revendications exprimées au cours du soulèvement, les deux partis défendent au contraire le maintien de ce régime politique. Cette vision conservatrice les oppose également aux forces politiques laïques, qui étaient au cœur du mouvement de contestation. En effet, à la suite de la crise des déchets de 2015-2016, plusieurs organisations politiques avaient vu le jour, rassemblant des personnalités issues de la société civile, désireuses d'offrir aux Libanais une alternative face aux partis traditionnels. Ces partis, dont Beirut Madinati, Citoyens et citoyennes dans un État, Sabaa ou encore le Bloc national, inscrivent donc leur action au cours de la *Thawra* dans un agenda politique devant mener à la sortie du confessionnalisme. Par ailleurs, alors que ces nouveaux partis souhaitent dépasser les clivages traditionnels qui opposent au Liban les partis alignés sur l'axe iranien à ceux plus proches des Occidentaux, les Forces libanaises comme les Kataeb gardent comme priorité absolue la lutte contre l'ingérence iranienne et le désarmement du Hezbollah.

À partir de décembre 2019, la *Thawra* connaît un essoufflement. En janvier 2020, un nouveau gouvernement est formé, dirigé par le Premier ministre Hassan Diab et

parrainé par les principaux partis de l'alliance du 8 Mars, malgré la désapprobation de la rue, qui réclamait la nomination de personnalités indépendantes. Le confinement imposé en mars 2020 mettra finalement un terme aux manifestations devenues sporadiques.

Grand écart politique ou retour aux clivages classiques

Alors que les contestataires tentaient au printemps de relancer le mouvement, l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 plongeait encore davantage le Liban dans la crise, ce qui a acculé le gouvernement à démissionner le 10 août. Dès les premiers jours après le drame, le président français Emmanuel Macron lançait une initiative diplomatique afin de pousser les dirigeants libanais à mener des réformes structurelles. Le 6 août, puis le 1er septembre, Macron, en visite au Liban, a tenu deux réunions à la Résidence des Pins, en présence des leaders des principaux partis traditionnels libanais. La volonté affichée jusqu'ici par Gemayel de se démarquer des dinosaures de la politique libanaise ne l'a pas empêché de siéger à leurs côtés¹⁰ au cours de ces deux réunions¹¹. Sept mois plus tard, le ministre français des Affaires étrangères effectuait à son tour une visite au Liban. Face à l'inertie de la classe politique libanaise et aux critiques estimant que l'initiative française d'août-septembre 2020 avait renfloué la vieille garde politique, le chef de la diplomatie française a décidé cette fois-ci de s'entretenir avec des représentants de partis alternatifs, notamment Beirut Madinati, Taqqadom ou le Bloc national. Or, il est à noter que les Kataeb étaient également représentées autour de la table¹². Ainsi, l'initiative diplomatique française semble révéler l'ambivalence du positionnement politique des Kataeb, capables de siéger à la fois avec les vieux partis confessionnels comme avec les partis alternatifs issus de la contestation.

Si, après la *Thawra* et l'explosion du port de Beyrouth, Samy Gemayel continue d'adopter un discours présentant son parti comme une composante à part entière de l'opposition, en rupture avec la vieille classe politique, les FL de Samir Geagea, passés les mois de révolte, reviennent rapidement à leurs positionnements politiques habituels. Les Forces libanaises reviennent ainsi aux postures souverainistes classiques des partis du 14 Mars, rappelant leur volonté de lutter contre l'influence iranienne et de désarmer le Hezbollah. À l'approche des élections législatives de 2022, les FL ont ainsi cultivé leur image de premiers opposants au parti chiite, allant jusqu'à l'affrontement armé avec lui, le 14 octobre 2021 à Beyrouth¹³. Le scrutin tenu

10 Anthony Samrani, « Dans les coulisses de l'initiative française : Emmanuel Macron au secours du Liban (I/II) », *L'Orient-Le Jour*, 28 octobre 2020, [\[URL\]](#).

11 Anthony Samrani avec Antoine Ajoury, « II. Emmanuel Macron dans les méandres de la politique libanaise », *L'Orient-Le Jour*, 29 octobre 2020, [\[URL\]](#).

12 Anthony Samrani, « Forces et faiblesses du plan B français », *L'Orient-Le Jour*, 8 mai 2021, [\[URL\]](#).

13 Au cours d'une manifestation organisée par les partis chiites Amal et Hezbollah, des échanges de tirs entre des partisans de ces derniers et des individus vraisemblablement

au mois de mai 2022 a donc permis aux FL, alliées du Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joumblatt, de reproduire le schéma politique classique depuis 2005, à savoir l'opposition 8 Mars-14 Mars. Pour les Kataeb, ces élections ont été l'occasion de tester leur crédibilité en tant que parti d'opposition. À ce titre, il est intéressant de noter que le statut du parti phalangiste a été, au cours de la campagne, une source de désaccords entre les différents partis de la contestation. Ces derniers se sont présentés en ordre dispersé, ne parvenant pas à monter de listes communes dans la plupart des circonscriptions. Parmi les sujets de désaccord, il apparaît que si certains partis alternatifs étaient favorables à l'inclusion des Kataeb sur des listes communes, d'autres y étaient au contraire opposés¹⁴. Cet état de fait met en lumière la difficulté pour les Kataeb, l'un des plus vieux partis confessionnels, à acquérir la confiance de nouveaux acteurs politiques souhaitant dépasser les clivages traditionnels.

Conclusion

Le positionnement des Kataeb et des Forces libanaises au cours de la *Thawra* libanaise de 2019-2020 illustre l'émergence de nouveaux clivages politiques au Liban. Si les deux partis chrétiens ont contribué au succès de la mobilisation dans leurs zones d'influence, leur action au cours du mouvement s'inscrit dans le cadre des luttes qui les opposent aux autres partis confessionnels, et non dans la perspective d'une réforme du système institutionnel. Alors que le clivage 8 Mars-14 Mars constituait depuis 2005 le centre de gravité de la vie politique nationale - qui se résumait ainsi à un affrontement entre partis traditionnels - le soulèvement d'octobre 2019 a mis en évidence la fracture qui existe désormais entre les forces politiques laïques favorables à la sortie du confessionnalisme, et les partis traditionnels attachés à ce mode de gouvernance, qui leur permet de monopoliser les espaces de pouvoir. Depuis 2020, les Forces libanaises sont revenues à un positionnement politique classique, se traduisant par un discours vertement hostile au Hezbollah. Si les Kataeb ont également pour principale ligne directrice l'opposition au parti pro-iranien, leur stratégie politique consiste désormais à se faire reconnaître comme un parti d'opposition, qui serait légitime pour incarner une alternative face aux partis historiques. Samy Gemayel, qui cherche pour le moment à être accepté comme partenaire par les nouvelles forces contestataires, rêve sans doute d'obtenir à terme un leadership sur ces dernières, afin de redonner à son parti le poids politique qui lui fait défaut. Cette ambition pourrait rapidement s'avérer incompatible avec l'agenda de ces acteurs, venus en politique pour porter un projet bien différent de celui du vieux parti maronite.

proches des FL avaient fait plusieurs morts.

14 Jeannine Jalkh, « Une pléthore de listes consacre l'éclatement de l'opposition », *L'Orient-Le Jour*, 5 avril 2022, [\[URL\]](#)

L'armée en Égypte : dissuasion ou union ?

BENOÎT BERTRAN DE BALANDA

Master 1 Méditerranée et Moyen-Orient,
Sciences Po Grenoble

Le 25 janvier dernier, l'Égypte a fêté le 12^e anniversaire de sa révolution. « Fêter » est un bien grand mot, puisque ce jour-là on célébrait aussi « la journée de la Police ». Journée bien paradoxale que celle-ci : le pouvoir célèbre l'instrument qui lui a permis de tuer dans l'œuf ce que célèbre le peuple. Ce 25 janvier, chacun vaque à ses occupations en se demandant si un petit groupe d'audacieux, ou de téméraires, ne va pas se lancer dans une protestation de grande échelle. Chacun se hasarde à passer par la place Tahrir, haut lieu de la Révolution de 2011, pour humer l'ambiance, misant sur le courage de l'autre, comme si de rien n'était. La police, de son côté, se déploie en multipliant par deux ou par trois ses effectifs sur ce lieu qu'elle craint avant toute chose. Les policiers, inhabituellement stationnés par dizaines à chaque carrefour bordant la place, font eux aussi comme si de rien n'était. Ils sont pourtant armés jusqu'aux dents. Ce 25 janvier révèle aux yeux de tous la schizophrénie qui règne dans ce pays. Il y a ceux qui s'apprêtent à crier « pain, liberté, justice sociale » au premier mouvement de foule, se remémorant les vieux slogans d'il y a 12 ans, ceux qui sont prêts à lancer ces mouvements de foule et enfin les policiers, par dizaines, qui sont prêts à faire ce qu'on leur demande : empêcher ces manifestations spontanées. Une fête est censée construire la nation, mais celle-ci la fragmente. Pourquoi ?

Depuis l'indépendance, l'armée a joué un rôle prépondérant dans la vie économique et politique égyptienne. Cette influence a crû durant l'ère Moubarak. L'armée s'est alors taillé une place dans la politique égyptienne : elle sera la troisième force. Dans un pays où le régime autoritaire cherche à contraindre plutôt qu'à unifier, l'armée se pose en médiateuse entre la population et le gouvernement. Ainsi, elle soutient tantôt l'un, tantôt l'autre, mais cherche toujours à s'assurer le soutien des deux, pour servir ses intérêts.

1981-2000 : l'armée au service de Moubarak

Le 6 octobre 1981, Anouar el-Sadate, président de l'Égypte, est assassiné par une organisation jihadiste dissidente des Frères musulmans. Six jours plus tard, Hosni Moubarak, alors vice-président de Sadate, est élu au poste de président de la République lors d'élections anticipées. Il sera réélu jusqu'en 2011. L'armée jouera un rôle important dans sa pratique du pouvoir. Après un retrait organisé sous la présidence Sadate, elle revient en force avec le régime de Moubarak. Elle devient un véritable empire économique, avec à sa tête un président qui octroie des avantages non négligeables aux officiers à travers son ministre de la Défense Abd al-Halim Abu Ghazala.

L'armée va donc servir le régime de Moubarak. Elle déjoue ainsi deux tentatives d'assassinat islamiste contre lui. Le maréchal Tantawi, ministre de la Défense à partir de 1993, se voit confier la mission fondamentale de purger le corps des officiers de toute présence islamiste ou jihadiste. Le recrutement des Frères musulmans dans l'armée devient de plus en plus compliqué. Tantawi s'acquitte parfaitement de

cette mission. Cette alliance de l'armée avec Moubarak permet à celui-ci de mettre en place un régime autoritaire. Ses scores aux élections de 1987, 1993 et 1999 sont éloquents : ils sont souvent au-dessus de 80 %. Cependant, il n'y a pas d'autres candidats crédibles, l'État d'urgence est constant et un parti unique domine la vie politique égyptienne. Le soutien populaire qu'il avait réussi à réunir au début de son régime s'étiole petit à petit. Il se voit obligé de s'en remettre de plus en plus à l'armée pour gouverner. En 1986, il fait appel à l'armée pour mater une révolte de conscrits. Le ministre de la Défense de l'époque Abu Ghazala refuse de prendre le pouvoir, ce qui était pourtant largement réalisable. Il apparaît alors évident aux yeux de tous que Moubarak est le débiteur de l'armée. Par la suite, il rétablira l'équilibre en limogeant son ministre de la Défense, mais cet épisode est davantage révélateur du rôle que joue l'armée durant cette période. Toute tentative de révolte apparaît dès lors impossible sans l'armée.

2000-2013 : l'armée, alliée du peuple

À partir des années 2000, les régimes autoritaires du Moyen-Orient entrent dans une spirale infernale¹ : la situation économique entraîne des mouvements sociaux. Les régimes politiques se durcissent pour y répondre, et les mouvements sociaux montent en puissance, donc les régimes accentuent leur répression, et ainsi de suite. L'Égypte ne fait pas exception. À partir de ces années de mouvements sociaux, ce mécontentement général se manifeste par la prolifération. Entre 2004 et 2011, plus de 1,7 million d'Égyptiens ont protesté sur leur lieu de travail (grèves, *sit-in*, etc.)², tout cela dans des secteurs très variés de l'économie. Des mouvements sont créés : Kifaya (« ça suffit ! ») en 2004 ou le Mouvement de la jeunesse du 6-Avril en 2008. L'armée n'échappe pas à ce mécontentement généralisé. Moubarak fait une succession de choix qui lui attirent les foudres de l'armée. À partir de 2003, il comprend qu'il doit organiser sa succession, craignant un régime militaire, il pousse son fils Gamal pour lui succéder. Cependant, celui-ci n'a jamais fait partie de l'armée, ce qui explique pourquoi il est désapprouvé par les généraux. De plus, la répression violente des mouvements sociaux par Moubarak ne plaît pas à l'armée qui soignait sa réputation auprès du peuple. Enfin, en 2007, décision est prise d'organiser des élections en 2011 pour régler la succession de Hosni Moubarak en faveur de Gamal. L'armée en est exclue. Ainsi, petit à petit, l'armée se retrouve écartée du pouvoir et se rapproche du peuple. Tout est prêt pour réaliser la réunion du peuple et de l'armée par l'éviction de Moubarak.

En 2011, tous les ingrédients sont réunis pour réaliser l'impensable : la chute d'un régime réputé parmi les plus solides de la région. L'armée est prête à tout faire pour éviter que Gamal Moubarak ne succède pas à son père, et le peuple

¹ Marie Duboc, « la contestation sociale en Égypte depuis 2004 », in : *Revue Tiers-Monde*, Armand Colin, 2011/5 (HS), pp. 95-115, [[URL](#)]

² *Ibid.*

plie sous le poids toujours plus grand de la répression et d'une situation économique terne. Galvanisés par l'expérience tunisienne, les Égyptiens descendent dans la rue le 25 janvier, jour de la fête de la Police. Ils demandent rapidement la chute de Hosni Moubarak. L'armée se joint assez vite aux manifestants : le 30 janvier, cinq jours après le début des manifestations, le maréchal Tantawi, ministre de la Défense, est aperçu dans les manifestations. Les manifestants scandent « le peuple et l'armée ne font qu'un ». L'armée se rallie donc aux manifestants. Ce ralliement n'est pas total, il a fait l'objet d'après discussions en haut lieu. En tout cas, si les généraux ne souhaitaient pas forcément la chute de Moubarak au début de la révolution, ils en prennent finalement le parti. Très rapidement, l'armée apparaît comme la seule force stable du pays, la police s'étant effondrée. L'armée maintient l'ordre, et s'occupe des dossiers urgents. Ainsi, dès le 11 février, jour de la démission de Moubarak, le Conseil suprême des Forces armées (CSFA) annonce assurer la transition en attendant de lancer une transition démocratique. Il organise la rédaction d'une nouvelle Constitution qui sera soumise à un référendum. Sans le soutien de l'armée, il est peu probable que les manifestations aient pu aboutir à la renonciation au pouvoir de Moubarak. C'est cette alliance qui a été déterminante dans les dix-huit premiers jours de révolte. En février 2011, l'armée ne fait plus qu'un avec le peuple, et ce après avoir entretenu la dualité entre celui-ci et le pouvoir. Mais cela ne durera pas longtemps.

À la suite de la démission de Moubarak, le CSFA annonce le lancement d'un processus démocratique. Dans ce processus, l'armée devient l'alliée conjoncturelle des Frères musulmans. En effet, l'armée au pouvoir cherche à établir un gouvernement civil. Elle a bien conscience qu'en restant au pouvoir, la méfiance du peuple à son égard ne peut que croître. Des manifestations reprennent d'ailleurs dès octobre 2011 au Caire. Or, l'armée veut continuer à jouer ce rôle de balancier entre le régime et le peuple, se liant tantôt à l'un tantôt à l'autre au gré des circonstances, pour assurer ses intérêts. L'organisation politique la plus importante est celle des Frères musulmans. Ceux-ci sont très bien placés pour gagner les futures élections législatives, ils sont la seule formation politique organisée après plusieurs dizaines d'années d'existence souterraine. Les Frères ont donc tout intérêt à laisser l'armée organiser ces élections, d'autant qu'elle a promis qu'elles seraient libres. Ainsi, le 30 juin, Mohammed Morsi devient président de la République arabe d'Égypte.

L'armée a su jouer des alliances, avec le régime ou les manifestants pour faire progresser ses intérêts. Cependant, la démocratie, qui devait lui conserver son influence n'aura pas l'effet escompté. Elle va devoir réagir à un régime qui veut la circonscrire à son rôle originel : celui d'une simple force au service du pouvoir.

Le soutien à un pouvoir autoritaire (depuis 2013)

La présidence Morsi va être l'occasion pour l'armée de redorer son blason après les « bavures » de la fin 2011 (massacre de Maspero et répression de manifestations en novembre 2011). Dès 2013, la contestation contre le régime de Morsi enfle. Il n'avait été élu qu'avec une faible majorité (51 % des voix) dont beaucoup de votes utiles, dûs au fait que l'opposant, au second tour, était un ancien cador du régime de Moubarak lié à l'armée. Entre 2011 et 2013, l'armée change de stratégie et se rallie progressivement aux manifestants, alors qu'elle avait apporté, comme on l'a vu, son premier soutien à Morsi. Des manifestations éclatent donc début 2013 pour protester contre la tournure autoritaire que prend le régime. L'armée coopère avec les manifestants : les officiers vont jusqu'à organiser des tournois de football à Ismaïlia³. Cela lui permet de ne pas être associé au régime de Morsi, qui est de plus en plus décrié. Sa réputation est sauve : les officiers sont acclamés comme des héros dans les rues de Port-Saïd.

L'armée se décide à jouer à nouveau la carte de la médiation : une semaine avant l'anniversaire d'accession de Morsi à la présidence, Al-Sissi, alors ministre de la Défense annonce que l'armée est prête à agir pour éviter le chaos tandis que les manifestations se multiplient. Encore une fois, l'armée joue ce rôle de troisième force. Le 30 juin, des manifestations rassemblent plusieurs millions de personnes pour réclamer le départ de Morsi. L'armée, fidèle à ses annonces par la

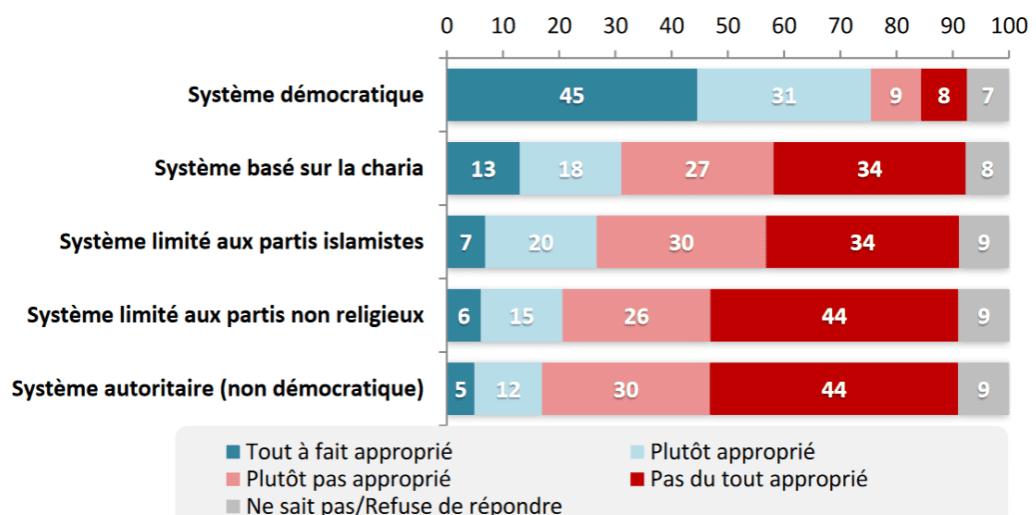


Figure 1 : Nature du système politique

³ Salma Shukrallah, « Suez Canal residents defy President Morsi's curfew », *Ahram Online*, 29 janvier 2013, [URL].

personne d'Al-Sissi, donne un délai de 48 heures à Morsi pour répondre aux revendications des manifestants. Celui-ci le refuse, il est déposé le 3 juillet. L'armée justifie cela démocratiquement : elle répond aux millions de personnes qui manifestaient.

L'armée reprend ainsi le pouvoir qu'elle avait perdu. En effet, Morsi depuis son accession au pouvoir réduisait le rôle de l'armée. Le 12 août 2012, il mettait à la retraite le ministre de la Défense Tantawi et le chef d'Etat Major, et il récupérait les pouvoirs que le CSFA avait réservés à l'armée. Le message était clair : le pouvoir revient aux civils. De plus, la politique de rapprochement — réelle ou supposée — de Morsi avec le Hamas inquiétait de plus en plus les militaires.

Finalement, l'armée a fait le jeu du peuple, toujours pour conserver ses intérêts. Ceux-ci étaient en effet menacés par Morsi et les Frères musulmans. En invoquant des prétextes démocratiques, l'armée provoque la chute du régime et installe Al-Sissi à la tête du nouveau régime. Comme en 2011, c'est la grande alliance du peuple et de l'armée qui a su venir à bout du régime de Morsi. Et comme en 2011, c'est l'armée qui va négocier la succession du pouvoir. Cependant, elle ne va pas commettre la même erreur qu'en 2011 : elle ne va pas laisser le processus démocratique se dérouler normalement. Elle va manœuvrer pour que son candidat, Abd el-Fattah al-Sissi, soit élu.

Le régime imposé par Al-Sissi marque la fin de l'alliance entre les manifestants et l'armée. On observe un retour évident à un régime autoritaire soutenu par l'armée, et donc à une dualité entre la population et l'armée. Le massacre de Rabaa du 14 août 2013 est la première manifestation autoritaire d'Al-Sissi⁴ : entre 600 et 1 000 partisans pro-Morsi sont tués au motif qu'ils détenaient des armes, ce qui s'est avéré faux. L'armée, qui avait toujours refusé de participer à des massacres de cette ampleur, en a cette fois-ci été l'auteur. En novembre 2013, Sissi fait interdire les manifestations et étend la juridiction des tribunaux militaires. Il n'est toujours pas élu président, mais il dirige autoritairement le pays, de fait. Il présente sa candidature en février 2014 et est élu le 6 juin avec 96 % des voix (la participation est estimée à 42 %). Depuis la chute de Morsi au 24 mars 2013, on estime que plus de 16 000 personnes ont été arrêtées⁵. L'armée bénéficie aujourd'hui d'un contrôle sans précédent sur la vie économique et politique du pays. Elle maintient l'existence d'une menace militaire extérieure pour légitimer son action et son influence. Le terrorisme au Sinaï ou à la frontière libyenne n'est d'ailleurs qu'un prétexte pour que l'armée étende son influence.

Ainsi, l'armée, sous le régime d'Al-Sissi, a cessé tout lien avec le peuple. Elle soutient un régime autoritaire alors que le peuple désire un régime démocratique. En 2018, 75 % des habitants du Monde arabe estimaient que la démocratie était

4 Pour plus d'information sur le massacre de Rabaa : « Égypte : Le massacre de Rabaa et d'autres tueries constituent probablement des crimes contre l'humanité », *Human Rights Watch*, 12 août 2014, [[URL](#)].

5 Michele Dunne, Scott Williamson, "Egypt's unprecedented instability by the numbers", *Carnegie Endowment for International Peace*, 24 mars 2014, [[URL](#)].

le système politique approprié (voir figure 1)⁶ et 80 % des Égyptiens avaient une opinion positive ou très positive des soulèvements de 2011 (voir figure 2)⁷, dont l'une des revendications principales était la fin d'un régime autoritaire.

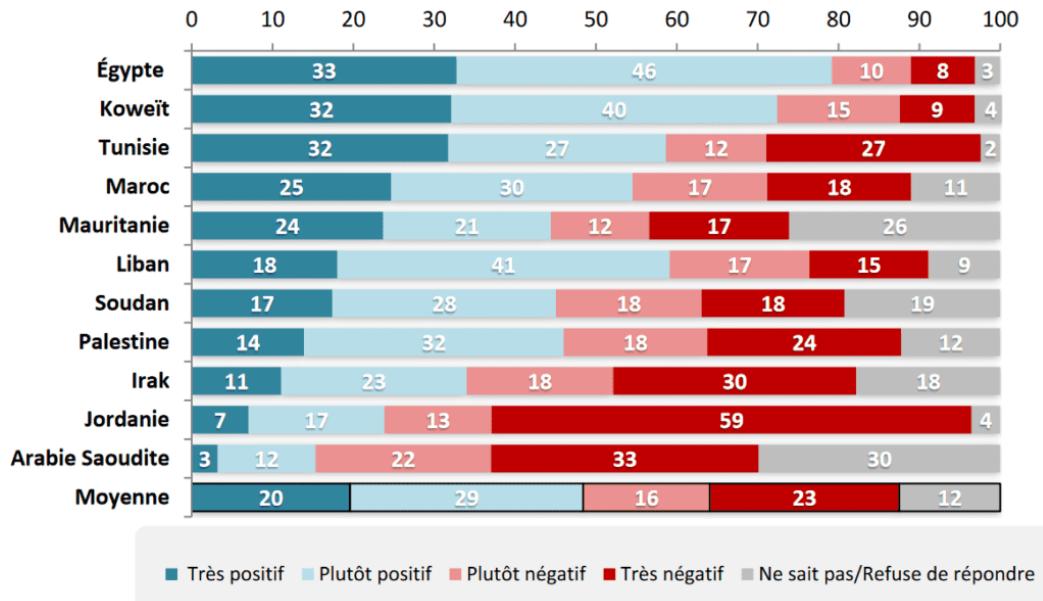


Figure 2 : Appréciation des soulèvements de 2011

Conclusion

L'armée a joué tour à tour des rôles différents pour trouver son compte : elle s'allie au pouvoir pour contraindre la population, brisant par là l'unité des Égyptiens en séparant durablement le régime de sa population. C'est ce qu'il s'est passé jusqu'aux années 2000. Elle s'allie à la population pour faire tomber le gouvernement et devient le porte-parole du peuple égyptien et lui permet de renouer avec son gouvernement. Elle est alors le garant de l'unité retrouvée. La révolution de 2011 est la meilleure manifestation de cela. Elle joue également de cette unité pour renverser Morsi et prendre sa place lorsque celui-ci menace ses intérêts. Cependant le gouvernement qu'elle met en place retombe, grâce à l'armée dans la dualité avec le peuple. L'armée n'agit qu'en fonction d'elle. Elle fait ou défait l'unité du régime avec sa population selon ses intérêts. Les scènes de la place Tahrir du 25 janvier sont limpides : pour l'instant, l'armée soutient le pouvoir en place contre la population. Mais, depuis 2011, celle-ci n'est plus dupe, elle sait qu'il est possible de faire tomber un dirigeant autoritaire, elle se prend parfois à l'espérer.

6 Arab Center for Research and Policy Studies (ACRPS).

7 Ibid.

Cinéma et politique

Le regard de réalisateurs étrangers sur la Palestine



DAVID AMOROS

Master 1 Affaires internationales et relations internationales contemporaines,
IEP de Lyon ; Master 1 Histoire du monde, histoire des mondes, EHESS.

Introduction

En 2020, la France découvre sur ses écrans un long-métrage réalisé par Vacarmes Films, un collectif de réalisateurs de films documentaires engagé en faveur de la lutte contre toutes les formes de domination. Il s'agit du film *Fedayin¹, le combat de Georges Abdallah*, qui retrace le parcours de ce communiste libanais et combattant pour la Palestine devenu l'un des plus anciens prisonniers politiques d'Europe. Ce long-métrage a pour mérite de nous rappeler que les revendications politiques palestiniennes sont aussi portées sur le grand écran par des réalisateurs étrangers qui se saisissent de cette cause dans le cadre de leurs projets artistiques. Constituant certes une minorité face à la production d'un cinéma palestinien en pleine mutation, le regard que portent les réalisations étrangères sur la société palestinienne n'en reste pas moins intéressant à analyser.

Le cinéma palestinien, entendu comme la réalisation de films par des Palestiniens, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Depuis plus d'une quarantaine d'années, ce dernier est devenu un véritable objet d'étude pour de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales. Contrairement à d'autres formes d'expression, le cinéma a cette particularité de convoquer et d'interroger également la mémoire et les aspirations de la société palestinienne, comme le montrent les études de Laure Fourest sur l'usage des images d'archives dans les fictions palestiniennes² ou encore la thèse de Sabine Salhab³ qui analyse l'émergence d'un nouveau cinéma palestinien. Le septième art découle donc d'évolutions historiques, sociales, esthétiques et économiques. Ces différents travaux ont pour point commun de distinguer plusieurs phases du cinéma palestinien qui correspondent aux « bouleversements politiques [ainsi qu'aux] conditions de production et de réception⁴ ». Ainsi, trois grandes séquences peuvent être distinguées : le cinéma révolutionnaire de 1967 à 1980⁵, le cinéma du quotidien de 1980 à 1999⁶ et le « nouveau » cinéma palestinien à partir des années 2000⁷.

1 Le *fedayin* est un combattant palestinien engagé dans des opérations de guérilla.

2 Laure Fourest, « Un cinéma palestinien en mal d'archive », in : *Ateliers d'anthropologie*, 36 | 2012 [[URL](#)].

3 Sabine Salhab, *Vers de nouveaux cinémas israélo-palestiniens : convergences esthétiques et repositionnements idéologiques (1980-2010)*, Thèse de doctorat en Arts et Sciences de l'art à Paris 1, sous la dir. de Daniel Serceau, soutenue en 2011.

4 Sabine Salhab, « Introduction historique », in : *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 106, n° 2, 2012, pp. 9-24.

5 Cette période est caractérisée par un nouvel échec militaire des pays arabes face à Israël (Naksa) avec pour conséquence la disparition temporaire de la Palestine, l'exil de 300 000 Palestinien.ne.s et la fin de « la période du silence » (G. Khleifi).

6 Cette deuxième phase commence suite à l'opération Paix en Galilée au Liban par Israël en 1982 qui eut comme conséquence l'installation du quartier général de l'OLP à Tunis.

7 La troisième phase est caractérisée par la mise en place de l'Autorité palestinienne qui reconnaît l'existence d'Israël et, par conséquent, l'abandon de la revendication d'une Palestine historique, provoquant un questionnement sur la persistance de la poursuite de la lutte.

Mais, pour la plupart, ces travaux se concentrent sur des réalisateurs palestiniens (vivant en Palestine ou en diaspora). L'analyse de films sur la Palestine réalisés par des étrangers reste à la marge de ce champ d'étude. Derrière, il y a souvent l'idée que la parole d'un étranger ne serait pas pertinente pour exposer les revendications palestiniennes. Pourtant, à l'instar du film de *Fedayin* cité précédemment, de nombreux films non-palestiniens se saisissent de cette question et documentent sous différents angles l'injustice qui frappe les Palestiniens.

Ainsi, il nous semble que les films réalisés par des « étrangers » devraient constituer un objet d'étude en soi susceptible d'apporter un regard décentré sur la question du cinéma en tant qu'outil d'expression de causes politiques. L'enjeu n'est alors pas seulement de saisir le point de vue de ces réalisateurs vis-à-vis de la cause palestinienne, mais aussi d'analyser les usages cinématographiques de la Palestine dans leurs logiques instrumentales. Dès lors, comment cette question transparaît-elle dans le cinéma étranger et dans quelle mesure la Palestine est-elle détournée pour servir d'autres causes ?

À partir d'un échantillon de plusieurs films, nous verrons que le cinéma étranger a évolué de façon analogue au cinéma local. À l'instar du cinéma palestinien, ces réalisations étrangères s'inscrivent dans différentes séquences qui se sont transformées au fil des évènements ayant marqué l'évolution du mouvement de lutte palestinienne. Nous montrerons d'abord comment la période révolutionnaire a été particulièrement nourrie par le cinéma japonais. Nous verrons ensuite en quoi les réalisateurs norvégiens se sont particulièrement attelés à documenter le difficile quotidien des Palestiniens. Enfin, nous verrons comment un réalisateur israélien se saisit des nouvelles revendications palestiniennes, caractéristiques de la troisième phase du cinéma palestinien.

Conscient du fait que le positionnement du réalisateur impacte nécessairement l'art qu'il produit, cet article propose un regard critique sur la façon dont les réalisateurs étrangers se sont fait les porte-voix des revendications palestiniennes au cours de l'histoire. Il nous faut, pour clore cette introduction, préciser que le terme d'« étranger » doit évidemment être considéré avec précaution. Cette catégorie recouvre des réalités bien différentes et ne devrait pas camoufler la place particulière des Israéliens qui, en tant qu'occupants, ne peuvent évidemment être considérés comme des étrangers comme les autres.

Révolution, documentation et propagande : les revendications palestiniennes dans le film documentaire japonais *Armée rouge, FPLP déclaration de guerre mondiale (1971)* de Masao Adachi et Kōji Wakamatsu

Dans cette première partie, nous nous intéresserons à la période 1967-1980. Si ces limites temporelles ne sont pas figées (différentes périodes se chevauchent dans le temps), la fin des années 1960 et les années 1970 a donné lieu à une recrudescence de films documentaires étrangers mettant en avant les actions et revendications des groupes de résistance palestiniens. L'émergence de ces groupes est liée à un contexte bien particulier. Il nous appartient donc de nous arrêter brièvement sur le contexte socio-historique dans lequel ce moment cinématographique a émergé avant de nous concentrer sur l'œuvre des Japonais Masao Adachi et Kōji Wakamatsu.

Le contexte socio-historique

La Naksa (« le revers ») constitue un moment historique crucial dans l'histoire des Palestiniens. Cet événement marque l'exode de plus de 300 000 Palestiniens après la victoire israélienne lors de la guerre des Six Jours en juin 1967, à la suite de laquelle Israël occupe la Cisjordanie, Jérusalem-Est, la bande de Gaza, le Golan et le Sinaï. Alors que la Palestine est occupée par les troupes israéliennes, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se renforce, ferveur documentée dans les films de Moustapha Abu Ali⁸, membre fondateur de l'unité du cinéma palestinien de l'OLP. Progressivement, avec le renforcement de la gauche révolutionnaire palestinienne émerge un autre type de cinéma porté par des réalisateurs internationaux.

En effet, parallèlement aux événements affectant les Palestiniens au niveau local, les mouvements d'extrême gauche s'affirment au niveau mondial. Les années 1960-

⁸ Né en 1940 près de Jérusalem, réfugié en 1948 avec sa famille en Jordanie, Mustafa Abu Ali a étudié le cinéma à Londres. Il tourne plus de 30 films en Jordanie (1968), puis au Liban, qui ont obtenu de nombreux prix, tel que le fameux *They do not exist* (1974). Il meurt en 2009 à Jérusalem sans avoir pu réaliser son rêve de tourner un long-métrage de fiction.

1970 sont caractérisées par le développement du tiers-mondisme et l'émergence des « nouvelles gauches » en rupture avec le stalinisme (à l'instar d'Hô Chi Minh au Vietnam, de la Fraction armée rouge (FAR) en République fédérale d'Allemagne ou de l'Armée rouge au Japon). C'est dans ce contexte d'effervescence révolutionnaire que se développent des réalisations étrangères mettant en avant les *fedayins*. Ce cinéma, caractérisé par une posture révolutionnaire et propagandiste, obtient un certain écho grâce aux relais internationaux de ces différents groupes.

De nombreux Occidentaux se sont également déplacés pour filmer les réalités palestiniennes et « raconter » le quotidien des résistants. C'est notamment le cas de Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville dans *Ici et ailleurs* (distribué en 1974) ou encore des deux Japonais Masao Adachi et Kōji Wakamatsu dans *Armée rouge : FPLP déclaration de guerre mondiale* (distribué en 1971). Proches de l'extrême gauche, ces derniers s'intéressent aux groupes révolutionnaires de l'époque, aussi bien l'Armée rouge japonaise que la résistance palestinienne. Ils portent ainsi un intérêt tout particulier pour le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), mouvement né en 1967 qui promeut une ligne révolutionnaire, démocratique, laïque, marxiste-léniniste et panarabe. À l'époque de la distribution du documentaire, le mouvement est à son apogée⁹.

Analyse du film

Armée rouge : FPLP déclaration de guerre mondiale se présente comme un film de propagande ayant pour objectif la fondation d'une armée rouge mondiale et unie. Par conséquent, il semble pertinent de poser la question suivante : dans quelle mesure cette réalisation s'approprie-t-elle la lutte palestinienne au profit d'une lutte internationaliste dépassant les intérêts palestiniens ?

Cette question appelle à une réponse nuancée. D'une part, on peut en effet considérer que le documentaire cherche à englober la lutte palestinienne dans une lutte internationale puisqu'il est « un nouveau film pour la construction d'une armée rouge mondiale » (38^e seconde), « sans frontière » (57 min 54 s), « révolutionnaire » (1 h 4 min 30 s) caractérisée par le slogan : « forces révolutionnaires anti-impérialistes du monde, unissez-vous ! Écrasez l'impérialisme et établissez le pouvoir proléttaire » (51 min 50 s). Le documentaire est également jonché de symboles significatifs, débutant et concluant avec la chanson de *l'Internationale* d'Eugène Pottier caractéristique des combats sociaux prônés par les différents courants de gauche au cours des 20^e et 21^e siècles. En outre, tout au long du documentaire, les *fedayins*

⁹ Le groupe est particulièrement médiatisé au début des années 1970, après le détournement de plusieurs avions de la compagnie israélienne El Al.

sont avant tout présentés comme des « communistes » (21 min) et non comme des militants ou combattants palestiniens, décrivant la résistance palestinienne comme un combat faisant partie d'une lutte plus globale : la lutte contre l'impérialisme dont Israël serait l'une des manifestations. Alternant entre la présentation et la prise de parole de Palestiniens et celles de révolutionnaires japonais, le film évoque la lutte aussi bien internationale que proprement japonaise. En effet, près de la moitié du documentaire est consacrée aux discours de responsables de l'Armée rouge japonaise.

Toutefois, cette tendance à l'appropriation de la cause et de la résistance palestinienne pour servir un projet global est à nuancer. Dans les faits, le film demeure d'abord une œuvre servant les intérêts du FPLP. En effet, de par sa nature documentaire, le film s'inscrit dans la lignée des productions palestiniennes de l'époque. Son objectif est de rendre visible la cause palestinienne et de permettre aux Palestiniens de se faire connaître et reconnaître.

À l'instar des réalisations palestiniennes de l'époque, transparaît une volonté de prouver à la communauté internationale que les Palestiniens existent et que leurs revendications ne doivent pas être oubliées. On y apprend qui étaient les *fedayins* du FPLP, quelle était la place des femmes telles que Leila Khaled dans cette organisation, comment ils vivaient et comment ils s'entraînaient. Le film documente également leurs équipements afin de mettre en avant leur capacité militaire, avec par exemple les nombreuses armes portées à l'écran ainsi que le suivi d'une opération menée par les combattants. Le film s'apparente ainsi à un plaidoyer : les *fedayins* y expliquent la raison de leur combat et leur désir de récupérer une terre perdue. De fait, ils définissent ce combat comme un « devoir de résistance » car ils « ne vivent pas pour lutter mais ils luttent pour vivre » (26 min 57 s). Ce slogan fait d'ailleurs écho aux volontés des réalisateurs palestiniens qui souhaitent transformer l'image internationale du Palestinien en « [remplaçant] l'image du réfugié par celle du combattant¹⁰ », d'un peuple passif à celui d'actif n'hésitant pas à prendre les armes.

Enfin, l'autre nuance tient au fait que le FPLP lui-même est une organisation qui s'identifie en termes internationalistes. En effet, les militants du mouvement se caractérisent clairement par une rupture doctrinale « avec les autres factions en changeant leur focus du nationalisme à l'Internationale communiste » (45 min 9 s). Par conséquent, le mouvement considère que la lutte contre le sionisme et l'impérialisme sont indissociables.

L'étude de ce documentaire nous permet de souligner la manière dont les réalisateurs japonais se sont intéressés aux souffrances des Palestiniens durant cette première phase. Sympathisants d'extrême gauche, ces derniers ont mis en exergue les mouvements de *fedayins* avec pour objectif d'internationaliser la lutte anti-impérialiste.

¹⁰ Sabine Salhab, art.cit.

Un cinéma du quotidien : l'exemple de *Wardi* (2018) du réalisateur norvégien Mats Grorud

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la période qui correspond à la deuxième phase du cinéma palestinien, celle qui a débuté dans les années 1980 et qui est toujours en cours. Elle est caractérisée par une rupture complète avec la précédente, changement lié à l'évolution socio-politique du conflit israélo-palestinien. L'invasion israélienne du Liban en 1982 ne représente pas seulement la défaite de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et le déplacement de son quartier général de Beyrouth à Tunis ; elle entraîne aussi la disparition d'une grande partie des archives cinématographiques, ce qui ne manquera pas de peser sur la capacité des réalisateurs palestiniens à obtenir des fonds et produire des films.

Le contexte socio-politique

À partir des années 1980, la plupart des réalisations étrangères sur la Palestine vacille entre fictions et cinéma d'auteur. Elles ne mettent plus en avant les *fedayins* ou les opérations de guérilla. Les réalisateurs restent « tributaires de la demande internationale », ce qui limite « la créativité d'une majorité d'entre eux et les mènent à simplifier leur discours afin de satisfaire un certain public occidental¹¹ ». De plus, nombreux sont ceux qui sollicitent des aides financières, qui ne sont pas octroyées sans condition, comme le dénonce Elia Suleiman dans un entretien autour de son film *Le Temps qu'il reste* (2009). Il décrit alors un certain regard orientaliste émanant des producteurs qui poussent les cinéastes à créer des films « palestiniens¹² » autour d'une dialectique bourreaux-victimes, thématique sur laquelle il revient d'ailleurs lors de son dernier film *It must be heaven*. C'est aussi le problème des « nouveaux réalisateurs » palestiniens, qui sont pour la plupart « diplômés d'écoles de cinéma occidentales [et reviennent] vers les territoires afin de tourner leur premier long-métrage¹³ » et qui privilégient la transcription d'événements subis au quotidien par le peuple palestinien, leur conférant ainsi une visibilité internationale. Parmi ces réalisateurs on compte Michel Khleifi (de Nazareth, pour *Noces en Galilée*, 1988), Rachid Marsharawi (de Gaza, pour *Ticket to Jerusalem*, 2002), Elia Suleiman (de Nazareth pour *Intervention divine*, 2002) mais aussi Azza el-Hassan avec *Title Deeds from Moses*, 1998.

11 Sabine Salhab, art.cit.

12 Stéphane Gobbo, « Elia Suleiman, le rire mélancolique », *Le Temps*, 20 décembre 2019, [\[URL\]](#).

13 Sabine Salhab, art.cit.

Cette visibilité de la souffrance quotidienne des Palestiniens a engendré un regain d'intérêt pour le conflit israélo-palestinien et les revendications palestiniennes, avec une recrudescence de productions ou de co-productions étrangères durant cette deuxième phase. Ce pic d'intérêt pour la Palestine s'explique aussi par l'espoir d'une possible résolution du conflit grâce aux accords d'Oslo signés en 1993, espoir qui faiblit cependant avec l'accélération de la colonisation et la disparition de l'horizon des deux États.

C'est dans ce contexte, en mettant en scène « témoignages et récits de vie recueillis¹⁴ » que le réalisateur norvégien Mats Grorud réalise le film d'animation *Wardi* en 2018. Il y narre l'histoire de Wardi, une Palestinienne de onze ans qui vit dans le camp de réfugiés palestiniens de Burj el Barajneh, près de Beyrouth. Elle cherche à redonner espoir à son arrière-grand-père Sidi qui lui a donné la clé de son ancienne maison en Galilée. Or, au cours de sa quête, Wardi se rend compte que les membres de sa famille ont perdu toute espérance de retourner en Palestine, et demeurent traumatisés par leur situation précaire.

Le film de Mats Grorud se veut un rappel pour que les revendications des Palestiniens d'un « retour à leur terre » ne tombent pas dans l'oubli. Selon les statistiques de l'UNRWA, 70 % de la population palestinienne vit dans des camps, soit 5 629 829 de Palestiniens répartis dans les différents pays arabes¹⁵. Ajoutons à cela le million de réfugiés de 1948 non enregistré, ainsi que ceux de 1967, qui portera le nombre de réfugiés palestiniens à sept millions.

La volonté du réalisateur de traiter de la question des réfugiés palestiniens provient aussi de sa proximité avec eux, fruit de son histoire familiale. En effet, sa mère était infirmière au Liban au cours de la seconde moitié des années 1980 pour une organisation norvégienne d'aide médicale appelée NORWAC¹⁶. Dès sa jeunesse, Mats Grorud a été sensibilisé à la question des réfugiés et à celle de la privation de leurs droits, notamment celui du retour établi par la résolution 194 de l'Assemblée des Nations unies, adoptée le 11 décembre 1948. De plus, il a été témoin dans sa jeunesse de certains évènements, comme la première Intifada, qui l'ont fortement marqué. Plus tard, il emboîtera le pas à sa mère en œuvrant lui-même dans les camps de réfugiés en tant qu'humanitaire.

À travers la figure de Wardi, Grorud retrace le conflit israélo-palestinien en mettant en scène le quotidien difficile et les revendications des réfugiés palestiniens. Le choix d'un film d'animation avec des marionnettes en pâte à modeler ne lui permet pas seulement de s'adresser à un public plus jeune, mais aussi de véhiculer un message fort : Rien n'est fait pour durer. Tout se fait et se défait ! Le recours aux

¹⁴ Clarisse Fabre, « "Wardi" : une jeune réfugiée palestinienne sur les traces de son passé », *Le Monde*, le 13 juin 2020, [[URL](#)].

¹⁵ Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, « Réfugiés palestiniens, les chiffres-clés 2020 », le 13 décembre 2020 2 millions en Jordanie, 500 000 au Liban et en Syrie, 1 million à Gaza et 800 000 en Cisjordanie, [[URL](#)].

¹⁶ Jenny Saleh, « Mats Grorud : Le droit de retour fait partie de l'identité de Wardi comme de chaque Palestinien », *Agence Media Palestine*, 6 mars 2019, [[URL](#)].

marionnettes en pâte à modeler permet aussi aux spectateurs d'observer des scènes difficiles en les rendant plus supportables, et donc de conserver la mémoire des événements tragiques, y compris auprès des plus jeunes.

Analyse du film

L'un des enjeux majeurs du film est la question de l'espoir des Palestiniens. Afin d'aider son arrière-grand-père, Wardi interroge les membres de sa famille à propos de la Nakba et de la maison familiale en Palestine. Toutefois, nous nous rendons compte, à travers les récits des membres de sa famille, que chacun a perdu espoir concernant une possible résolution du conflit ou d'un retour en Palestine. Cela s'illustre notamment à travers les phrases défaitistes « il aurait mieux fallu qu'on crève tous » (21 min 25 s) » ou « la révolution est morte et moi avec elle » (33 min 32 s) par le grand-père qui était autrefois un *fedayin*, sans doute du FPLP comme on peut l'apercevoir sur les affiches collées aux murs des maisons, mais qui n'a pas réussi à triompher face à l'État israélien. On peut aussi prendre comme exemple la tante de Wardi qui ne supporte pas d'être dans l'obscurité car cela lui rappelle les bombardements d'Israël où elle se cachait dans un bunker (50 min).

L'ensemble du scénario repose sur la problématique de la perte d'espoir d'un retour en Palestine car, à chaque fois qu'un membre de la famille de Wardi y est retourné, cela a été soit très bref soit pour y enterrer les morts, tel que Sidi à la fin du film. Cette perte d'espoir concerne d'ailleurs plus largement l'ensemble des Palestiniens privés d'exister en tant que citoyens d'une nation. En effet, dans le film, on apprend que plusieurs Palestiniens ont été ciblés par des snipers israéliens, qu'un jeune est décédé alors qu'il manifestait le 15 mai pour commémorer la Nakba. Cet épisode relaté semble faire écho aux commémorations de l'année 2011 qui ont été particulièrement réprimées par Israël¹⁷.

L'espoir perdu se perçoit également dans le manque de solidarité avec les « frères arabes ». En effet, le réalisateur mentionne à plusieurs reprises la discrimination que peuvent subir les réfugiés palestiniens au Liban. Dans le film, Wardi se fait apostrophier dans la rue par un Libanais la priant de « rentrer chez elle » (3 min 59 s). Le réalisateur met en scène l'exploitation, mais aussi la moquerie que subissent les Palestiniens (26 min 55 s). Cette discrimination envers les Palestiniens par certains Libanais, en particulier les chrétiens maronites, aurait plusieurs raisons. D'abord, la peur d'un déclin de la communauté maronite dans le système politique consociatif libanais du fait de l'accroissement démographique des musulmans. Ceci explique notamment pourquoi les Palestiniens n'ont pu obtenir la nationalité libanaise et restent privés des droits politiques et de l'accès au marché de l'emploi. L'autre facteur permettant d'expliquer ces discriminations résulte de l'idée selon laquelle les Palestiniens auraient violé la souveraineté du Liban. En faisant du Liban sa base arrière pour mener des opérations contre Israël, l'OLP aurait ainsi largement

¹⁷ « La commémoration de la Nakba ensanglantée par des violences inédites », *Le Point*, 15 mai 2011, [[URL](#)].

contribué au déclenchement des guerres qui se sont déroulées au Liban entre 1975 et 1990.

En outre, l'absence d'espoir est entretenue par les conditions de vie difficiles à l'intérieur des camps mêmes. Cela représente un autre aspect sur lequel le réalisateur Mats Grorud se concentre dans son film d'animation. En les chassant de leur terre, la Nakba a poussé les Palestiniens au départ en laissant derrière eux leurs biens matériels et immatériels. Dans le film, ce déracinement est symbolisé par l'abandon de la chienne de Wardi ainsi que par les gros plans sur les pieds nus des réfugiés (13 min 4 s). Les difficultés de la vie émanent également de la construction informelle du camp, dont le film montre d'ailleurs l'évolution (15 min). D'un camp réduit où les personnes survivent dans des tentes, ce lieu est devenu un bidonville où les personnes sont entassées dans des « tours [qui] grimpent toujours plus haut, à chaque nouvelle génération, un nouvel étage » (9 min 14 s). La précarisation se perçoit aussi dans les habitations de fortune, créées avec des matériaux de récupération où, à la place de fenêtres, il n'y a qu'un drap et, à la place d'un toit, il y a une bâche. Elle est aussi caractérisée par des escaliers dégradés où Wardi risque de tomber (35 min 24 s) ainsi que par la présence de rats dans les rues.

La précarité des Palestiniens transparaît enfin dans leur difficile quotidien au sein des camps et à travers l'interdiction d'accéder au marché du travail libanais. Cela apparaît à travers divers exemples dans le film, comme les interrogations sur la poursuite de Wardi de sa scolarité au collège en raison des frais de scolarité élevés, ce qui pousse son arrière-grand-père Sidi à l'arrêt de la médication pour pouvoir offrir à sa petite fille un meilleur futur. À cela s'ajoute l'insécurité montrée par les raids réguliers d'hélicoptères autour des camps. Le film évoque aussi la difficulté des Palestiniens à manger à leur faim, car le coût de la vie augmente. Dans ce contexte, le départ de la sœur de Wardi pour la Suède est présenté comme « une bouche de moins à nourrir » (8 min 31 s) pour la famille, car l'alimentation est devenue trop chère.

Ce film d'animation témoigne d'une volonté de mettre en valeur le difficile quotidien des Palestiniens tout en dénonçant les conditions désastreuses qu'ils subissent, notamment dans les camps de réfugiés. Les réalisateurs ne sont plus des révolutionnaires engagés dans la lutte contre l'impérialisme mais des personnes souhaitant la résolution du conflit dans le cadre des droits humains. Ceci relève d'une particularité narrative d'un cinéma de mémoire et de témoignage des souffrances du peuple palestinien. Cet enjeu mémoriel se retrouve à travers certaines expressions de Wardi « Sur mon passeport, il y a écrit "réfugié" mais maintenant je sais d'où je viens, de Palestine » (1h 8 min 50 s) en écho à ceux de Sidi « Si on n'a aucune idée de son passé ni de l'endroit d'où l'on vient alors qu'est-ce qu'on est ? » (7 min 50 s). Il se retrouve également dans l'utilisation d'archives photographiques de réfugiés ou de destruction des camps aussi bien par Tsahal que par les milices chrétiennes libanaises.

Vers de « nouvelles » revendications : *The Bubble* (2006) par Eytan Fox

La reconnaissance d'Israël par l'OLP et la mise en place de l'Autorité palestinienne en 1994 ouvrent la voie à des questionnements autour de la poursuite de la lutte. En effet, avec le processus d'Oslo émerge l'idée d'une fin de ce conflit presque centenaire et, par conséquent, s'opère un glissement vers d'autres enjeux axés sur les dynamiques propres à la société palestinienne. C'est dans ce contexte que se met en place la troisième phase centrée notamment sur les « nouvelles » revendications telles que l'égalité des genres et la lutte des minorités.

En Palestine, les revendications des minorités ont longtemps été éclipsées du débat public qui était alors monopolisé par la question de la colonisation. Aujourd'hui, les associations de défense des minorités sexuelles restent très critiquées pour des raisons à la fois politiques et sociales. Considérées comme secondaires par rapport aux questions fondamentales telles que le droit au retour, elles sont également perçues comme des sources de division de la cause.

La question des minorités sexuelles

La défense des minorités sexuelles n'a cessé de s'accroître, renforcée notamment par la diffusion des réseaux sociaux, soutiens aux LGBTQ+ et à l'acceptation de leur identité. En Israël, on note une intensification législative avec la dépénalisation de l'homosexualité masculine, l'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle en 1992 ou encore la reconnaissance des mariages homosexuels effectués à l'étranger en 2006. Ce processus législatif n'aurait pas eu lieu sans le militantisme des homosexuels masculins depuis 1982¹⁸. Ce militantisme a permis de rendre visible la communauté LGBTQ+ et de la faire émerger dans le cinéma israélien. Dans ce « nouveau » cinéma israélien certains Palestiniens d'Israël ont trouvé leur place¹⁹.

18 « L'affirmation progressive de la communauté LGBTQ+ en Israël a été favorisée par de profonds changements idéologiques et politiques ayant affecté le pays depuis la Guerre du Liban en 1982. Le pays est alors entré dans une période de crise de ses valeurs collectives, d'opposition idéologique questionnant l'ethos collectif et son système de valeurs. Ce nouveau contexte idéologique marqué par l'émergence d'un courant de pensée post-sioniste, valorisant la défense des droits individuels dans une société jusque-là modelée par les seules exigences collectives, a contribué au renforcement d'un discours sur le droit à la différence. » Extrait de Valérie POUZOL, « Dire la différence sexuelle : stratégies, discours et mise en scène des militantismes LGBTQ+ en Israël et en Palestine », *Tumultes*, Vol. 2, n° 41, 2013, pp. 157-178, [[URL](#)].

19 Jérôme Boudon, « Le cinéma israélien, entre courage et alibi », in : Dominique Vidal (dir.), « Israël : contradictions d'une démocratie coloniale », *Confluences Méditerranée*, n° 119 - Hiver 2021, p. 138.

Dans *The Bubble* (2006), le réalisateur israélien Eytan Fox relate l'histoire de trois jeunes Israéliens en colocatation. Noam, Israélien, fait la rencontre d'Ashraf, Palestinien, à l'endroit d'un check-point. Ils tombent amoureux. Ashraf quitte la Palestine pour rejoindre Tel-Aviv. Il s'installe avec les deux autres colocataires. Outre la question de savoir dans quelle mesure un réalisateur israélien est-il légitime pour exprimer les revendications palestiniennes, la question qui nous intéresse ici est celle de l'instrumentalisation de la cause des minorités sexuelles à des fins politiques.

Analyse du film

Le réalisateur n'élude pas complètement la situation de domination dans laquelle se trouvent les Palestiniens. Il donne à voir la violence de l'occupation à travers l'espace du check-point. Dès l'ouverture du film, l'on perçoit les soldats arrêter un bus, faire descendre, fouiller et contrôler les Palestiniens. Les conditions de passage et la pression de la file d'attente provoquent l'accouchement par une Palestinienne d'un enfant mort-né, évènement considéré comme un « incident » (5 min 36 s) par l'un des soldats. Israël aurait mis en place, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies en 2016²⁰ près de 600 checkpoints fixes en Cisjordanie et près de 700 au total, auxquels s'ajoutent des check-points volants, c'est-à-dire installés selon le bon-vouloir les soldats.

Le film traite ensuite des conditions de séparation entre Israéliens et Palestiniens donnant à voir les discriminations vécues par les Palestiniens d'Israël, réduits à leur « arabité ». Dans une scène qui se déroule dans un magasin de savons, deux femmes sentent les différents produits affirmant que « la couleur fait vraiment arabe, l'odeur aussi » (26 min 57 s).

Mais la séparation qui nous intéresse ici est celle relative à la sexualité. À la liberté des Israéliens d'assumer leur sexualité (comme le montre la séquence de la *rave party LGBTQ+* sur la plage), le réalisateur oppose une société palestinienne archaïque et intolérante. Dans le film, Achraf n'assume son orientation sexuelle qu'en devenant Shimi²¹, et en reniant sa nationalité, et ce d'autant plus qu'il lui est interdit de séjourner en Israël du fait de l'absence de permis. Pour vivre pleinement sa sexualité, le protagoniste est obligé de quitter la Palestine pour « s'éclater » (il apprend ce terme avec la signification de l'amusement, 22 min 18 s). De retour en Palestine, Ashraf ne peut assumer son homosexualité puisque, comme on l'observe lors d'une scène l'opposant à son beau-frère, Ashraf se voit contraint d'épouser sa cousine (1h 7 min 33 s). Cet archaïsme est renforcé à travers le dégoût et la tristesse qui s'expriment dans le regard de la sœur d'Ashraf après qu'il a fait son *coming-out*.

La séparation opposant Israéliens progressistes et Palestiniens archaïques au sujet

20 Anne PAQ, « En Cisjordanie, les checkpoints de la honte », *Basta*, le 9 mai 2008, [\[URL\]](#).

21 Le choix de ce prénom biblique n'est pas anodin. Il signifie en effet « celui qui obéit » ou « ma réputation ». Il renforce ainsi l'idée que l'émancipation d'Achraf passerait par l'abandon de son identité palestinienne.

de l'homosexualité est ici clairement idéologique. On perçoit en effet une certaine instrumentalisation des revendications d'émancipation palestinienne pour glorifier Israël tout en critiquant la Palestine. Le réalisateur présente la société israélienne comme « acceptant sans critique aucune » la communauté LGBTQ+ (ce qui est pourtant loin d'être le cas), avec notamment la création d'une pièce de théâtre érotique, gay, sur la Shoah. En revanche, la société palestinienne est caractérisée comme incompatible avec la question LGBTQ+ et cela proviendrait de la « rigidité culturelle » liée à l'islam, puisque le beau-frère d'Ashraf, qui lui interdit de vivre sa sexualité, est un « extrémiste » (24 min 8 s) du Hamas. À la manière de Roméo et Juliette, l'impossible amour entre Noam et Ashraf ne peut se réaliser qu'avec leur mort, dans un attentat suicide.

Le réalisateur relaye ici l'idée d'un choc de civilisations entre une occidentale, libérale et démocratique, contre celle musulmane, qui serait « violent[e], sexiste et homophobe²² ». Cette vision manichéenne, inspirée des thèses de Samuel P. Huntington²³, est extrêmement problématique et relève clairement du *pinkwashing*. En effet, ce terme utilisé en 2005 par la professeure américaine Jasbir Puar provient de sa critique d'Israël et de la façon dont ce pays utilise la question LGBTQ+ afin d'apparaître comme démocratique. L'ouverture aux minorités sexuelles permet d'euphémiser voire de rendre acceptable la colonisation et l'expropriation. La bienveillance des élites politiques israéliennes à l'égard de la communauté LGBTQ+ est d'ailleurs contestable et l'homophobie reste très présente au sein de la société israélienne. Ces critiques transparaissent à travers différents témoignages dans lesquels les personnes affirment qu'être gay est « un combat de tous les jours » en Israël²⁴.

L'image édulcorée des soldats de Tsahal donnée par le réalisateur du film *The Bubble* nous invite à la prudence. Si les films du nouveau cinéma israélien sont certes plus critiques vis-à-vis de l'armée, il serait erroné de les considérer comme anti-militaristes²⁵. Et pourtant, cette institution est mise en cause par de nombreuses organisations des droits de l'homme, comme B'Tselem, qui l'accusent d'assassinats ou violence non justifiée envers les Palestiniens. Or, le film entretient le doute sur la légitimité des violences perpétrées par l'armée israélienne envers les Palestiniens. Certains protagonistes considèrent les violences des soldats israéliens comme justifiées, car dirigées contre des « terroristes ». C'est notamment ce qui est mis en scène avec l'attentat à Tel Aviv commis par le beau-frère d'Ashraf en réponse duquel les soldats israéliens lancent une contre-offensive à Naplouse qui se solde par la mort de sa sœur.

L'idée d'un rapprochement entre les deux peuples par la libéralisation des mœurs et de la sexualité apparaît comme l'idée-force du film. Le réalisateur peut certes défendre le droit des LGBTQ+ mais force est de constater l'instrumentalisation de

22 Valérie POUZOL, art.cit.

23 Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1996.

24 Nicolas ROPERT, « Être gay en Israël, un combat de tous les jours », *Le Monde*, 21 août 2015, [[URL](#)].

25 Jérôme Boudon, art.cit.

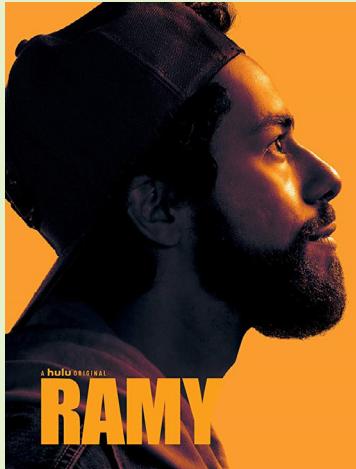
cette cause pour détourner l'attention des causes structurelles du conflit, exonérer les Israéliens et blanchir la colonisation.

Conclusion

Tout au long de cet article, nous nous sommes intéressés aux films de réalisateurs « étrangers » traitant de la question palestinienne. Il était intéressant de constater que ces films ont suivi une trajectoire semblable à celle du cinéma palestinien autour de trois grandes séquences. Ainsi, nous avons vu que, dans les années 1970, le cinéma étranger se concentre essentiellement sur la figure des *fedayin*, véritable symbole de la lutte palestinienne avec les revendications de visibilisation de leur combat au niveau international. Dans un second temps, les réalisateurs étrangers se concentrent sur les questions humanitaires et mettent en scène le quotidien difficile des Palestiniens. Nombreuses sont les réalisations cinématographiques qui dénoncent les conditions socio-économiques et la domination dont souffrent les Palestiniens, aussi bien israélienne qu'arabe. Enfin, dans un contexte d'industrie cinématographique globalisée, l'attention s'est déplacée vers les luttes contre toutes les formes de domination, notamment le combat des minorités sexuelles. Ce « nouveau cinéma », désengagé de la question de la souveraineté nationale des Palestiniens, se concentre sur une approche identitaire et des luttes transnationales. Même si les réalisateurs « étrangers » ont fidèlement scénarisé et mis en scène les revendications palestiniennes, leur instrumentalisation doit être interrogée. En effet, certains semblent exploiter la cause palestinienne afin de servir l'image de leur pays. Ainsi les réalisateurs israéliens ont-ils pu effectuer des comparaisons entre Palestiniens et Israéliens afin de souligner la nature plus libérale de la société israélienne. Ceci est bien sûr caractéristique d'une partie des réalisateurs israéliens qui ne sauraient être considérés comme « étrangers » à la société palestinienne.



Lu,
vU,
entendu



Ramy

une série-miroir pour toute une génération « d'enfants d'immigrés » arabes



LINA BENCHEKOR

Doctorante au sein du laboratoire Mesopolhis à Aix-en-Provence
et membre de l'ERC LIVE-AR (The Subsequent Lives Of Arab Revolutionnaries)

La sortie de la saison 3 de *Ramy* fait partie des évènements de la rentrée 2022. Attendue par toute une génération de jeunes arabes d'ici et d'ailleurs, la production originale de la plateforme américaine Hulu enregistre des records d'audience. Mais quelles sont les raisons de ce succès ? Tout en jouant un rôle de représentation pour les « binational », cette série intimiste met en scène avec humour les préoccupations universelles des jeunesse du monde.

Réalisée par le talentueux Ramy Youssef, acteur et réalisateur égypto-américain, la série américaine *Ramy* diffusée en 2019 sur la plateforme américaine Hulu, offre un pur moment de rire et de bonheur. Aussi réaliste que drôle, percutante que légère, cette série nous invite à (re)découvrir les contradictions et les tensions que rencontrent un grand nombre de familles arabes, immigrées en Amérique du Nord et en Europe. Grâce à un casting de premier choix, le spectateur entre dans l'intimité d'une famille ordinaire composée de Ramy Essam, le fils ainé – rôle joué par Ramy Youssef –, la formidable Hiam Abbas dans le rôle de la mère, Amr Waked dans le rôle du père et May Calamawy dans celui de la jeune sœur. On y retrouve même le « tonton réac » dont les théories douteuses et le sens du business font forcément écho à un oncle ou un cousin, présent dans toutes les familles orientales.

Sans tomber dans les clichés et les stéréotypes habituellement représentés dans la culture populaire *mainstream*, cette série prend à bras-le-corps les problématiques et les questionnements de toute une génération de jeunes arabes depuis leurs pays d'origine aux communautés diasporiques, avec beaucoup de justesse et d'empathie. Ramy Youssef ne lésine sur aucun tabou et entreprend une véritable introspection sur ses désirs, ses échecs, sa sexualité, sa religion et ses origines de manière autobiographique. Tout en finesse, et parfois de manière un peu crue, la série met en avant des personnages complexes et humains. Dès le premier épisode, Ramy nous introduit dans son intimité amoureuse et familiale. Il nous met face à ses dilemmes amoureux. Entre ses amis qui l'encouragent à se marier (avec une musulmane), ses parents qui continuent de lui mettre la pression pour qu'il trouve un travail stable, Ramy veut trouver sa voie et faire ses propres choix.

La première saison est rythmée par les obstacles qu'il rencontre tout au long de sa quête personnelle et spirituelle, sous-tendue par l'histoire de sa famille, sa situation socio-économique, les luttes de sa sœur pour acquérir plus de liberté, etc. La simplicité de la série permet de s'identifier aisément aux personnages. Interrogée sur ce qui l'a séduite dans cette série, Noujoud, journaliste franco-tunisienne et véritable fan de *Ramy*, confie : « Le fait que ce soit très vrai et que ce soit inspiré de son vécu (...) juste d'avoir quelqu'un de binational aux États-Unis avec une origine arabe qui raconte son quotidien, moi c'est ce qui me manquait ».

Chaque épisode traite d'une problématique. Ainsi, l'épisode 4 consiste en un flash-back dans l'enfance de Ramy au moment de l'attentat du 11 septembre. À travers cet évènement, on revit la souffrance de la famille Essam dans une Amérique endeuillée et de plus en plus stigmatisante à l'égard des musulmans. En toile de fond, ce sont le racisme et l'islamophobie qui sont traités. Les deux derniers épisodes sont quant à eux consacrés au voyage de Ramy en Égypte pour rendre visite à sa famille. Ces épisodes sont un délice. Lors des retrouvailles, Ramy et ses cousins vont être amenés à rompre avec leurs idées préconçues, à se voir tels qu'ils sont réellement et à observer le pays tel qu'il est, dans un contexte politique post-2011 marqué par la restauration autoritaire du pouvoir.

Ramy répond à un besoin simple de reconnaissance des minorités peu et/ou mal représentées dans les médias, mais aussi de minorités mal-comprises jusque dans leurs pays d'origine. À ce titre, Noujoud poursuit : « Je pense que les binationaux pourront se reconnaître dans cette série, s'identifier, se sentir reconnus, compris, etc., et les nationaux pourront comprendre ce que les binationaux vivent et toute cette quête-là, personnelle, quand tu es binational et que tu as deux pays qui te composent et qui font partie de toi ».

La sortie de la saison 3 à l'autonome 2022 témoigne du succès grandissant de la série. De plus, l'apparition du *top model* Bella Hadid dans la nouvelle saison ne fait que susciter plus d'enthousiasme et amplifier le phénomène. En effet, le mannequin d'origine palestinienne aux 54,7 millions d'abonnés sur Instagram ne cesse d'utiliser sa popularité auprès de la jeunesse mondiale pour affirmer ses origines palestiniennes et, surtout, prendre position en faveur de la libération de la Palestine et contre l'occupation israélienne et le système d'apartheid. À travers la série *Ramy*, c'est toute une génération d'artistes et de célébrités américaines d'origine arabe qui se saisit de son identité afin de représenter les communautés arabo-musulmanes dans les médias et la pop culture. Ce travail de représentation semble apprécié et la nouvelle série Netflix co-réalisée par Ramy Youssef du nom de *Mo* sur la vie d'un jeune palestinien apatride aux États-Unis confirme cette idée.



Stupéfiant Moyen-Orient

une histoire de drogue, de pouvoir et de société

Recension de l'ouvrage
de Jean-Pierre Filiu



WALID CHERQAOUTI

Master 2 Histoire et sciences sociales du politique,
Université Paris-Nanterre ;
Master 2 Méditerranée et Moyen-Orient, Sciences Po Grenoble

Haschich, opium, qat, héroïne... Autant de stupéfiants que l'on pourrait énumérer et qui passionnent tant par les effets qu'ils produisent durant leur consommation que par les scandales qu'ils engendrent et alimentent dans l'actualité. Mais comment appréhende-t-on les stupéfiants lorsque l'on s'éloigne du traitement médiatique qui les diabolise ?

Simple et percutant, le titre de cet ouvrage fondé sur un jeu de mots bienvenu annonce d'emblée l'espace géographique qu'il traite. En remontant la trame historique du Moyen-Orient, l'auteur nous donne à voir l'histoire de la production et de la consommation des stupéfiants dans cette région.

Jean-Pierre Filiu fait remarquer que, dans l'Antiquité, les traces de stupéfiants sont limitées. Et lorsque des sources mentionnent la présence de l'opium et du haschich durant cette période, à l'image du papyrus égyptien datant d'environ 1500 avant notre ère, c'est pour aborder leurs propriétés médicinales. C'est le cas aussi du cannabis qui est cité pour ses vertus anti-inflammatoires dans un traité de médecine composé à la même période, à savoir le papyrus Ebers.

Si l'aspect médicinal est incontestable, il ne faut tout de même pas oublier l'aspect liturgique. En dépit de la rareté des traces, c'est « en Palestine que l'usage liturgique du cannabis a été établi dès l'Antiquité. » (p. 20) Les récentes découvertes archéologiques issues des fouilles du temple de Tel Arad ont révélé que le cannabis utilisé l'était pour ses effets psychoactifs. Dans le royaume de Juda au VIII^e siècle av. J.-C., des brûloirs ont été retrouvés, ils contenaient du haschich qui était à l'évidence brûlé au cours de cérémonies. Cependant, Jean-Pierre Filiu reste prudent en soulignant qu'il n'existe aucune preuve incontestable de l'usage récréatif dans l'Antiquité.

L'Islam assimile l'alcool au paganisme, au culte des idoles et à la foi dans les oracles, quoiqu'il promette dans l'au-delà des « fleuves de vin » en récompense. Dans la tradition prophétique, si l'école hanafite (Abou Hanifa) tolère l'alcool tant qu'il ne conduit pas à l'ivresse (*sakra*), les trois autres écoles juridiques (malékite, chaféite et hanbalite) le condamnent unanimement. Mais rien n'est pratiquement dit au sujet des stupéfiants, c'est pourquoi les oulémas se déchirent sur le caractère licite ou illicite de ces derniers. Ismaïl Ibn Yahia al-Muzani, un disciple égyptien de l'imam Chafei, condamne les stupéfiants qui sont, selon lui, source d'ivresse. Abou Jaafar Tahawi, un autre juriste hanafite, reprend la même interdiction.

On le voit bien, une partie des oulémas poursuit les stupéfiants de leur opprobre, mais d'autres, au contraire, considèrent que c'est un vecteur d'illumination pour leurs exercices mystiques. Ainsi, la consommation de cannabis est associée à certains soufis, à des fins rituelles. Il est vrai que tous les soufis ne consomment pas du cannabis, mais Jean-Pierre Filiu explique que les confréries qui ont choisi de le consommer lui accordent une place prépondérante dans leurs rites initiatiques et dans leurs exercices mystiques.

En Perse, c'est l'opium qui devient la drogue de choix. Avec l'établissement de la dynastie safavide au début du XVI^e siècle, moult souverains sont complètement accros à l'opium qui est, tout comme le cannabis, consommé par voie orale, soit sous forme de boulettes avalées à intervalles réguliers dans la journée, soit sous

forme de liqueurs qui conduisent à l'extase. Au XVII^e siècle, les voyageurs français observent de manière effarée le degré de dépendance de leurs interlocuteurs perses, y compris dans la bonne société.

À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est l'apogée du libre commerce. En vue d'équilibrer son commerce avec la Chine, l'Angleterre sème l'addiction à l'opium par deux guerres sanglantes, la France se joignant à la seconde, ce qui incite à la production de masse de l'opium en Perse et en Turquie pour alimenter ce marché chinois qui paraît inextinguible. « Le port anatolien de Smyrne/Izmir est la plaque tournante de ce commerce régional de l'opium, que des commerçants occidentaux se chargent ensuite d'acheminer en Chine pour un substantiel profit. » (p. 68) Paradoxalement, la Grande-Bretagne, qui fait la guerre de l'opium en Chine, est en même temps très moralisante en Égypte. Après l'occupation du pays en 1882, elle reprend à son compte la prohibition du haschich que le souverain local avait édictée sur une base nationaliste. La puissance britannique qui a lancé une guerre destructrice pour que l'opium soit commercialisé librement en Chine – l'opium est totalement légalisé dans ce pays en 1860 –, introduit une absurdité en Égypte : plus aucune distinction entre les drogues douces et les drogues dures ne sera faite.

À la fin des années 1960, c'est l'âge d'or de la *French Connection*¹. Il est alors de notoriété publique que la pègre marseillaise est au cœur de l'approvisionnement aux États-Unis d'une héroïne produite essentiellement au Moyen-Orient avec le recours d'un certain nombre de chimistes et de spécialistes français qui participent à ce trafic extrêmement lucratif.

Si les exportations d'opium connaissent une ascension fulgurante à Izmir, passant de 131 tonnées en 1859 à 220 en 1863, Jean-Pierre Filiu rappelle que Mustapha Kemal Atatürk n'est pas seulement un producteur honteux d'opium, mais celui-ci est prêt à imposer des restrictions à la production de stupéfiants qu'il négocie cela sur la scène internationale. Cette situation est clairement perceptible dans le film *Midnight Express*² : d'un côté, l'administration Nixon veut faire pression sur la Turquie des années 1970 ; de l'autre, il y a une production nationaliste en Turquie car elle refuse les diktats venus de l'étranger.

Lorsque l'ayatollah Khomeini prend le pouvoir en 1979 au moment de la révolution islamique, un demi-million de toxicomanes sont recensés dans le pays. Aujourd'hui, le nombre de toxicomanes s'élève à 6 millions, voire plus. Selon Jean-Pierre Filiu, cela veut dire que la république islamique a échoué à endiguer le fléau de la toxicomanie.

En Afghanistan, la progression stupéfiante de la culture du pavot est telle que le pays connaît une descente aux enfers. Le pavot, en tant que drogue de guerre,

¹ Cette expression désigne l'ensemble des acteurs ayant pris part, des années 1930 aux années 1970, à l'exportation d'héroïne aux États-Unis depuis la France. Ils étaient majoritairement implantés à Marseille et Paris.

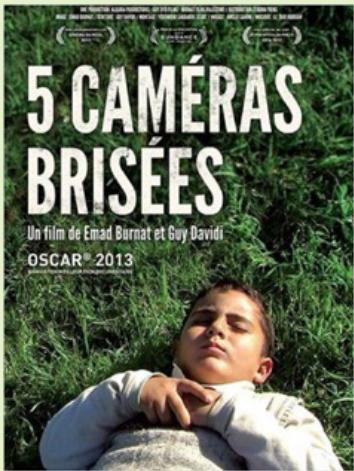
² Réalisé par Alan Parker, ce film raconte l'histoire d'un jeune américain incarcéré en Turquie après avoir été arrêté pour contrebande de haschich.

permet d'alimenter les milices qui combattent l'occupation soviétique de 1979 à 1989, les différents combattants moudjahidines qui s'entre-tuent de 1989 à 1994 pour arracher le pouvoir à Kaboul et ailleurs, et enfin les talibans qui prennent le pouvoir en 1996 et qui, 5 ans plus tard, décrètent et mettent en œuvre la seule prohibition effective du pavot dans le pays. Cette prohibition, rappelle Jean-Pierre Filiu, est un message adressé aux États-Unis pour s'attirer leurs bonnes grâces alors même qu'ils ne veulent pas leur céder Al-Qaïda et son fondateur Oussama ben Laden.

Au Yémen, c'est quand le moka local a été remplacé par le java indonésien que le qat s'est propagé, et que c'est au cours du demi-siècle écoulé que ce dernier est devenu un marqueur identitaire pour la société yéménite. Jean-Pierre Filiu nous brosse le portrait de cette consommation : le qat est consommé à raison d'1 à 4 heures par jour dans des *mafrajs*, des salons dédiés. Plus on a une position importante dans la société, plus ce salon est ouvert pour que le qat soit mastiqué collectivement. La consommation sociale de cette drogue végétale constitue également un moment où l'on parle de questions très concrètes qui sont réglées à la faveur de ces moments de partage.

Quant à la Syrie, le régime d'Assad a fait du captagon une véritable production industrielle représentant la principale ressource en devise du pays. À l'image d'autres drogues, le captagon dispose d'une image active et sociale valorisante bien que l'addiction l'emporte très vite. C'est le général Maher al-Assad, frère cadet de Bachar al-Assad, qui accorde sa protection aux ateliers de production et aux convois qui se dirigent vers la Jordanie et le Liban pour que la production soit écoulée en Arabie saoudite, dans la péninsule arabique et les pays du Golfe plus généralement. En dépit des sanctions internationales contre le régime d'Assad, notamment la loi César, le captagon permet à ce dernier de s'en affranchir, d'épargner ses fidèles et de faire que les sanctions pèsent exclusivement sur la population civile.

Ce livre offre une vue panoramique des différents stupéfiants et drogues qui ont jalonné les pays du Moyen-Orient et marqué leurs relations, notamment économiques et commerciales, avec d'autres pays. Jean-Pierre Filiu passe en revue toutes les périodes historiques, de l'Antiquité à nos jours, ambition qu'il remplit globalement bien qu'il soit difficile de condenser une telle amplitude temporelle en un seul livre. L'ouvrage constitue toutefois une synthèse intéressante et une clé d'entrée habile que sont les stupéfiants pour traiter du Moyen-Orient, et ouvre la voie aux chercheurs, en premier les historiens, pour enquêter sur les sujets ayant trait aux stupéfiants non seulement dans le Moyen-Orient, mais peut-être aussi dans le Maghreb. Espérons que d'autres travaux consacrés à ce sujet passionnant suivent.



Cinq caméras brisées

un film sur la condition
palestinienne



PAOLA CANDITA

Master 2 Relations internationales / Arabe, INALCO ;
Master 1 International Cooperation and Protection of Human Rights,
ALMA MATER STUDIORUM, Università di Bologna

5 Caméras brisées est un film documentaire signé Emad Burnat, paysan palestinien du village de Bil'in en Cisjordanie, et Guy Davidi, réalisateur de films documentaires et Professeur de cinéma.

Burnat commence à filmer son quotidien, celui de sa famille et de son village de Bil'in, lorsqu'il s'aperçoit que le gouvernement israélien construit un barrage entre Bil'in et les villages voisins, empêchant toute circulation libre. Sa petite caméra de fortune devient dès lors un observatoire de la résistance palestinienne entre 2005 et 2010, immortalisant les événements qui affectent la vie des Palestiniens de Cisjordanie. Pourtant, la collaboration entre Burnat et Davidi n'avait pas de motivation politique au départ, comme le rappelle Burnat au début du film. C'était avant tout « une expérience personnelle, du point de vue d'un simple habitant de Bil'in ». Le documentaire, sorti en salles en 2013, reçoit un excellent accueil critique et obtient plusieurs récompenses, notamment au Sundance film festival Award en 2012, au festival de film de Jérusalem en 2012 et au Golden Apricot Yerevan International film festival en 2013.

Le film couvre une période de cinq ans durant laquelle le gouvernement israélien met en place sa stratégie de sécurisation des habitants en édifiant le fameux « mur de séparation » tout le long de la ligne d'armistice de 1949. La construction de ce barrage entre les colons et les terres du village de Bil'in chamboule totalement la vie des habitants. En effet, les plantations et champs d'oliviers situés derrière le barrage sont confisqués à leurs propriétaires afin de laisser place aux nouvelles constructions coloniales. Dès lors, des manifestations pacifistes sont organisées chaque vendredi dans l'espoir de trouver une solution de cohabitation. Cependant, l'armée israélienne répond à ces protestations de façon violente, ouvrant le feu et procédant à des arrestations arbitraires. Tout en documentant des scènes de répression, Burnat filme également les cinq premières années de Gibreel, son fils cadet, qui sera un témoin oculaire, comme bon nombre d'habitants du village, et qui participera également, un peu plus tard, aux manifestations pacifiques. Durant ces années, Burnat change de caméra à plusieurs reprises, et c'est souvent grâce à la générosité d'amis israéliens qu'il réussit à s'en procurer de nouvelles à chaque fois. Il finit ainsi par accumuler cinq caméras, chacune représentant une phase de sa vie. La caméra devient ainsi non seulement un moyen d'expression, mais aussi une sorte d'armure, comme il le répète souvent dans le documentaire : « Quand je filme, j'ai l'impression que la caméra me protège ». Devenue une sorte d'extension de sa main et de ses yeux, la caméra est aussi un moyen de résistance et de protection, elle libère Burnat de ses frustrations et nourrit sa volonté de montrer au monde la réalité des événements. De fait, la caméra se matérialise réellement en bouclier, puisqu'à plusieurs reprises, c'est elle qui arrête les balles formant une barrière entre les soldats et Burnat. Grâce à la voix-off du réalisateur et à ses choix judicieux de notes de musique traditionnelle, le documentaire nous plonge dans la réalité des Palestiniens de Bil'in, ses caméras nous révèlent le quotidien d'enfants, de jeunes et d'adultes palestiniens vivant dans un contexte de résistance et d'annexion. Le rythme du documentaire monte crescendo : plus on avance dans le documentaire, plus la violence et la répression se font ressentir, tout en suivant les protagonistes de la naissance de Gibreel à l'assassinat de Phil, l'ami des enfants.

Le film se situe dans un contexte historique particulier marqué par l'échec des accords d'Oslo, les deux *Intifadas* et la dynamique expansionniste des colonies

israéliennes portant atteinte à toute tentative de paix. En effet, l'occupation sioniste poursuit depuis un objectif bien déterminé, à savoir l'annexion des terres par Israël dans le but d'empêcher toute continuité territoriale d'un éventuel État palestinien. Dans les villages de Cisjordanie, toute révolte est fortement réprimée. Les actes de violences perpétrés par le *Tsahal* (armée israélienne) sont commis en toute impunité. Le réalisateur témoigne d'ailleurs de son arrestation durant neuf mois et des nombreuses fois où il a été la cible des balles israéliennes. Le film montre également le travail délicat et laborieux des militants et des personnes mobilisées pour la cause palestinienne, devenu de plus en plus compliqué voire quasiment impossible avec l'intensification des opérations sécuritaires en Cisjordanie. Il faut croire que le travail des journalistes et militants pour les droits humains représente une telle menace pour les autorités israéliennes qu'elles ont recourt à de plus en plus de violence pour réprimer toute expression contraire à leur discours officiel. On ne peut d'ailleurs que rappeler le meurtre de la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh le 11 mai 2022, ou plus récemment encore, le 19 janvier 2023, l'arrestation du journaliste palestinien Abdul Muhsen Shalaldeh par l'armée israélienne.

Ce documentaire rend compte de manière extrêmement réaliste du vécu quotidien des Palestiniens en Cisjordanie (répression, absence de liberté d'expression, marginalisation, etc.). En cela, il possède avant tout une valeur d'archive, de documentation et de témoignage. Ce document brut, sans effet de mise en scène ni d'enjolivement, ne fait que renforcer et intensifier le caractère militant du film. Ainsi, il fait écho à l'actualité palestinienne et plus largement à celle du monde arabe. Une actualité de répression et de manque de liberté médiatique qui s'accentue de jour en jour.



www.carep-paris.org/bidaya